

QUELQUES ASPECTS DU RÉVISIONNISME DU P'C'F

SOMMAIRE :

I – La lutte contre le « stalinisme », prétexte pour attaquer les fondements du marxisme-léninisme : A. Attaques contre le matérialisme dialectique — B. Attaques contre l'économie politique marxiste — C. Lutte de classe ou conciliation de classes ? — La dictature du prolétariat « dépassée » — D. Le PCF, pionnier de l'euro-constructivisme et de l'altermondialisme

II – Maurice Thorez et Georges Marchais : le « stalinisme » à la française : A. L'anti-stalinisme de Georges Marchais — B. Georges Marchais, ardent partisan de Tito et de Gorbatchev — C. La « mutation » : le communisme transformé en humanisme bourgeois — D. Les « mérites » historiques du « stalinien » Maurice Thorez

III – Conclusion : Le révisionnisme, rempart de la bourgeoisie contre le communisme

IV – Notes

V – Annexes : 1. Lénine sur la lutte contre le « dogmatisme » — 2. Lénine sur le jugement de classe de la bourgeoisie — 3. Enver Hoxha contre l'eurocommunisme — 4. Le PCF et la révolution algérienne — 5. Résultats électoraux du PCF de 1945 à 2002 : la dégringolade révisionniste

Voir également :

- Les dossiers marxistes-léninistes complémentaires traitant de ce sujet dans les revues *L'Émancipation* et *La voie du socialisme*.
- *L'introduction de Francis Cohen* à l'oeuvre de Staline qui synthétise les théories anti-marxistes des révisionnistes du P'C'F.
- *Les cours de l'Université ouvrière de Paris (1938)* qui illustrent les limites de la bolchévisation du P'C'F et les premières tendances révisionnistes en son sein. (Cf. paragraphe II-D du présent dossier).
- L'étude *Impérialisme et anti-impérialisme* qui comporte également de nombreux éléments sur le chauvinisme du P'C'F.

"La lutte entre 2 lignes dans le Parti Communiste Français

Le Parti Communiste Français a été fondé en décembre 1920 en tant que Section Française de l'Internationale Communiste. L'objectif de bolchéviser le parti avait été clairement posé par l'Internationale Communiste dès les années 20 ; le PCF lui-même avait déclaré que se bolchéviser était une tâche essentielle du parti.

Mais dans la pratique le parti ne réussit pas à combiner la lutte pour la révolution socialiste et celle contre le fascisme et tomba dans la déviation de droite qui consistait à se poser en tant qu'aile gauche de la coalition de toutes les forces unies en vue d'abattre le fascisme. Ce fut la période du Front Populaire antifasciste. Les limites du Parti communiste français dans sa compréhension des lois de la révolution socialiste se manifestèrent à plusieurs occasions :

L'un des plus grands représentants du PCF de ces années avec le secrétaire M.Thorez, Jacques Duclos résuma ainsi les devoirs du parti communiste en 1935 en France : "mettre comme objectif du mouvement ouvrier, la lutte pour la défense et l'agrandissement des libertés démocratiques devant le fascisme". Le PCF très tôt adopta comme idéal " la nation " et voulut " réconcilier le drapeau national et le drapeau rouge ". Le 14 juillet 1935, les communistes arborèrent conjointement le drapeau bleu-blanc-rouge et le drapeau rouge et entonnèrent La Marseillaise. Dès l'été 1934, Maurice Thorez affirmait : " Nous aimons notre pays ". Mais lorsqu'il passe au mot " patrie ", il est l'objet d'un rappel à l'ordre de l'IC. Parallèlement, le 18 mai 1936, Dimitrov et l'IC assignent pour but au " Front Unique de la lutte pour la paix ", le " contrôle des masses organisées sur la défense du pays ". L'IC donnait pour consigne aux communistes de refuser les crédits militaires et l'augmentation de la durée du service militaire à leur bourgeoisie. Malgré les avertissements de l'IC, le PCF alla plus loin et vota pour la première fois de son histoire le budget de guerre de la France au parlement, le 30 décembre 1936, qui planifiait le plan de réarmement et de militarisation du pays.

En 1939, Le PCF lorsque le gouvernement français déclara la guerre à l'Allemagne le 1er septembre, se trouva en conditions telles que des milliers de ses membres furent arrêtés par le gouvernement français avec des milliers d'autres antifascistes. L'organisation du parti sauta presque entièrement. Le PCF " demanda " au gouvernement Reynaud d'armer le peuple contre les armées nazies qui envahissaient la France et la réponse évidemment fut le décret du gouvernement " français " qui intimait à chaque " français " qui possédait des armes à feu de les remettre aux commissariats. M. Thorez répondit à l'appel aux armes ! Une fois éclatée la seconde guerre mondiale, avec le caractère double de guerre inter-impérialiste et de guerre de classe, les partis de l'IC dans les pays impérialistes adoptèrent la ligne de résistance armée contre le nazi-fascisme. C'est seulement à partir de juillet 1940, après que les contradictions entre les groupes impérialistes français se soient transformés en guerre civile entre eux (la Proclamation de De Gaulle à Londres est du 18 juin 1940), que le PCF reconstruisit avec héroïsme et ténacité son organisation et c'est seulement à partir de 1941 que petit à petit il a assumé la guerre révolutionnaire comme une des formes principales d'activité. Le PCF élargit sa ligne du front populaire en fondant un front uni national contre l'occupant allemand. Le PCF réussit à accumuler de grandes forces révolutionnaires comme dans quelques autres grands pays impérialistes comme l'Italie. La Résistance contre le nazi-fascisme fut le point plus haut atteint par la classe ouvrière dans sa bataille pour le pouvoir en Europe.

Ainsi, la lutte entre 2 lignes dans le PCF ne doit pas faire oublier que malgré tout, le résultat fut largement positif pour le PCF et l'Internationale Communiste pendant cette période. Après tout, les bourgeoisies occidentales durent avoir recours à la guerre mondiale et livrer même leurs alliés ou leur propre pays à leurs rivaux impérialistes fascistes comme en Europe centrale (Autriche, Pologne) ou lors de l'invasion de la France par les Allemands pour lutter " contre le bolchévisme international " ("mieux vaut Hitler que le communisme"). Grâce à l'habileté politique de l'IC et des dirigeants soviétiques et au soutien des peuples du monde, l'invasion nazi contre l'Union soviétique fut repoussé jusqu'en 1941. Mais pendant et après-guerre, la direction du PCF se soumit progressivement à De Gaulle au niveau de la stratégie politico-militaire et ne profita pas vraiment du formidable élan populaire et du prestige du Parti dû à la Résistance. Les partisans de la prise du pouvoir furent écartés. Le PCF et plus largement la gauche bourgeoisie adopta un programme de capitalisme à visage humain dans les premières décennies d'après-guerre. Ce programme s'est matérialisé dans la Charte du Conseil National de la Résistance (CNR) en mai 1944 et s'est concrétisé dans les conquêtes sociales de civilisation et de bien être obtenus (sécurité sociale, santé et scolarité publique, retraites, etc.) et les institutions et des formes antithétiques de l'unité sociale correspondantes.

Le régime se consolida grâce à la longue période (1945-1975) de reprise et de développement de l'accumulation de capital et d'expansion de l'appareil productif qu'eut le capitalisme dans le monde. Les masses populaires et la classe ouvrière réussirent au cours de ces années à arracher, avec des luttes purement revendicatives, de grandes améliorations sur le terrain économique, politique et culturel. Le PCF devint l'interprète organique de cette phase de rapport de la classe ouvrière et des masses populaires de notre pays avec la bourgeoisie impérialiste. La période du " capitalisme à visage humain " était d'autant plus développé qu'en France le mouvement communiste avait été fort : ce qui confirme que les réformes sont le sous-produit, le legs des révolutions manquées.

De ce fait, au cours de ces années, le PCF fut à la fois le parti de la classe ouvrière française, dans le sens où beaucoup d'ouvriers actifs dans l'organisation de leur propre classe faisaient partie du PCF, et l'un des partis du courant révisionniste moderne, dirigé par le PCUS.

Du côté des masses populaires, ces conquêtes en vue d'améliorations de leurs conditions de vie et de travail, ont été arrachés et était le résultat de leurs batailles, le sous-produit de la révolution irréalisée des décennies précédentes et de l'influence de la Résistance. Du côté de la bourgeoisie impérialiste, elles furent des concessions faites sous pression du mouvement communiste pour écarter les masses de la révolution socialiste.

Le PCF devint le premier parti électoral français avec 28,6% des suffrages en novembre 1946. En septembre 1947, le congrès de fondation du Bureau d'information [Cominform] qui prenait la suite de l'IC réunie en Pologne critiqua durement le PCF et ses illusions parlementaires devant J. Duclos. " Les communistes sont devenus de piètres représentants de la politique de l'URSS devant le peuple français, pourtant combattant. " accusa Jdanov au coté de Malenkov. Les représentants yougoslaves accusèrent la direction du PCF d'avoir laissé délibérément passer sa chance à la Libération.

La droite du PCF, sous le couvert du succès remporté par le groupe révisionniste de Khrouchtchev au XXe congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique (février 1956), liquida ce qui restait des bases du programme communiste. Jusque-là, la déviation de droite, selon laquelle le parti communiste était l'aile gauche d'un rassemblement progressiste dirigé par la bourgeoisie qui luttait pour moderniser le pays et étendre aux masses les droits démocratiques, s'était présentée à l'intérieur du parti comme une ligne tactique, provisoire, à adopter en attendant de meilleurs jours. A partir de ce moment-là, elle fut intronisée comme ligne stratégique, en parfaite concordance avec la conception révisionniste moderne selon laquelle le degré de puissance atteint par la classe ouvrière rendait désormais inutile la révolution socialiste, et possible un passage graduel et pacifique au socialisme. La voie pacifique, démocratique, parlementaire au socialisme, en s'appuyant sur des réformes de structure et sur l'élargissement continu des droits démocratiques des masses, fut proclamée voie vers le socialisme (" démocratie avancée ", " union populaire " (M. Thorez) et " socialisme aux couleurs de la France " (G. Marchais) et même proposée au plan international comme modèle (eurocommunisme).

" les nouvelles circonstances font que grandissent en général les possibilités d'instaurer le pouvoir du peuple sans insurrection armée et sans guerre civile ; les possibilités de transformer pacifiquement l'économie capitaliste en une économie socialiste ... la possibilité se conçoit de grouper autour de la classe ouvrière ... la majorité du peuple... D'ores et déjà, communistes et socialistes ne sont pas loin d'avoir ensemble la majorité à l'Assemblée Nationale " -Rapport de M. Thorez. XIV Congrès du PCF. Juillet 1956.

" Le XXe congrès [du PCUS] a montré la fausseté de l'opinion publique de Staline d'après laquelle la lutte des classes devait s'aggraver au fur et à mesure des succès dans la construction du socialisme " -M. Thorez. (Cf. Œuvres Complètes)"

Histoire du PCF

Une histoire très instructive qui met à nu les racines historiques de l'opportunisme au sein du PCF.

Voyez également la page <http://membres.lycos.fr/edipro/Histoire/pcf-39-47.htm>

Histoire du Parti Communiste français

Source : <http://etoilerouge.chez.tiscalifr>

Le mouvement ouvrier jusqu'en 1914

La France est, avant la première guerre impérialiste de 1914-1918, un pays capitaliste développé. Elle développe une politique colonialiste et impérialiste ; la tendance à la guerre prédomine.

Mais le développement a été très rapide, et la classe ouvrière n'a pas su encore s'organiser solidement, d'autant plus que la Commune de Paris de 1871 a été suivie d'une large répression. Cela d'autant plus que des pans entiers de l'économie sont encore arriérés. Le processus de concentration des campagnes est loin d'être terminé et la petite propriété domine encore à la campagne. En 1913, la population rurale de la France (y compris les localités de moins de 2.000 habitantEs) comptait presque 23 millions de personnes, contre 16.500.000 à la ville.

Dans l'industrie, il est possible de faire le même constat. Il existe bien sûr de grands centres industriels, notamment dans l'Est et au Nord. Mais 32% du prolétariat travaille dans la petite industrie. Cela signifie que beaucoup d'ouvrierEs travaillent dans des petits ateliers, et sont travaillés par une mentalité corporatiste, extrêmement éloignée de la conscience de classe des prolétaires des grands centres ouvriers et des grandes usines. Ainsi, alors que la bourgeoisie a su comprendre 1871 et solidement s'organiser politiquement, la classe ouvrière est faible et encore influencé par les idéologies non marxistes, largement encore présentes au moment de la Commune. En fait, " la stagnation, la stabilité relative et le parasitisme des formes économiques, le grand nombre de petits propriétaires ruraux, développent un conservatisme qui se reflète dans la classe ouvrière.

Un long passé " démocratique " parlementaire dans un milieu conservateur a comme résultats profondément ancrés dans le mouvement ouvrier un régime de sectes révolutionnaires et pseudo-révolutionnaires luttant entre elles (guesdisme contre jauresisme, etc...) ou limitant leurs sphères d'influence conformément au principe de non-immixtion (socialisme et anarcho-syndicalisme).

L'existence même de chaque groupe paraît à ce groupe et particulièrement à sa bureaucratie une fin en soi. A cela se joignent des considérations inévitables de carriérisme, places de journaliste, sièges de député, etc.

Ces habitudes et ces traditions sont encore dans la période d'après-guerre très fortes dans le mouvement ouvrier français " (Message de L'Internationale Communiste au congrès de Paris du PCF, octobre 22).

Les idéologies non marxistes sont ainsi dominantes dans le courant socialiste, composé de différentes fractions s'unifiant au fur et à mesure du développement du capitalisme. Le seul courant de gauche, favorable à Marx et Engels et à l'expérience de la Commune de Paris, est le " guesdisme ", conduit par Jules Guesde.

Mais ce courant est également traversé de nombreuses idéologies hostiles au marxisme : jacobinisme, le blanquisme, le lassalisme, c'est-à-dire de doctrines en fait sociales-démocrates. Le principal point positif de ce courant est l'exigence de l'organisation et le refus de séparer les organisations ouvrières du mouvement directement politique. Le guesdisme est le premier moment où la classe ouvrière pose la nécessité d'un parti et d'un programme.

Il est le premier dépassement de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme -révolutionnaire. Cette exigence se concrétise dans la victoire du guesdisme au congrès de Marseille en 1879, qui aboutit à la naissance du Parti Ouvrier Français (POF) en 1880.

Mais ce premier saut qualitatif n'est pas mené jusqu'au bout, comme les bolchéviks ont pu le faire en Russie.

Le guesdisme n'est pas le bolchévisme, Jules Guesde reste un social-patriote et l'échec amène la prédominance de deux tendances dans le mouvement ouvrier. Tout d'abord, l'anarchisme, avec la pratique du terrorisme individuel (1890-1894) puis avec l'anarcho-syndicalisme, qui refuse toute politique. Georges Sorel est le théoricien intermédiaire entre ces deux théories.

Lors du Congrès d'Amiens de la CGT en 1906, la motion votée précise ainsi que " la CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ". Mais la CGT ne représente que 5% du prolétariat et les sections des zones

industrielles restent socialistes.

Ensuite, le réformisme. Après une campagne électorale menée de manière dogmatique et perdue, les éléments réformistes quittèrent en 1881 le POF et, dans le cadre de la démoralisation et du réformisme municipal, développèrent leur idéologie.

Naquit ainsi la théorie du " possibilisme ", expliquant que la révolution se fera légalement, progressivement, en gagnant pas à pas ce qui est possible de l'être. Arrivèrent ensuite les " socialistes indépendants " : Millerand, Viviani, Briand, Jaurès, qui refusent un parti " rigide " et un programme " dogmatique ". C'est le refus de la nécessité du parti de la guerre de classe. Jean Jaurès dira ainsi : " Dans notre France moderne, qu'est-ce donc que la République ? C'est un grand acte de confiance. Instituer la République c'est proclamer que des millions d'hommes auront tracé eux-mêmes la règle commune de leur action ; qu'ils sauront concilier la liberté et la loi, le mouvement et l'ordre ; qu'ils sauront se combattre sans se déchirer, que leurs divisions n'iront pas jusqu'à une fureur chronique de la guerre civile et qu'ils ne chercheront jamais dans une dictature même passagère une trêve funeste et un lâche repos " (Jean Jaurès, discours à la jeunesse).

En pratique, à partir de 1891, Millerand travaillera à unifier toutes les composantes de l'aile droite du mouvement socialiste à partir d'une programmatique réformiste. En 1896 il fait approuver par les socialistes " la conquête des pouvoirs publics par le suffrage universel " et entre en juin 1899 dans le ministère Waldeck-Rousseau (où se trouvait en même temps Gallifet, le bourreau de la Commune de Paris). En 1900 on peut dire qu'il existe 6 fractions :

- Le Parti Ouvrier Français, rassemblant les guesdistes ;
- Le Parti Socialiste Révolutionnaire, rassemblant les blanquistes ;
- L'Alliance Communiste ;
- La Fédération des Travailleurs Socialistes, rassemblant les possibilistes ;
- Le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire, rassemblant les Allemanistes ;
- Les Indépendants.

En 1901 c'est la fusion des fractions. Les trois premières fractions, qui forment l'aile gauche, se fondent en un Parti Socialiste de France.

Les trois autres, formant l'aile droite, fondent le Parti Socialiste Français.

En 1905, c'est l'unification en la S.F.I.O. (Section Française de l'Internationale Ouvrière), qui prend immédiatement une orientation réformiste.

Le ton général est donné par Jaurès, qui fait puiser l'idéologie socialiste dans la tradition des " immortels principes de 1789 ", et considère la République, pourtant fondée sur les ruines de la Commune, comme démocratique.

L'histoire du mouvement ouvrier en France jusqu'en 1914 confirme la thèse de Lénine : " Anarchisme et réformisme, ces deux monstruosités du mouvement ouvrier, se complètent l'une l'autre ".

L'impact de la guerre impérialiste de 1914/1918 et de la révolution d'Octobre

En l'absence de ligne révolutionnaire, de théorie et de Parti, la conséquence directe de l'annonce de la guerre impérialiste a été le triomphe du social-patriotisme.

La seule tentative de refus fut en juillet 1914, à la veille de la guerre et alors que celle-ci se faisait de plus en plus sentir, quelques groupes syndicaux (autour de journaux ouvriers comme la Guerre sociale ou encore la Bataille syndicaliste) ainsi que le Comité d'entente des jeunesse socialistes appelant à une manifestation pour le 27 juillet. Celle-ci interdite, personne ne continua la lutte.

Dans la classe ouvrière le désarroi est complet ; les éléments les plus avancés cherchant vainement des initiatives au siège des syndicats et des sections socialistes.

La ligne socialiste est alors présentée à la Salle Wagram à Paris : " Vous vous battez pour défendre la culture française, pour défendre la liberté des peuples " (Marcel Sembat), et : " si demain la France est envahie, comment les socialistes ne seraient-ils pas les premiers à défendre la France de la Révolution et de la démocratie, la France de l'Encyclopédie, de 1789, de juin 1848, la France de Pressensé, la France de Jaurès " (Longuet).

La CGT et le Parti Socialiste écrivent un manifeste, où il est dit que l'Autriche porte " une lourde responsabilité devant l'histoire " et qu'on pouvait penser que les gouvernements français " travaillent sincèrement pour la paix ".

Les socialistes utilisent l'assassinat de Jaurès (le 31 juillet 1914, la mobilisation étant décrétée le 1er août) pour dévier la lutte vers le nationalisme. A l'enterrement, Jouhaux dit : " Au nom de ceux qui vont partir et dont je suis ", tandis que l'ancien internationaliste Edouard Vaillant écrit : " Jurons de faire notre devoir jusqu'au bout pour la patrie, pour la République, pour la révolution ".

Les leaders anarchistes suivent tous l'Union Sacrée ; Sébastien Faure prône au départ une conférence des belligérants, puis une trêve de 24 heures le premier dimanche du mois d'août, mais se plie aux exigences du ministère de l'Intérieur de cesser la propagande.

Le mouvement révolutionnaire consiste alors en de simples groupes épars, sans ligne de conduite définie. La résistance à la guerre ne se développe que lentement, et principalement autour de quelques journaux ouvriers localisés (Paris, Limoges, Oyonnax, Lyon, Grenoble).

En 1915 il n'y ainsi qu'une seule personne, Louise Saumoneau, qui participe à la conférence internationale de Berne, à laquelle les Bolchéviks ont envoyé des délégués. Il n'y aura de l'écho en France que lors de l'arrestation de celle-ci.

Au niveau international la résistance à la guerre s'organise à partir de la conférence de Zimmerwald en Suisse, du 5 au 8 septembre 1915. Si les convocations et le travail pratique sont assurés par le socialiste suisse Grimm et l'aile gauche des socialistes d'Italie, ce sont les Bolchéviks qui donnent le ton.

Ecouteons l'opinion du bolchévik Zinoviev quant à l'impression faite par la délégation française : " La France n'était représentée que par deux délégués : le syndicaliste Merheim et le socialiste Bourderon. Cette petite délégation reflétait comme une goutte d'eau la situation transitoire du mouvement ouvrier français.

La classe ouvrière est en France mieux jugulée que nulle part ailleurs. L'ennemi occupe un sixième du territoire français ; ce fait opprime la conscience des masses. Le syndicalisme et l'anarchisme ont fait banqueroute, tout comme le socialisme officiel.

Les ouvriers ne croient plus à personne. Toutes les redondantes promesses révolutionnaires, toutes les grandes phrases sur l'insurrection en cas de guerre, tous les boniments sur l'action directe, tout cela s'est révélé creux. Guesde est ministre ; Hervé est devenu crieur chauvin sur la place publique ; Jouhaux est, de fait, un agent de la bourgeoisie française.

L'opposition ne fait que commencer dans la classe ouvrière française. La fermentation est partout. Les meilleurs éléments du mouvement ouvrier français sont au carrefour ".

La conférence de Zimmerwald ne marque pas la victoire des positions bolchéviques (repoussées par 19 voix contre 12).

A leur retour, Merheim et Bourderon animeront le " Comité pour la reprise des relations internationales " (CRRI), qui sera un point de départ pour la fondation du futur Parti Communiste.

Mais le CRRI ne soutient pas les positions bolchéviques ; il est influencé par Kautsky, Trotsky, les Menchéviks de Russie ainsi que par les centristes italiens. Sa ligne est celle qui a dominé à la conférence de Zimmerwald, et qui refuse le mot d'ordre de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

En pratique, le CRRI fait de plus face à une scission. Un comité de défense syndicaliste (CDS) se forme pour travailler dans la CGT, le CRRI ne devant plus que s'occuper du Parti Socialiste. Les activités de ces deux groupes se limitent à la propagande, il n'y a ni actions de masse, ni travail organisationnel, ni travail illégal.

La faiblesse de ces activités se montre au congrès du Parti Socialiste de Noël 1915. La motion des " Zimmerwaldiens " obtient 76 voix sur 2.736, et les socialistes majoritaires menacent de faire évacuer les tribunes lorsque fut entonné l'Internationale. Mais, en avril 1916, ce sont 960 voix (contre 1900) que la

motion reçoit, grâce à l'alliance avec les partisans de Longuet, qui prône un pacifisme semi social-chauvin.

Lors de la conférence de Kienthal du 24 au 30 mai 1916 (également appelé deuxième conférence de Zimmerwald), les délégués du CRRI n'obtiennent pas de passeports, et restent légalistes. Ce sont donc des parlementaires socialistes de province qui vont à la conférence (ils seront surnommés les " trois pèlerins de Kienthal ").

Zinoviev racontera que " de France, d'une façon assez inattendue pour les membres de la conférence, il est arrivé trois membres de la Chambre des députés (...). Les trois députés que l'on vient de nommer appartenait jusqu'à présent à la timide " opposition de Sa Majesté ".

Tous trois appartenait au groupe Longuet - Pressemann - au groupe des kautskystes français du plus mauvais genre. Tous trois répètent encore jusqu'à présent des phrases kautskystes, prétendant que les Français comme les Allemands ont eu raison de voter pour les crédits de guerre.

Car les uns étaient, paraît-il, menacé d'une invasion prussienne, les autres d'une invasion cosaque. Aucun des trois ne veut apercevoir les causes profondes de la crise, et tous trois prêchent l'amnistie mutuelle des partis sociaux-patriotes qui ont fait banqueroute. Tous trois répètent des phrases à demi social-chauvines sur " la noble France " qui, soi-disant, défend en cette guerre les traditions de la révolution, etc.

Quand on écoute leurs discours, on pourrait quelque fois penser que ces gens-là viennent directement d'un camp de social-chauvins qui ne se connaissent pas comme tels, mais leur conduite après la conférence, leurs manifestations en France contre les messieurs qui sont à la tête du Parti " socialiste " français ont montré autre chose : ces hommes - bien que maladroitement, sans aucun esprit de suite, et avec de grandes hésitations - reflètent l'état d'esprit de cercles importants de la démocratie et d'ouvriers dupés par la guerre, qui maintenant s'efforcent d'agir contre la guerre, contre l'imposture social-chauvine.

Ils font du confusionnisme au-delà de toute permission. Ils ont une multitude de préjugés contre l'internationalisme conséquent. Mais le mouvement de masse les pousse du côté de Zimmerwald.

Même en France, où la situation du socialisme est en ce moment particulièrement difficile, la protestation de masse s'affermit, le mouvement se réveille.

A Paris et en Province se sont formés de premiers groupes d'ouvriers français qui tiennent fermement pour le véritable internationalisme et se rapprochent de la gauche de Zimmerwald. Leur tâche sera de mettre à profit la décomposition qui commence parmi les social-chauvins français ".

La ligne des socialistes opposés à la guerre est donc au mieux pacifiste, et c'est pourquoi la mouvance du CRRI qui commence à dominer le mouvement socialiste se veut partisane des appels pacifistes du président des USA Wilson.

Or, l'écho de cet appel en Europe n'est pas permis par la bourgeoisie que pour gagner du temps.

En réaction à cette dérive pacifiste, un minorité commence à suivre l'agitation bolchevique. Loriot part en Suisse discuter avec Lénine ; un journal francophone édité en Suisse (" Demain ") répand les idées bolcheviques jusqu'en France, et la brochure illégale " Les socialistes zimmerwaldiens et la guerre " est diffusée. 1917 est l'année de la rébellion générale en France. De 314 grèves en 1916 (pour 41.000 grévistes) on passe à 696 grèves (pour 294.000 grévistes). Sur le front la dynamique nationaliste est épuisée.

Qui plus est, les révoltes russes - février et octobre - font vivre l'idée des conseils de soldats et des conseils ouvriers.

Les mouvements de masse se développent, prenant des formes dures. Ainsi, à Lyon se déclenche le 19 janvier 1918 une grève générale de trois jours, avec manifestation dans le centre-ville ; dans la région de la Loire les grèves sont endémiques (une grève générale durant jusqu'à une semaine). " La première année de la paix nous a coûté plus cher qu'une année de la guerre " dit Le Matin.

L'Etat français réagit vivement. Le 23 décembre 1917, les Etats français et anglais, en accord avec les socialistes, décident d'une intervention militaire contre les Bolchéviques. Sur le plan intérieur, Clemenceau prend les commandes du gouvernement et mène une vaste répression.

Mais le communisme se développe en France de manière solide. Dès décembre 1917 l'agitation gagne l'armée ; le mouvement de fraternisation se développe au cours des premiers mois de 1919, et le 16 avril commence la révolte de l'escadre de la mer Noire.

André Marty, officier mécanicien sur le torpilleur Protet, en sera l'un des leaders, tentant même de passer dans les rangs de l'armée rouge avec son navire. Condamné à 20 ans de prison, il est libéré en 1923 grâce à la pression ouvrière.

Le 1er mai 1919 se déroule contre la volonté des socialistes et de la CGT, qui refusèrent la manifestation puis tentèrent de la canaliser dans un défilé pour l'application de la loi des 8 heures. Mais Paris fut en état de siège : un demi-million de manifestantEs, rupture des barrages de police, fraternisation avec les soldats, 430 blesséEs et un mort (300.000 seront présentEs à son enterrement).

En juin 1919 c'est l'explosion de la grève : 500.000 à Paris, une centaine de milliers partout ailleurs. On compte en 1919 2.026 grèves avec 1.151.000 grévistes, en 1920 il y aura 1.832 grèves avec 1.317.000 grévistes. Le 24 juin 1919 sous la pression l'Humanité est obligé d'exiger le retrait des troupes de Russie.

Le 14 juillet 1919, malgré le battage chauvin, d'anciens combattants devenus révolutionnaires organisent une contre-manifestation. Mais l'appel de l'Internationale Communiste, qui vient de se créer, à une grève générale le 21 juillet 1919 en soutien à la révolution hongroise et contre l'intervention en Russie échoue, n'a pas d'écho pratique à cause de l'opposition socialiste.

Car dans le mouvement socialiste, les réactions à Octobre sont " partagées ". D'un côté les masses saluent l'événement, obligeant les opportunistes à suivre le mouvement, sans pour autant manquer d'attaquer le bolchévisme.

Le correspondant de l'Humanité à Saint-Pétersbourg, Boris Kritchevski, écrit ainsi : " ce fut un complot dans toute la force du terme, bien qu'organisé à ciel ouvert, au nez et à la barbe d'un gouvernement lamentablement impuissant. Ce ne fut même pas un complot d'ouvriers armés. Ce fut un complot militaire exécuté par les prétoires bolchevistes de la garnison désœuvrée, débauchée et pourrie de Petrograd, avec l'aide des marins et de quelques unités de la flotte de la Baltique dévouée aux bolcheviks ".

Charles Rappoport, l'un des théoriciens de la SFIO, dira de Lénine que " c'est le Louis XIV de la révolution : la Révolution c'est moi, c'est mon parti ", et également que " La Constituante est dissoute comme une simple Douma, Lénine a agi comme le Tsar. En chassant la Constituante, Lénine crée un vide horrible autour de lui. Il provoque une terrible guerre civile sans issue et prépare des lendemains terribles ".

Le futur traître Souvarine écrit déjà : " Il est à craindre que, pour Lénine et ses amis, la 'dictature du prolétariat' doive être la dictature des bolcheviks et de leur chef. Ce pourrait être un malheur pour la classe ouvrière russe et, par la suite, pour le prolétariat mondial.

La dictature de Lénine ne pourrait être maintenue que par une énergie farouche et constante, elle exigerait la permanence d'une armée révolutionnaire, et rien ne permet de préférer le militarisme révolutionnaire au militarisme actuel. Ce que nous voulons souhaiter, c'est l'entente entre socialistes pour l'organisation d'un pouvoir stable, qui soit vraiment le pouvoir du peuple et non celui d'un homme, si intelligent et probe soit-il ".

Le petit groupe autour du CRRI - qui devient par la suite le " Comité pour l'adhésion à la IIIème Internationale ", épaulé d'une " Société des Amis des peuples de Russie " - est alors dépassé par l'ampleur des événements, d'autant plus que sa pratique n'est pas militante, mais seulement vaguement propagandiste.

Le leader révolutionnaire, Loriot, s'oppose de manière correcte aux opportunistes socialistes, mais est incapable de défendre sa ligne au sein des masses, ce qui l'amène parfois à relâcher la pression et à céder sur quelques points essentiels. De fait, au conseil national socialiste du 28-29 juillet 1918, le groupe Loriot a 152 voix (1544 voix pour le groupe social-opportuniste Longuet, 1172 pour le groupe droitier de Renaudot, 96 abstentions, 31 absents).

C'est peu, d'autant plus qu'au congrès du 7-8 octobre 1918 le groupe Loriot se disloque, une importante partie de ses membres votant pour un message de félicitations au président Wilson. Cela au moment le plus crucial pour le communisme en France, puisque la question principale devient l'adhésion ou non à l'Internationale Communiste, dans une période où grèves spontanées, mutineries militaires, entrées dans le Parti Socialiste (qui passe de 1918 à 1920 de 34.000 à 150.000 membres) et la CGT (2.500.000 cotisantEs fin 1920) sur des bases révolutionnaires.

Il faudra tout le prestige du bolchévisme pour que lors du congrès extraordinaire de la SFIO du 23 et 24 avril 1919, la motion de Loriot en faveur de l'I.C. obtient 270 voix, contre 757 pour l'adhésion à la seconde internationale, et 894 voix pour une entente avec les deux Internationales.

Notons également l'existence d'autres groupes sympathisant avec le bolchévisme. Il y a tout d'abord un courant anarchiste-communiste, qui fonde un " Parti Communiste " tenant son premier congrès national du 25 au 28 décembre 1919, avec 65 délégués.

Ce groupe considère que Lénine a fait la synthèse de Marx et Bakounine ; il s'agit surtout d'éléments anarchisants, et d'ailleurs ce " parti communiste " se transformera en " fédération communiste des soviets " puis disparaîtra très vite.

Il y a également le courant syndicaliste-révolutionnaire. Organisé autour de l'hebdomadaire " La Vie ouvrière ", dont la réparation date du 30 avril 1919 (1200 abonnés en Juillet), ce courant défend la révolution russe et combat le parlementarisme dominant la SFIO. Lors du congrès de la CGT (15-21 Septembre 1919), leur leader, Pierre Monatte, apparaît comme le meneur de la minorité révolutionnaire, organisée en " Comités des syndicats révolutionnaires " et obtenant 588 voix contre 1393 à la direction.

Un quatrième courant enfin, plus diffus, tourne autour du groupe pacifiste et internationaliste " Clarté " organisé par Barbusse, et autour de l'ARAC [association républicaine des anciens combattants].

La formation de la section française de l'Internationale Communiste

Les débuts

Il n'est pas possible de dire qu'à sa fondation la SFIC soit réellement communiste. Formellement, le Parti regroupe 130/140.000 adhérentEs, mais ce sont des prolétaires amenés par la révolution russe et la haine de la guerre : le parti n'est pas centralisé idéologiquement et politiquement.

Les courants les plus divers coexistent, de manière organisée qui plus est. Anarchistes, anarcho-syndicalistes, droits de l'homme, francs-maçons, pacifistes, socialistes, communistes... La mentalité dominante est passive, considérant qu'après avoir accepté les 21 conditions, et encore sans réellement les partager, tout est fait.

Qui plus est, le Parti est organisé de la même manière que les socialistes : fédérations départementales, sections locales... et n'est pas dirigé par les anciens membres du CRRI, incapables d'assumer une politique valable pour des millions de personnes. La direction de la SFIC revient donc à la tendance de Frossard, qui commence à publier des articles où la scission est considérée comme " regrettable ", où l'I.C. est vue comme un élément extérieur et perturbateur, où la discipline est interprétée comme quelque chose de négatif.

Il ne faut donc pas s'étonner si lors de l'insurrection de mars 1921 en Allemagne la " droite " de la SFIC combat les positions révolutionnaires (Brizot parla " d'insurrection de manches à balai "), et si la NEP en Russie est analysée comme un nécessaire retour au capitalisme.

Logiquement, la gauche bascule dans le jusqu'au boutisme, les Jeunes Communistes appelant à refuser de joindre l'armée et à la grève générale en opposition à l'intervention de l'armée française contre le mouvement révolutionnaire en Allemagne.

De fait, la construction du Parti est difficile. C'est pourquoi l'I.C. multiplie les directives, appelant à la fondation de cellules dans les entreprises. Et appelle à temporiser.

En pratique, les faiblesses de la SFIC vont se montrer à son premier congrès, à Marseille fin décembre 1921. Trois questions principales sont à l'ordre du jour : celle de la défense nationale, celle des syndicats, et enfin la question agraire.

En ce qui concerne la défense nationale, c'est le début d'une prise de position autre que pacifiste absolu. La question syndicale est par contre l'objet de vives débats : une majorité réformiste se dégage, et attaque même la minorité révolutionnaire à coups de matraques et de revolvers !

En pratique, l'initiative revient à la direction de la CGT, qui exclut des centaines de syndicats et des milliers de syndiqués au nom de la " discipline syndical ". En réaction, en décembre 1921, quatre cents syndicats exclus se réunissent à Paris avec 1100 syndicats de la minorité de la CGT pour examiner la situation, à quoi la CGT réagit par l'exclusion des syndicats de la minorité.

En 1922, au congrès de Saint-Etienne, est en conséquence formée la CGT Unitaire, qui rassemble à peu près 300.000 membres, contre 275.000 à la CGT. Mais les liens avec la SFIC sont complexes, la majorité du Parti refusant la subordination du syndicat, sous l'influence de l'anarcho-syndicalisme.

Les tendances voulant transformer la SFIC en parti syndicaliste sont grandes ; le congrès de Marseille décide qui plus est que tout membre du Parti doit adhérer à un syndicat pour y travailler en tant que communiste. Un programme syndical fut adopté et une commission d'étude syndicale créée.

La question agraire fut prétexte à une série de documents qui seront critiqués par Lénine (" De la thèse du PCF sur la question agraire ", Internationale Communiste n°20, signé " un communiste russe "). Lénine y dit entre autres qu'il " considère comme erronées ces deux affirmations énoncées dans la partie suivante de la thèse : 'la révolution que nous devons faire... sera en quelque sorte une révolution avant terme' ; 'La concentration de la propriété annoncée par les théoriciens du marxisme ne s'est pas produite avec régularité dans l'agriculture'.

Marx n'avait pas des vues simplistes et rigides sur les formes du processus de la concentration de la terre. A preuve le troisième tome du Capital. A preuve l'article écrit par Engels vers 1890 contre le programme agraire français d'alors. Marx ne considérait pas que la révolution du prolétariat fut opportune seulement lorsqu'il serait possible de procéder à l'expropriation du dernier paysan .

Un dernière question est posée en marge du congrès, celle du " délégué à l'Exécutif ". C'est le début d'une série d'action des éléments droitiers, qui mènent campagne contre la " dictature " dans le parti que serait le centralisme démocratique, ainsi que contre toutes les armées, y compris l'armée rouge. Et, ainsi, au congrès, le délégué de l'I.C. n'est pas réélu au Comité Directeur. Et 5 tendances s'organisent dans le PCF.

1922 est en conséquence l'année de la " question française " dans l'I.C. Il y a en effet après Marseille 5 tendances organisées en fraction, avec leur propre centre et leur discipline particulière. L'ensemble des membres de la SFIC ne rejette pas ces tendances, mais celles-ci donnent le ton.

Elles s'opposent quasiment toutes à la stratégie du Front Unique formulée par l'IC. Voyons d'abord quelles sont ces tendances.

1. La tendance droitière

Ce courant représente les idées socialistes humanistes, pacifistes, petits-bourgeois ; ses leaders sont essentiellement issus des professions intellectuelles (journalistes notamment).

Contre la discipline dans le Parti et favorable à l'anarcho-syndicalisme, ce courant veut la réunification avec les socialistes, prônant en attendant un bloc des gauches.

2. La tendance centriste

Elle est formée de tous ceux et toutes celles qui ont rejoint le Parti par sympathie pour la révolution russe et le communisme ; plein de préjugés et sans expériences, ses partisans sont prolétaires et de province pour la plupart. La direction centriste oscille entre discipline et opportunitisme.

3. La tendance d'" extrême-gauche "

Elle est composée de droitiers (Daniel Renault) et d'anarcho-syndicalistes, aidés de quelques jeunes intellectuels donnant un vernis radical. Cette tendance prend quelques positions d'extrême-gauche, mais reste droitière sur la plupart des questions.

4. La tendance de gauche

Ses militants les plus importants viennent du Comité de la IIIème Internationale, et l'ensemble de la JC en fait partie.

Mais elle n'a pas d'idéologie homogène. Les anciens du CRRI sont ainsi très influencés par Trotsky et le menchévisme, d'autres par l'anarcho-syndicalisme, quant au troisième " sous-groupe " il est composé de " nés de la guerre ".

Cette tendance se considère comme le vrai cœur du parti, et demandera de nombreuses fois à l'IC que s'organise une scission vis-à-vis du centre et de la droite, c'est-à-dire d'avec la quasi-totalité du parti.

5. La tendance d'extrême-gauche parisienne

Il s'agit de la prolongation du premier " Parti Communiste " transformé en " Fédération des Soviets ".

Les tendances dominantes sont en pratique opposées au bolchevisme, ainsi qu'aux décisions de l'I.C. Celles-ci, en 1922, avait donné comme consigne la pratique du Front Unique, " moyen le plus efficace de lutte contre le Capital et de mobilisation des masses dans un esprit de classe, moyen de démasquer et d'isoler les chefs réformistes ; c'est un des éléments de la tactique des partis communistes pendant toute la période pré-révolutionnaire ".

Il s'agit de faire en sorte que les masses populaires se mobilisent, et que les partis communistes soient à la tête de ce mouvement. En pratique, l'aile droite de la SFIC s'y oppose, principalement avec des arguments " français " : en France la situation est différente d'ailleurs, il n'y aurait pas de social-démocratie forte qu'il faudrait " bouger ", la SFIO serait faible, etc. L'aile gauche prétexte la nécessité de refuser tout compromis. De fait, ces refus signifient abandonner toute tentative de pénétration du tout nouveau et faible parti communiste dans les pratiques des masses populaires.

L'I.C. critique sévèrement le PCF, qui en février au premier plénum de l'Exécutif de l'I.C., se soumet à la discipline, formellement en fait puisque le Conseil National repousse en avril les décisions prises, considérant que seule le quatrième Congrès mondial pourra décider.

Un premier succès est pourtant obtenu, contre l'anarcho-syndicalisme. Dans la CGT-U, les " syndicalistes communistes " l'emportent sur les " syndicalistes purs " (741 voix contre 406), qui s'étaient liés par un " Pacte ", et dont les principaux membres faisaient partie d'une confrérie franc-maçonne.

C'est un premier pas de taille, puisque l'ouvrérisation du PCF, encore petit-bourgeois, va être accélérée sous les pressions de l'I.C. Celle-ci gère directement le Comité Directeur, proposant des compromis entre les tendances, demandant des expulsions, amenant au fur et à mesure à un processus de bolchevisation.

Les élections du 16 novembre 1919 sont une catastrophe pour les socialistes, qui n'obtiennent qu'un 1.800.000 voix sur plus de 8 millions. Le formidable élan révolutionnaire n'a pas amené de bouleversements organisationnels, et les prolétaires ne se reconnaissent pas dans un parti aux tendances multiples, contradictoires et majoritairement vendues au système.

A cela s'ajoutent les fortes tendances anarcho-syndicalistes dans le prolétariat, bloquant une véritable confrontation avec la politique.

Ce conflit entre la situation objective et la situation subjective va amener un saut, aboutissant à la création du Parti Communiste.

Le passage de l'état de guerre à la paix se fait très difficilement (coût de la vie atteignant en 1919/1920 400% par rapport à 1914). Aussi, en 1920, et de manière organisée contre la direction de la CGT, une grève générale commence, avec bientôt 700.000 prolétaires.

L'Etat joue alors sur deux tableaux. Tout d'abord la direction de la CGT rattrape les grévistes, proposant des grèves par vagues successives, contribuant à la défaite générale des différents mouvements.

Puis, 18 révolutionnaires sont accusés de complot contre la sûreté de l'Etat, dont les principaux dirigeants du comité pour la IIIème Internationale. A l'annonce du 1er Mai 1920, le ministre de la Guerre précise : " Il faut bien qu'on sache que l'armée reste la force publique, et qu'à l'avenir on n'ignore plus qu'elle sera munie de cartouches ".

Le comité pour la IIIème Internationale est alors très affaibli. N'arrivant pas à assimiler le bolchevisme, il est nécessairement rejeté dans le passé. C'est ainsi qu'à côté du Comité se réunit à Lyon ce qu'on a appelé le 1er congrès régional de la IIIème Internationale. A ce congrès assistent l'Union des syndicats de la Drôme, les étudiants socialistes révolutionnaires et les jeunes syndicalistes de la région, le comité de défense sociale anarchiste, la Fédération socialiste du Rhône, et différents autres groupements.

Ce mouvement populaire est aidé par les bolchéviks. Le télégramme de l'Internationale Communiste destiné au congrès du parti socialiste français à Strasbourg dit ainsi : " Le Comité Exécutif de l'I.C. adresse aux travailleurs français en lutte contre le social-patriotisme et contre toutes les conceptions équivoques et les déformations bourgeoisées des principes du communisme, son salut fraternel.

Le Comité Exécutif de l'I.C. espère que sous la pression des masses ouvrières françaises, le congrès de Strasbourg se décidera enfin à rompre avec la II^e Internationale, avec l'organisation jaune dont Noske, Gallifet d'outre-Rhin, est en Allemagne le représentant le plus en vue et qui est de même représenté en France par les agents de la bourgeoisie.

Le Comité Exécutif de l'I.C. appelle tous les communistes français à s'unir en une seule organisation et à déclarer une guerre ouverte à tous ceux qui ont trahi le prolétariat.

Vive le prolétariat révolutionnaire français !

Vive l'épuration des forces ouvrières dont les jaunes de la II^e Internationale doivent être chassés !

Vive la révolution prolétarienne ! ".

Le congrès de Strasbourg est prétexte à deux débats : la question de la défense nationale, la question de l'adhésion à l'I.C.. Il s'agit d'abord pour la majorité des socialistes de justifier la boucherie de 1914/1918. Mayéras dira ainsi que " oui, nous nous sommes aperçus qu'on nous a trompés, que la France luttait pour des buts impérialistes. Cependant, fidèles à l'héritage de Guesde, nous ne voulons pas que cette France soit sabotée par l'invasion et perdue pour le socialisme ".

L'opposition des membres du Comité est faible ; son porte-parole, Raymond Lefebvre, parle du point de vue de la " race française " pour justifier son opposition à la guerre.

En ce qui concerne l'adhésion à l'I.C., trois lignes se distinguent. Celle de Renaudel, farouchement contre ; celle de Frossard, qui sympathise avec l'I.C. mais préfère le modèle des socialistes indépendants d'Allemagne, tout comme Longuet et Paul Faure qui critiquent la II^e Internationale mais refusent " l'aventure " révolutionnaire.

La dernière ligne est celle du Comité, mais beaucoup de ses membres influents refusent la rupture avec les autres socialistes. De plus, le bolchevisme n'est pas assimilé. Leur leader, Loriot, explique ainsi que le défaitisme révolutionnaire était valable pour la Russie, pas pour la France, que les Soviets doivent être fondés après la prise du pouvoir, et que la critique des partisans de Longuet revient à Lénine seul.

Le Congrès se clôt donc sur un échec pour les révolutionnaires de France. Les socialistes décident de sortir de la II^e Internationale (4.330 voix contre 337), ce qui est un premier pas, mais pas encore de rejoindre l'Internationale Communiste (la ligne du Comité n'obtient que 1.621 mandats).

En juillet 1920, c'est la minorité des Jeunesses socialistes qui va se mettre à la tête du mouvement pour la IIIème Internationale, portée par la vague révolutionnaire. Opposée à la ligne majoritaire, elle demande la convocation d'un congrès, où elle est victorieuse et se transforme en Jeunesses Communistes.

Puis, au congrès d'Orléans de la CGT (27 septembre - 2 octobre 1920), les minoritaires obtiennent 659 mandats contre 1485 voix à la majorité. La progression est forte.

Enfin, il y a le congrès de Tours des socialistes, qui se déroule le 25 décembre ; la principale question étant de savoir s'il faut accepter les 21 conditions d'entrée dans l'Internationale Communiste.

Quelles sont ces 21 conditions ? Résumons en les aspects les plus généraux. Le Parti doit se nommer "Parti Communiste " de tel pays, afin d'apparaître clairement aux yeux des masses et de se distinguer de la social-démocratie. Il doit appliquer le centralisme démocratique, combiner légalité et illégalité, mener l'agitation et la propagande pour le communisme. Son objectif est la dictature du prolétariat, et le Parti doit donc rejeter les éléments centristes ou réformistes.

Il doit être anti-impérialiste, soutenir les luttes de libération des colonies et des nationalités opprimées. Le Parti est relié à l'IC, et doit se plier aux décisions

des congrès.

Le congrès de Tours marque la victoire des partisans de la IIIème Internationale, qui obtiennent 3.208 mandats, plus 44 d'un amendement d'ultra-gauche. Les opposants obtiennent 1.022 mandats (motion Longuet - Paul Faure) plus 60 de la motion Pressemare.

Il y a également une première particularité : le nouveau parti prend le nom de " Parti Socialiste - Section Française de l'Internationale Communiste ". C'est une première entorse aux 21 conditions. Il ne prendra le nom de PC qu'à partir du 1er Janvier 1922.

Les conséquences de la bolchévisation (1925-1927)

" Abd el-Krim représentait quelque chose qui ne disparaît pas avec lui. Il représentait la révolte des opprimés sur un secteur du monde immense, l'Islam " (Gabriel Péri).

La phase de bolchévisation du PCF n'a pas été sans heurts; la mise en pratique ne s'est pas déroulé partout correctement.

Aussi, à la convocation du Bureau politique de décembre 1925 d'une conférence élargie, les doléances et les critiques des délégués sont nombreuses. Méthodes dictatoriales de la direction, éloignement automatique des anciens cadres, pratiques maladroites dans les syndicats, gauchisme dans l'agitation aboutissant à une " gymnastique révolutionnaire " épuisante...

C'est à nouveau l'I.C. qui va analyser la " question française ". Le PCF est analysé comme ayant de larges survivances anarcho-syndicalistes et sociales-démocrates, tandis que la jeunesse ne s'est pas encore assimilée le marxisme, sans parler de l'absence d'expériences révolutionnaires de la quasi totalité du Parti.

La droite du Parti utilise les survivances idéologiques du passé, profite du gauchisme et des applications mécaniques du bolchévisme pour se renforcer.

Quant aux campagnes, elles sont menées tambour battant de manière gauchiste, sur un rythme épuisant.

Mais la résolution de l'exécutif de l'IC de 1926 considère que malgré quelques fautes gauchistes, " la belle et courageuse campagne du parti et de la CGT-U, la grève historique de 24 heures ont ressuscité les meilleures traditions révolutionnaires de la classe ouvrière française".

Les années 1925, 1926 et 1927 sont donc les années cruciales conséquentes à la bolchévisation. 1925 est tout d'abord marqué par un renforcement de la droite, qui développe ses activités fractionnistes (tracts, brochures, lettres, thèses, etc.).

Deux lettres sont envoyées au Comité Exécutif de l'IC : une de 80 membres, puis une de 250 membres, critiquant la bureaucratisation et le sectarisme du parti.

La droite est composée de trois tendances :

- Un courant individualiste petit-bourgeois philo-trotskiste, conduit par Souvarine
- Un courant social-démocrate autour de Dunois (qui rejoindra les socialistes en 1930) et Loriot (philo-socialiste)
- Un courant anarcho-syndicaliste (Monatte, Rosmer).

A cela s'ajoute les " mécontents " sympathisant avec la droite.

La droite est en fait le rassemblement des traditions sociales-démocrates et anarcho-syndicalistes, dans leurs formes françaises, et prenant une expression de plus en plus proche du trotskysme.

Ses critiques fondamentales contre le Parti consistent en :

- l'opposition au système des cellules (" une particularité russe ") ;
- le refus du front unique à la base au profit du front unique des chefs (" penser qu'on peut séparer les chefs des masses, c'est de l'utopie pure. On ne fait pas le front unique par dessus la tête des chefs ") ;
- le refus des concepts de fraternisation et de soutien à Abd-El-Krim (" La Maroc aux Marocains oui, mais pas à Abd-El-Krim avec l'aide des communistes français " (Souvarine dans son " bulletin communiste ") ;
- le refus du soutien aux mouvements de masses d'Alsace-Lorraine (" Autant le mot d'ordre du plébiscite alsacien-lorrain eût été juste en 1918, autant il est destiné à tomber dans l'indifférence et le ridicule. Pourquoi pas l'évacuation de Nice, de la Savoie, de la Corse ? " lit-on dans la lettre des 250) ;
- le refus de la subordination des syndicats (" On eût dit que la CGT-U voulait donner raison à ceux qui prétendent que le Parti Communiste est l'avant-garde du prolétariat ").

La droite va diffuser l'idée que le parti est faible, vidé, désorganisé, battu, discrédité ; sa tactique est de " faire le vide devant les décisions du Parti ".

Le PCF réagit donc, et à son 5ème congrès (20-26 juin 1926) les tendances de la droite et celles gauchisantes sont liquidées pour un temps. Les éléments ayant appliqué la ligne de bolchévisation de manière dogmatique seront d'ailleurs exclus en 1927 pour avoir adopté des positions trotskystes (après avoir mis en place la liquidation du courant trotskiste dans le Parti !).

La ligne générale reste sociale-démocrate, réformiste dure. A l'arrivée au pouvoir de Poincaré en 1926, pantin d'un " comité des experts " regroupant les banques, le PCF participe au débat pour relever l'économie, en s'affirmant pour la " stabilisation monétaire " mais au dépens du grand capital.

Ses mots d'ordre sont " le monopole du commerce extérieur, la nationalisation des banques et des monopoles de fait, la conscription des grandes fortunes, l'annulation de toutes les dettes de guerre, le contrôle ouvrier et paysan sur la production et les échanges ", à quoi s'ajoute la " nécessité de travailler à l'avènement du gouvernement ouvrier et paysan ".

Le PCF s'oppose à l'oligarchie financière, mais pratique les erreurs critiquées par l'I.C, à savoir rester à la traîne des classes non prolétariennes. Il est incapable de travailler dans les nombreuses mobilisations dues à l'inflation. Si la CGT-U mène un travail politique, ce qui est positif, mais ses effectifs stagnent (512.000 en 1925, 541.825 en 1926) ; le Parti est passif, soutenant les grèves mais ne les organisant pas.

De fait, le PCF " a commis une grave erreur au moment le plus critique de la vie politique française, lors de l'avènement de Poincaré au pouvoir.

Tout d'abord, le Parti ne s'est pas suffisamment rendu compte du caractère du déplacement des forces de classe qui s'est produit.

La transition de la politique d'inflation à la politique de déflation, du gouvernement du " Bloc des gauches ", par plusieurs échelons intermédiaires, à la domination avouée de la grande bourgeoisie, c'est-à-dire à un gouvernement de l'industrie lourde et des banques ; le fait que ce déplacement du pouvoir marque le début de l'offensive de " stabilisation " du grand capital contre la classe ouvrière, n'a pas été suffisamment apprécié par le Parti Communiste.

C'est pourquoi le Parti ayant porté son attention sur les diverses combinaisons parlementaires n'en a pas accordé à la mobilisation des masses de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie.

Cependant, cette période critique fut le signal d'une effervescence profonde parmi les ouvriers et la petite-bourgeoisie, effervescence qui ne fut pas utilisée par le Parti Communiste, qui fit preuve d'une grande passivité " (Boukharine, au nom du Comité Exécutif de l'I.C., 27 novembre 1926).

Le PCF, à côté de cet échec, arrive à mener une politique internationaliste conséquente, notamment à la grève générale du prolétariat anglais (blocage de l'exportation de charbon vers l'Angleterre, grèves revendicatives en solidarité, à Bordeaux refus e charger des produits pour l'Angleterre, au Havre refus de remplacer les matelots anglais en grève, et enfin grève de 100.000 mineurs sur 300.000 en solidarité).

Il combat avec acharnement les projets militaires de réorganisation de l'armée, avec des succès d'agitation chez les réservistes.

Il arrive également à organiser les chômeurs malgré le manque de préparation (et malgré que l'I.C. ait prévu la crise de nombreux mois auparavant). Ses mots d'ordre : droit au travail pour tous avec garantie de salaire vital, droit syndical et d'asile, salaires égaux et mêmes conditions de travail pour les ouvriers immigrés et français, contrôle de la production, de l'embauchage et du débauchage par les ouvriers ainsi que du salaire et de la réglementation du travail, respect des 8 heures, indemnités pour les chômeurs...

Par la suite, le PCF s'autocritiquera le mot d'ordre de salaire vital (calculé à 25 francs de l'époque, puis 18, puis 16) au profit de la revendication du paiement d'une indemnité de chômage égale au salaire intégral. Il s'autocritiquera également quant au mot d'ordre de " contrôle de la production ", susceptible d'être un mot d'ordre réformiste en période non révolutionnaire (de fait le gaullisme y sera favorable).

Reste deux problèmes majeurs non résolus : la question syndicale, et la continuité du courant de droite. En dehors en effet de l'action de soutien aux colonies, du travail contre l'armée et de la formation de cellules dans les grandes usines, le PCF est sur la pente légaliste et parlementaire.

A la Chambre des députés, la fraction parlementaire communiste ne vote ainsi même pas contre la demande de levée de l'immunité de Cachin ; pire : les militants se rendent volontairement avec leur valise à la prison de la Santé !

La rectification et le renouveau : classe contre classe ! (1927-1930)

" Le communisme, voilà l'ennemi ! " (Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur de l'Etat français, 22 avril 1927, qui ajoutera : " L'insurrection coloniale, la perte ou l'abandon par la France de ses colonies, est l'un des articles essentiels du programme de la déchéance française ").

A partir de 1927-1928 apparaissent en France les traits caractéristiques dite de la " troisième période " ; le capitalisme français achève ses restructurations d'après-guerre et accélère son développement. La rationalisation de la production va directement à l'encontre de la classe ouvrière.

L'Etat intervient de plus en plus pour aider les grands monopoles. Le coût de la vie augmente, appauvrissant les couches populaires. A l'opposé, la petite-bourgeoisie, satisfaite de la stabilisation du franc, est à la remorque de la grande bourgeoisie.

Un nouvel essor révolutionnaire se dessine donc, avec des grèves de plus en plus nombreuses.

Année	Grèves	Grévistes
1927	443	120 000
1928	943	222 000
1929	1000	439 000
1930 (10 premiers mois)	1627	533 000

Les grèves se déroulent de plus en plus dans les grands centres industriels ; une radicalisation se développe. Le 23 août 1927 lors de la manifestation de soutien à Sacco et Vanzetti 80.000 prolétaires débordent la police pendant des heures entières.

L'I.C. tente une nouvelle fois de redresser le PCF, qui dérive de plus en plus, notamment à l'approche des élections parlementaires de 1928. Le présidium de l'I.C. envoie par exemple le 2 avril une longue lettre de critique au Comité Central du PCF.

L'I.C. accuse le PCF de déformation opportuniste de la stratégie de front unique, et dénonce les " accords circonstanciels " avec les partis et organisations de la gauche de la bourgeoisie.

Au lieu de cela, il faut que le PCF travaille " à faire sortir la vie politique parlementaire de l'ornière traditionnelle, en dominant la lutte politique, la lutte électorale de l'année prochaine par de vastes mouvements de lutte de classe ".

En septembre l'I.C. envoie une lettre critiquant le PCF pour ses fautes en ce qui concerne son attitude face à la répression.

Le PCF a en effet abandonné le principe des manifestations non autorisées, et subit même l'affront de capituler face à la manifestation de l'American Legion à Paris en raison de la non-préparation de groupes de combat.

L'I.C. va appeler le PCF à se redresser à partir de la stratégie de lutte de " classe contre classe ", formulé au 9ème Plénum (février 1928) et au 6ème Congrès (juillet - août 1928).

Elle part du principe que l'on est entré dans la " troisième période " dont nous avons parlé, celle de la crise finale du capitalisme, caractérisée par une radicalisation des luttes et un renforcement du front de la réaction, notamment par la fascisation des partis sociaux-démocrates.

Il s'agit pour le PCF non pas de suivre la ligne " les rouges contre les blancs ", mais de développer une ligne de front " classe contre classe ". L'acceptation ou le refus d'un programme minimum décidera du soutien ou non du PCF.

La proposition au parti socialiste précise : " le Parti Communiste présentant partout un candidat au premier tour, nous vous proposons de décider, avant le premier tour et pour toutes les circonscriptions, que les candidats socialistes et communistes se désisteront mutuellement pour réaliser au second tour le bloc des travailleurs contre le bloc des exploitants ".

Mais là encore la politique est mal menée ; la stratégie de lutte " classe contre classe " est comprise comme une tactique.

Et, qui plus est, le PCF ne met jamais en avant que c'est lui qui doit être au centre des initiatives, il se laisse déborder par l'aile gauche de la social-démocratie (notamment le journal L'Etincelle).

Or, " la soi-disante gauche socialiste s'est révélée, au cours de cette période, non comme une opposition irréductible, fidèle aux principes fondamentaux du socialisme, mais davantage comme un groupe s'efforçant de retenir, par sa démagogie, les ouvriers sous l'influence du Parti Socialiste et comme une barrière les empêchant de passer au Parti Communiste " (Exécutif de l'I.C., février 1928).

Le PCF n'arrive pas à créer le front unique avec les ouvriers socialistes ; il ne saisit le problème que par en haut. Or, l'I.C. a bien affirmé que la stratégie " classe contre classe " modifie la forme, mais nullement le contenu principal de la tactique du front unique. Le renforcement de la lutte contre la social-démocratie déplace le centre de gravité du front unique vers la base, mais il ne diminue nullement, augmente même encore, le devoir des communistes de faire la distinction entre les ouvriers social-démocrates, qui se trompent en toute sincérité, d'une part, et les leaders social-démocrates vils serviteurs de l'impérialisme, d'autre part ".

Le PCF accepte avec beaucoup de complications de suivre cette ligne ; l'influence social-démocrate est grande, il est difficile pour beaucoup de militantEs de comprendre la notion de social-fascisme.

Le Comité Central du PCF constatera que " depuis plus d'un an, des divergences profondes sur les problèmes essentiels ont divisé le bureau politique et le Comité Central.

Les divergences qui se sont produites sur les questions de l'imminence de la guerre et du rôle de l'impérialisme français, sur la question de la répression, de l'attitude à l'égard des partis de " gauche ", et en particulier de la social-démocratie, de la conduite des luttes économiques du prolétariat, ont montré qu'il ne s'agissait pas d'erreurs occasionnelles et temporaires de quelques camarades, sur une ou plusieurs questions isolées, mais ces divergences ont fait surgir, au contraire, et de plus en plus nettement, deux lignes politiques conséquentes et deux groupements qui ont de plus en plus tendance à se cristalliser l'un et l'autre à l'intérieur même de la direction du PCF.

Le Parti doit donc choisir entre deux lignes politiques qui s'excluent l'une l'autre, et entre lesquelles aucun compromis ne peut trouver place " (Résolution du CC, réunion du 2-6 novembre 1928).

Les résultats sont donc sans appel: le PCF recueille au premier tour 1.070.000 voix, soit 200.000 de plus, dont beaucoup dans les régions industrielles de province, dans des bastions socialistes. Mais, au second tour, le front unique étant incompris par les militants ainsi que par les masses, le PCF s'écroule au second tour, n'obtenant plus que 56% des voix du premier tour (80% dans les 81 circonscriptions les plus importantes).

Le même problème se montre aux élections municipales de mai 1929, où le PCF progresse mais sans former le front unique.

La mauvaise application de la stratégie " classe contre classe " n'en a donc pas moins des résultats concrets. En plus de l'impact électoral, la stratégie porte en plus ses fruits au niveau culturel. En 1929, les philosophes Henri Lefebvre, Georges Friedmann, Georges Politzer et le romancier Paul Nizan fondent la Revue marxiste. En décembre 1932 c'est la création de l'Association des Ecrivains et Artistes Révolutionnaires, avec Barbusse, Gide, Malraux, R. Rolland, Vaillant-Couturier.

Il y aura également des réticences, notamment de Breton (qui collaborera avec Trotsky) et d'Eluard (qui fera amende honorable), exclus pour avoir approuvé un article de la revue " le surréalisme au service de la révolution " affirmant qu'un " vent de crétinisme souffle sur l'URSS ".

Mais le PCF s'impose réellement dans cette période comme le Parti de classe rejetant la démocratie bourgeoise.

Le 6ème congrès du PCF (mars-avril 1929) marque une compréhension nette de cet état de fait, avec d'un côté un renforcement indéniable du PCF comme parti communiste de type bolchévik, et de l'autre un déviationnisme tendanciel : " le fait que celui-ci [le danger droitier] n'a pas trouvé de théoriciens franchement avoués dans les cercles de direction, le fait que plus que jamais l'opportunisme a pris partout une forme masquée et une allure sinuose, loin de prouver que ce danger n'est pas la tendance principale dans notre Parti, montre seulement que ce vaste danger diffus et latent n'est pas encore cristallisé et que, par conséquent, de résistances plus nettes et plus âpres encore à la ligne du 6ème congrès mondial sont à prévoir dans le proche avenir.

Etant donné, d'autre part, la faiblesse idéologique de nos cadres, en particulier des cadres membres du Parti dans le mouvement syndical, la lutte contre la droite et pour le redressement du Parti, loin de cesser après la clôture de la discussion, devra prendre des formes nouvelles".

Le 10ème Plénum de l'IC (Juillet 1929) remettra l'accent dessus : " Sans une épuration des partis communistes des éléments opportunistes, ouverts ou cachés, sans avoir vaincu les conceptions qui préconisent la conciliation avec eux, les partis communistes ne pourront pas aller de l'avant victorieusement sur la voie de la réalisation des tâches nouvelles soulevées par la lutte de classes aiguë dans cette étape nouvelle du mouvement ouvrier ".

Les années du tournant (1931-1934) et le Front Populaire (1934-1938)

" Il ne s'agit pas aujourd'hui de fascisme ou de démocratie bourgeoise, mais de dictature de la bourgeoisie ou de dictature du prolétariat (...). Un pacte avec les alliés de l'ennemi de classe est un pacte avec l'ennemi de classe " (PC de France, d'Allemagne et de Grande-Bretagne, Texte de l'Humanité du 13 février 1933).

Les années 1931, 1932 et 1933 sont décisives ; c'est là que se décide l'avenir du PCF, et plus précisément ce qui sera sa direction pour les vingt années à venir. Deux membres du PCF vont en effet s'affronter, représentant deux lignes différentes : Thorez et Doriot.

Thorez est celui qui lance une grande vague d'autocritiques dans le PCF. En août 1931 il publie des articles dans l'Humanité : " Le congrès de la CGT-U ", " La Démocratie syndicale ", " Pas de mannequin [dans le Parti] " et " [Que] Les bouches s'ouvrent ".

Thorez, né en 1900, s'est imposé comme jeune leader du PCF. Membre à 20 ans du parti socialiste, partisan de la IIIème Internationale, il adopte par la suite les thèses de Souvarine, qu'il récusera par la suite.

Souvent condamné par la justice, responsable du PCF par la suite, il passe dans la clandestinité, se fait arrêter, et est libéré grâce au paiement d'une amende, contre la ligne de l'I.C.

Il devient le chef du PCF en 1931, mais sous étroite surveillance de l'I.C., qui n'a pas confiance en lui. Il se fera convoquer à Moscou en 1934, et durement critiquer.

Jacques Doriot, né en 1898, a été lui aussi un cadre fidèle de l'I.C., jusqu'aux années 1927-1928.

Il commence alors à prendre le large avec les décisions du Parti, et prône une alliance avec la SFIO dans un souci antifasciste. Après une série de coups d'éclats (appel à une manifestation de sa section de St Denis en commun avec la SFIO, entre autres), il est convoqué à Moscou avec Thorez, mais n'y va pas. Il est réélu maire de St Denis contre le PCF, et expulsé.

Thorez maître des lieux en 1934 appliquera alors la politique que voulait mener Doriot : l'unité antifasciste sans la prépondérance du PCF.

Doriot deviendra un leader fasciste, et tombera en Allemagne en 1945, après avoir notamment été décoré de la croix de fer et participé à la fondation de la " Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme ".

Les années 1931-1934 sont donc celles de l'avènement d'un nouveau leader, Thorez, qui applique mécaniquement les politiques élaborées par l'I.C., dans un pays où les " Questions du lénonisme " de Staline, ouvrage de base du bolchévik, n'ont été diffusé jusqu'en août 1932 qu'à 1610 exemplaires, dont on ne sait même pas combien ont été acheté par des membres du Parti...

Cette même année 1932, le Parti perd 279.000 voix, tombant à 6,8% des suffrages exprimés.

L'Internationale Communiste ne cesse de se poser des questions sur le cas français, et de mettre en avant des solutions que le PCF fait à chaque fois semblant d'accepter.

Un rapport fait à l'I.C. par Piatnitski constate (toujours en 1932) que " si l'on considère l'importance que les problèmes posés devant le PCF prennent en liaison avec l'importance que l'impérialisme français a pour le mouvement révolutionnaire ouvrier et paysan du monde entier (la France, en effet, étouffe l'Allemagne, ses propres colonies, encercle l'URSS, en vue d'une intervention militaire par l'intermédiaire de ses vassaux :Tchécoslovaquie, Roumanie, Pologne, etc.), il faut constater que le PCF n'avance pas, mais, bien au contraire, retarde plus que les autres sections (...).

Le retard du PCF s'exprime cependant dans tout le travail du Parti et des syndicats rouges, et cela malgré l'aide constante apportée par l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge (...). Le Parti n'a pas mené la lutte contre les partis social-démocrate et pupiste [Parti d'Unité Prolétarienne] bien que le Comité Exécutif de l'I.C. en ait vigoureusement souligné l'importance ".

L'I.C. multiplie ses critiques. Thorez, lui, ouvre de plus en plus les relations avec la SFIO, qui refuse à chaque fois les initiatives proposées, refusant la prépondérance de fait du PCF. L'émeute fasciste du 6 février 1934 va alors être décisive.

Car alors la pression populaire est telle que PCF et SFIO sont forcés de travailler ensemble. Thorez, après avoir attaqué de manière gauchiste la social-démocratie tout en appelant au même temps au front unique, va désormais se ranger derrière les initiatives de la SFIO. Un " pacte " est effectué, exigeant principalement le désarmement et la dissolution des milices fascistes, la défense des libertés démocratiques, l'arrêt des préparatifs de guerre, la libération des antifascistes d'Allemagne et d'Autriche. Le journal Le Temps écrit à ce sujet le 30 juillet 1934 : " Le pacte socialo-communiste clarifie la situation politique, puisqu'il unit désormais les adversaires de la démocratie républicaine, les partisans de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire du fascisme rouge ".

En pratique, le PCF a abandonné le principe voulant que les communistes soient à la tête des fronts.

Thorez dit : " nous jetons l'idée d'un vaste rassemblement populaire pour le pain, pour la liberté et pour la paix. A tout prix, pour battre le fascisme, constituons un large Front populaire ".

Il ne s'agit plus désormais de neutraliser les classes moyennes, mais de s'allier avec elles. Dans le texte de 128 pages intitulé " L'Union de la Nation française ", Thorez résumera cette stratégie : " C'est une application des principes de Marx et de Lénine sur l'alliance jusqu'au bout de la classe ouvrière et des classes moyennes, non seulement pour vaincre le fascisme mais pour mettre un terme à l'exploitation du Capital ".

Ainsi, à l'avant-veille du scrutin de 1935, l'Humanité titre: " Pour l'ordre, votez communiste ! ".

Le Parti radical est qualifié de " plus grand des partis... celui qui exerce la plus grande influence sur la vie politique du pays ".

Thorez dit également : " Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère, et que tu es comme nous nous accablé par les mêmes soucis.

Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu croix-de-feu, parce que tu es un fils de notre peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux, comme nous, éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe".

Le 14 juillet 1935, dans un discours, Jacques Duclos revendique l'héritage double de 1789 et de 1917, du drapeau tricolore et du drapeau rouge, de la Marseillaise et de l'Internationale.

En avril 1936, Thorez parle de réconciliation entre " le drapeau tricolore de nos pères et le drapeau rouge de nos espérances " et inaugure à Ivry la statue de Rouget de l'Isle. Plus tard il considérera les communautés religieuses d'ordre monastique du Moyen-Âge comme des "groupements communistes d'intention, de fait et d'action" !

Le résultat en 1936 est évident : le Parti a énormément augmenté ses effectifs (71.000 désormais), il obtient 15,4% des voix (12,6% des inscrits).

Il a le prestige d'être membre du Front populaire, même s'il ne rentre pas au gouvernement.

Mais le Parti a perdu sa ligne, au profit d'une politique révisionniste. Il tente d'influer " de l'extérieur " sur le pouvoir (Thorez en 1934-1936 : " Nous n'avons pas de ministres, mais nous avons le ministère des masses ").

Il adopte un discours général populiste et bourgeois (" C'est une fois de plus la France démocratique, la France de 1789, devenue la France du Front Populaire, qui va guider les peuples de l'Europe dans la voie du progrès, de la liberté et de la paix ").

Il s'est opposé au mouvement de grève de 1936, pesant de tout son poids pour la stopper. Ainsi le 11 juin 1936, dans un discours à Paris, Thorez dit qu'" Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement ", et qu'" il faut savoir terminer [une grève] dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis".

De plus, la CGT et la CGT-U se sont réunifiées sur une base bancale, le congrès se prononçant pour l'incompatibilité entre mandats syndicaux et exercice de hautes responsabilités politiques.

Le PCF est désormais à la traîne de la social-démocratie, dans une période mondiale critique. Le seul aspect positif provient de l'activité de l'I.C., à savoir l'internationalisme par rapport à l'Espagne républicaine.

La position du PCF est définie par Thorez : " Le Parti Communiste estime que la politique extérieure du gouvernement s'écarte du programme du Front Populaire, que le blocus de l'Espagne républicaine est contraire aux intérêts de la paix et de la démocratie et à la sécurité du pays (...). C'est seulement par souci de la cohésion du Front populaire que nous ne voterons pas contre cette politique ".

Dès octobre 1936 des bataillons de brigades internationales sont formés (Commune de Paris, Louise Michel, Six février, Henri Barbusse..). Environ 10.000 des 40.000 volontaires étaient français.

Les communistes dans la Résistance (1939-1945)

" Si Hitler malgré tout déclenche la guerre, alors qu'il sache bien qu'il trouvera devant lui le peuple de France uni, les communistes au premier rang, pour défendre la sécurité du pays " (Thorez au parlement).

Au début de l'été 1939, le PC dispose de 700.000 militantEs, dont 220.000 sont encadréEs.

Les milliers d'arrestations menées en 1939 ne touchent pas l'essentiel de l'appareil du parti ; un rapport policier de juin 1940 dit ainsi que " les communistes donnent l'impression d'être prêts à marcher si l'ordre leur en est donné ".

Le roman à feuilleton d'Aragon, " Les [femmes] communistes " racontent la vie du Parti à ce moment là.

Mais les nazis tentent de manipuler l'influence du PC. Ils publient un quotidien de style ouvrier, " La France au travail ", qui reprend de l'humanité le format, la typographie, la présentation... et tente de se faire passer pour lié au PC.

Le PC tombe dans le panneau de la discussion, et des pourparlers se font avec les nazis pour que l'Humanité puisse reparaître et le PC être légalisé. Ces demandes seront violemment attaquées par l'I.C.

Le PC mène alors une grande campagne de propagande, sur des mots d'ordre révolutionnaires, mais marqués par la ligne du Front Populaire. Tracts, affiches, agitation... " Ni Londres, ni Berlin ! A bas la guerre impérialiste ! A la porte les forbans de Vichy, valets de l'étranger.

La France aux Français, Thorez au pouvoir ", tels sont les mots d'ordre du PC, qui subit une critique de l'I.C, qui demande de ne pas attaquer De Gaulle ni l'Angleterre.

A partir de juin 1941 (invasion de l'URSS par l'Allemagne), le PC développe la pratique de la clandestinité de la direction.

On peut lire le 15 août 1941 dans l'Humanité : "Francs-tireurs de 1941, debout pour chasser l'ennemi du sol sacré de la Patrie. C'est le moment car nos frères de l'Armée Rouge retiennent en URSS l'essentiel des forces hitlériennes ".

Des secrétariats régionaux sont formés ; de juin à décembre 1941 sont menés 107 sabotages, 41 attaques à l'explosif, 8 déraillements. Une action très connue est celle de Pierre Georges, dit le Colonel Fabien : le 22 août 1941 il abat un jeune aspirant de marine. C'est le premier attentat individuel d'une longue série, entraînant à chaque fois des rafles.

Deux ouvrages importants paraissent : " Révolution et contre-révolution au XXème siècle " de Georges Politzer, et " Non, le nazisme n'est pas le socialisme " de Gabriel Péri.

Le PC fonde alors le Front National, compris comme un mouvement large dirigé par le parti et rassemblant des personnalités, des intellectuels, communistes et non communistes (ainsi François Mauriac).

Et, durant l'été 1941, sont formés les FTPF (Francs - Tireurs Partisans Français), destinés à la lutte armée (que De Gaulle refuse). Les FTPF sont dirigés par un Comité Militaire National (CMN) et des Comités Militaires départementaux. Les brochures paraissent avec de fausses couvertures, ainsi le manuel de sabotage le plus connu est le " Manuel du légionnaire : ce qu'il faut savoir de la défense passive ", sous la bannière de la LVF (Ligue des Volontaires Français contre le bolchévisme ! !).

Les FTPF se divisent en groupes de huit hommes dont un chef de groupe. Leur ligne est donnée dans le journal France d'abord :

" Que chaque cri se fasse balle. La lutte armée doit devenir le devoir de toute la Résistance. Chaque ennemi sera ainsi visé. Car combien sont-ils donc, et combien sommes-nous, si nous sommes un peuple allié de ses alliés ?

La victoire ne sera obtenue que par la destruction de l'armée hitlérienne dont la puissance initiale a été forgée, avant la guerre, à l'abri des divers 'attentismes' de la non-intervention et de Munich.

De ces données découle une stratégie commune à tous les peuples unis dans la volonté d'en finir le plus tôt possible avec l'hitlérisme.

Cependant, si les Russes restent seuls à détruire la puissante armée nazie, les Français devront supporter un autre hiver de guerre, au cours duquel Hitler pourra réaliser au moins ce qui fut le premier article de son programme insensé de domination du monde : détruire la France, berceau de la liberté.

Donc, aucun Français de France n'a intérêt à laisser durer une guerre atroce, alors qu'il est possible de l'abréger.

Hitler a en France 250.000 hommes pour faire face au second front. Les forces d'occupation sont si réduites que Hitler les double de policiers, gendarmes, légionnaires et autres mercenaires que Pétain et Laval transforment en soldats boches pour aider à occuper, piller, à saigner la France. Mais les Français en état de se battre sont dix fois plus nombreux que l'ennemi.

Un boche isolé est un prisonnier. L'ennemi n'occupe militairement le terrain que là où ses unités peuvent agir en tant qu'unités. Et tous les transports, voies de

communication, transports publics, ne sont assurés que par des mains de Français. En dehors d'une force d'occupation réduite, il ne reste qu'une occupation politique exercée par des traîtres. Dans ce rapport des forces, la terreur nazie n'est opérante que pour ceux qui l'acceptent ou bien l'encouragent en exagérant sa puissance pour mieux masquer leur lâcheté.

Attendre, faire la guerre avec la peau des Russes, partir en Allemagne pour travailler pour l'ennemi, laisser guillotiner les Français pour crime de patriotisme, c'est reculer l'heure du second front en désertant le front de France !

Le front de France ? Il est partout où il y a un boche, une de ses armes ou un wagon, un camion, de l'essence ou du blé destiné aux boches, un terrain d'aviation, un dépôt d'armes, un chien de Laval.

Nos armes ? Elles sont partout où un peu de courage donne le loisir d'en prendre. Chaque ennemi désarmé doit servir à armer un chef de groupe, autour duquel s'armeront d'autres patriotes d'armes improvisées. Pour la forme de guerre qui nous incombe, contre les forces d'occupation, le nombre doit suppléer à la qualité du matériel. Et nous sommes dix contre un...

Comme vous le recommande le Front National, dans vos usines, vos quartiers, grouvez-vous en Comités populaires de la France combattante pour coordonner toutes les formes d'action politique et économique contre l'ennemi ; arrêtez toute production pour les boches et empêchez tout départ pour l'Allemagne. En même temps, organisez et menez l'action armée.

" La Libération nationale, a dit le général de Gaulle, ne peut se séparer de l'insurrection nationale... ".

L'insurrection nationale ne saurait être le produit d'un miracle, une génération spontanée à l'heure H. Il n'existe pas d'autres moyens d'organiser une armée de patriotes pour la Libération que le combat quotidien, qui forge la discipline et les chefs, procure les armes et permet d'organiser en agissant, d'agir en organisant.

Laisser croire le contraire serait préparer à notre peuple des désillusions que nous voulons épargner.

Chacun à son poste, chacun à son arme. Que sans attendre, tout ce qui appartient à l'armée d'occupation soit cerné de haine, attaqué, frappé, exterminé. Et que, sur le Front National de la Libération, retentisse le cri de guerre contre tous ceux qui veulent détruire notre patrie : TOUS DEBOUT ET CHACUN SON BOCHE ".

Mais en pratique, la direction du PCF se soumettra progressivement à De Gaulle au niveau de la stratégie politico-militaire, et ne profite pas du formidable élan populaire et du prestige du PCF dû à la résistance de ses militantEs. Les partisans de la prise du pouvoir sont écartés ; le PCF se fait violemment critiqué par l'IC.

1945-1960 : le triomphe du révisionnisme

Le PCF n'entend pas prendre le pouvoir, alors qu'il était évident que cette question devait être centrale, le rapport de force étant favorable. En octobre 1945, le PCF a ainsi 26,1% des voix (20,3% des inscrits).

Mais, suivant la logique de soumission ouverte par le Front Populaire, Thorez lance comme principe " Un seul Etat, une seule armée, une seule police ". Le PCF sabote les grèves et prône la relance de la production.

Pire : les Jeunesses Communistes deviennent l'Union des Jeunesses Républicaines de France.

Il ne faut donc pas s'étonner qu'il y ait 5 ministres communistes (sur un total de vingt) exactement là où il faut calmer les luttes de classe : l'économie nationale, la production industrielle, le travail, la production de l'armement (le ministère de la guerre étant divisé en deux pour empêcher les communistes d'avoir accès aux nominations), Thorez étant enfin ministre d'Etat.

Le PCF lute également contre De Gaulle à partir des mêmes principes que le PS, avec lequel il propose un référendum favorable au parlement (qui est repoussé).

En novembre 1946 le PCF obtient 28,6% des voix aux législatives, une semaine après dans une interview au Times Thorez défend une ligne de passage pacifique au socialisme.

Tous ces phénomènes amènent en novembre 1947 à ce que le PCF se fasse durement attaquer à une conférence des PC en Pologne. La critique se vérifiera lors des grandes grèves de la fin de l'année, où le PCF est incapable d'assumer le niveau de la lutte.

En avril 1948 le comité central adopte une résolution nommée " Pour sauver la France du désastre ". Le PCF reste pro-soviétique, mais sa ligne est électoraliste, parlementaire, légaliste.

Dans les années suivant la mort de Staline (1953), Thorez rejette une condamnation absolue, puis se range au fur et à mesure totalement dans le camp de Kroutchev. Un camp révisionniste qu'il a rejoint depuis longtemps en pratique. Bientôt le PCF et la CGT pourront s'opposer violemment à mai et juin 1968, et Marchais pourra dire au moment de " l'union de la gauche " que " La classe ouvrière a réalisé son unité politique ".

QUELQUES ASPECTS DU RÉVISIONNISME DU P'C'F

I – La lutte contre le « stalinisme », prétexte pour attaquer les fondements du marxisme-léninisme

Nous allons montrer principalement à l'aide des ouvrages *Démocratie*¹, publié en 1990 par Georges Marchais (secrétaire général du PCF de 1972 à 1994) et *Communisme : La Mutation*², publié en 1995 par Robert Hue (secrétaire général du PCF de 1994 à 2001, puis président du PCF depuis 2002), le fait qu'à travers l'anti-stalinisme, les révisionnistes du PCF attaquent en fait le marxisme-léninisme. Ce ne sont pas là des attaques portant sur des points de détails de la théorie marxiste, mais sur ses fondements mêmes, attaques qui aboutissent à la révision totale du marxisme dans tous les domaines.

A – Attaques contre le matérialisme dialectique

« Le « marxisme-léninisme » tel que le codifie Staline est un système cohérent, simpliste et accessible. La dialectique s'y trouve ramenée à quelques « lois » universelles. Tout se déroule avec la tranquille assurance des « lois de la nature », jusqu'au « soleil radieux du communisme ». Cette cohérence se double d'un fort souci de « pédagogie de masse ». » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 109.)

Y-a-t-il dans ce passage une réfutation un tant soit peu sérieuse de la philosophie marxiste telle que l'a exposé Staline dans *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* ? Assurément non. On se contente de dénoncer l'aspect « simpliste », « accessible » et « absolu » de la dialectique telle qu'elle fut « codifiée par Staline ». Telle qu'elle fut codifiée par Staline, seulement ? Allons donc, Mr Hue, ne vous attaquez-vous pas par là également à la dialectique telle qu'elle fut codifiée par Engels et Lénine ?

¹ La conception matérialiste du monde, dit Engels, signifie simplement la conception de la nature telle qu'elle est sans aucune addition étrangère. » (Fr.

Robert Hue, en rejetant la « dérive scientiste du stalinisme » ne se place-t-il pas en fait également en contradiction avec Engels ? A quoi s'attaque-t-il donc ici sinon au caractère scientifique de la théorie marxiste, à son caractère populaire et à sa diffusion dans les masses ?

Le passage de Robert Hue est remarquable en ce sens qu'il synthétise à lui seul d'une façon parfaitement claire ses conceptions philosophiques antimatérialistes et antimarxistes. Si Robert Hue s'abstient de parler des conceptions philosophiques de Lénine, c'est bien parce qu'il est en opposition flagrante avec ce dernier. Robert Hue est d'accord avec les empiriocritiques russes autrefois si justement dénoncés par Lénine :

« Bogdanov déclare : « Le marxisme implique pour moi la négation de l'objectivité absolue de toute vérité quelle qu'elle soit, la négation de toutes les vérités éternelles » (*Empiriomonisme*, livre III, pp. IV et V). » (Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, Edition numérique, p.57.)

Ce à quoi Lénine répond que :

« La négation de la vérité objective par Bogdanov, c'est de l'agnosticisme et du subjectivisme. » (Lénine, *Ibidem*, p.58.)

Plus loin, Lénine traitant du rapport entre la vérité relative et la vérité absolue affirme qu'

« Au point de vue du matérialisme moderne, c'est-à-dire du marxisme, les *limites* de l'approximation de nos connaissances par rapport à la vérité objective, absolue, sont liées à des conditions historiques, mais l'existence même de cette vérité est *inconditionnelle* comme l'est également le fait que nous en approchons. (...) La dialectique matérialiste de Marx et d'Engels inclut sans contredit le relativisme, mais ne s'y réduit pas ; c'est-à-dire qu'elle admet la relativité de toutes nos connaissances non point au sens de la négation de la vérité objective, mais au sens de la relativité historique des limites de l'approximation de nos connaissances par rapport à cette vérité. » (Lénine, *Ibidem*, p.64-65.)

On le voit, Robert Hue, sous couvert d'attaquer l'aspect « *absolu* » [« *totalitaire* » !] de la philosophie marxiste-léniniste telle que codifiée par Staline, a rejeté toute prétention scientifique du marxisme et attaqué en fait le léninisme.⁴ Robert Hue se situe donc sur le terrain de la philosophie agnostique, dernier refuge de l'idéalisme et du fidéisme⁵ :

« Le fidéisme contemporain ne répudie nullement la science ; il n'en répudie que les «prétentions excessives», notamment celle de découvrir la vérité objective. S'il existe une vérité objective (comme le pensent les matérialistes), si les sciences de la nature, reflétant le monde extérieur dans l'«expérience» humaine, sont seules capables de nous donner la vérité objective, tout fidéisme doit être absolument rejeté. » (Lénine, *Ibidem*, p.59.)

Remarquons également que les méthodes employées par Georges Marchais et Robert Hue pour attaquer le matérialisme dialectique à travers Staline ne sont pas sans nous rappeler les méthodes employées par les empiriocritiques russes pour attaquer la philosophie marxiste :

« Parce que les disciples de Mach craignent la vérité. Il font la guerre au matérialisme tout en feignant de combattre seulement Plékhanov : procédé pusillanime et sans principes. » (Lénine, *Ibidem*, p.38.)

De la même façon que les empiriocritiques essayaient d'opposer Marx à Engels, « ce dernier étant accusé de professer un « matérialisme naïvement dogmatique » et le « dogmatisme matérialiste le plus grossier »... »⁶, de la même façon Robert Hue et Georges Marchais tentent d'opposer Lénine à Staline :

« L'un [Lénine] enrichit la théorie, l'autre [Staline] la pétrifie. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.103.)

« À l'évidence, Lénine et ses compagnons d'alors furent en l'occurrence autre chose que des «dogmatiques» incapables de créativité... » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.99.)

Les dirigeants du PCF, on le voit, ont attaqué les fondements de la philosophie marxiste sous le prétexte de la lutte contre le dogmatisme et de ce fait légitimé l'épanouissement de toutes sortes d'idéologies « marxistes ». On a donc vu que le PCF se plaçait sur le terrain de la philosophie agnostique, laquelle comme le soulignait avec force Lénine, était une concession inadmissible à l'idéalisme. Ces conceptions philosophiques sont très anciennes au sein du PCF, très influencé par les idées de la révolution française de 1789.

Le camarade Patrick Kessel avait montré dans « *Du Parti de Thorez* » à la « *pensée de Mao* »⁷ le fait que le PCF déjà du temps de Maurice Thorez était très attaché à la tradition républicaine et à la philosophie du siècle des Lumières. Cela ne fait pas exception chez Georges Marchais et Robert Hue, qui tous deux soulignent leur fierté de s'appuyer sur les idées du siècle français des Lumières et des intellectuels engagés du XIX^{ème} et XX^{ème} siècles. Chose inadmissible aussi bien chez Georges Marchais qui utilise les idées des penseurs de la bourgeoisie démocratique (qui représentait à l'époque du renversement de la féodalité une classe progressiste) dans le but d'enrichir le marxisme (Sic !), que chez Robert Hue qui mélange pêle-mêle penseurs communistes et anti-communistes déclarés (comme André Gide et Jean-Paul Sartre) !⁸

« L'originalité de notre histoire inscrit leur effort individuel et collectif pour contribuer au renouvellement d'un marxisme vivant dans celui de la longue lignée de penseurs et de créateurs qui ont, inséparablement, éclairé la voie aux luttes populaires et constitué le génie français. Car telle est la France : les plus grands furent ceux qui scellèrent leur vie et leur œuvre aux destinées de notre peuple. Ce fut l'anticonformisme d'un Rabelais, le refus de l'argument d'autorité d'un Descartes, la critique sociale d'un Molière ou d'un Beaumarchais, la conviction démocratique d'un Rousseau, l'engagement républicain d'un Hugo ou d'un Zola. Cette donnée s'est pleinement confirmée au 20^e siècle avec Langevin, Joliot-Curie, Aragon, Eluard, Picasso, qui étaient communistes, ou avec des hommes comme Malraux et Sartre, qui ne l'étaient pas. J'ai la conviction que cette tradition française, qui fait puiser la force et la grandeur de ses créateurs dans leurs liens avec le peuple et la nation, n'est pas près de s'éteindre. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.31-32.)

« Notre pays, c'est (...), de Langevin à Malraux, de Sartre à Aragon, la poursuite d'une grande tradition d'intellectuels liés aux luttes populaires. C'est un stimulant pluralisme, un « équilibre dans la diversité » comme dit Gide, qui fait qu'à travers divisions et conflits un Pascal a toujours répondu à un Montaigne, un Voltaire à un Rousseau, un Victor Hugo à un Lamartine, un Valéry à un Claudel. C'est l'éducation nationale pour tous, gratuite et obligatoire jusqu'à seize ans. C'est l'esprit de la laïcité française. » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.37-38.)

On conçoit donc sans mal le fait que cette « tradition française » « stimulant » le « pluralisme », (ce charabia philosophique où se mêlent toutes les variétés d'idéalisme, de matérialisme mécaniste et de psychologisme) aboutisse à la confusion idéologique la plus complète et empêche à la philosophie matérialiste marxiste de triompher !

« Penser qu'un mot unique — fût-ce le beau mot de communisme auquel je tiens si fort — pourrait résumer l'avenir de la libération humaine, quelle folie ! L'avenir de la civilisation n'est certainement pas enfermé dans l'uniformité. Et tant mieux ! La diversité des pensées qui s'en préoccupent — et parmi elles, il y a bien sûr la pensée communiste — ne saurait donc être un obstacle. La Révolution française n'est pas sortie d'une seule formule inscrite

dans tous les cerveaux. Elle a au contraire été la rencontre d'innombrables rêves de liberté. Ce sera bien plus vrai encore de la civilisation pleinement humaine qui s'impose aujourd'hui. » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.308.)

Il nous faut cependant insister sur le fait que lorsque Robert Hue et Georges Marchais soulignent l'héritage des idées de la révolution française, il passent scrupuleusement sous silence (comme toute la littérature bourgeoise), deux des penseurs les plus brillants du siècle des Lumières, Jean Meslier et Marat⁹, penseurs qui à de nombreux égards avaient poussé bien plus loin la critique sociale et le démocratisme que les esprits les plus éclairés de la bourgeoisie. Quant aux communistes utopiques du XIX^{ème} siècle, il n'en est même pas fait mention ! C'est Robert Hue, que son instinct de classe ne trompe pas, qui nous avoue le pourquoi de la chose : nous parlant des racines historiques qui ont permis au stalinisme de s'implanter en France sans qu'il soit « imposé » par l'extérieur, il met en avant 1^o l'identification par les communistes français des révolutions russes de Février et Octobre 1917 à celles de 1789 et 1793 et 2^o « les violentes querelles de sectes et de courants » qui agitaient le mouvement socialiste français.

« Les premiers communistes français «pensent» immédiatement les deux révolutions russes de Février et d'Octobre 1917 dans les termes de «1789» et «1793». (...) Dès lors tout se mêle : révolutionnaires et contre-révolutionnaires, girondins et montagnards, «indulgents» et «enragés», bolcheviks et mencheviks... Dès lors, procès, complots, emprisonnements, déportations, intrigues, justice expéditive prennent un sens : celui non de monstruosités condamnables mais de violences inévitables. «Voulez-vous une révolution sans révolution ? » avait dit Robespierre... » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.107.)

« [Le mouvement ouvrier et socialiste français] avait eu ses saint-simoniens, ses anarchistes, ses blanquistes, ses anarcho-syndicalistes, ses marxistes, ses guesdistes, ses jaurealistes... Comment aurait-il pu être dépassé par le sectarisme et le manichéisme, par la traque aux trotskistes, aux «titistes», aux opportunistes, aux révisionnistes, aux «droitiers», aux «gauchistes», aux «renégats»... Quand Staline multiplie les formules rhétoriques de « luttes sur les deux fronts », «contre les deux dangers» : opportunisme-sectarisme, révisionnisme-gauchisme, il rencontre parfaitement une sensibilité — davantage même, une «pratique» — française ! » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.108.)

On voit que Robert Hue, lorsqu'il affirme avoir montré qu'il y a en France « une pensée communiste qui vient de loin » et lorsqu'il rejette le stalinisme, rejette également la violence révolutionnaire et les luttes entre les courants socialistes. Mais alors de quelle « pensée communiste » nous parle donc Robert Hue sinon celle des penseurs éclairés de la bourgeoisie ? Comme tout petit-bourgeois, Robert Hue redoute la voix des masses et n'arrive pas à comprendre ce simple fait que la résonance du bolchévisme en France (d'ailleurs entravée par les conceptions républicaines qui ont exercé une forte influence sur les communistes français) découle avant tout de ce que la France est un pays capitaliste, une société de classes, et de ce que le marxisme-léninisme n'est pas un phénomène spécifiquement russe que l'on pourrait expliquer en cherchant les causes dans l'histoire de la Russie tsariste.¹⁰

« Le léninisme, c'est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, ou, plus exactement, c'est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat en particulier. » (Staline, *Les questions du léninisme*, Tome I, Edition numérique, p.3.)

Mais nous n'irons pas parler de « léninisme » à Robert Hue, lui qui ne veut même pas entendre parler de « marxisme », car cela, voyez-vous, ouvrirait la voie au « dogmatisme ». Et Robert Hue de « défendre » Marx contre les « déformations qu'il a subies dans l'histoire ». Mais quand Robert Hue parle des déformations de la pensée de Marx (et contrairement à son assurance de refuser d'en faire un « auteur bien-pensant » « séparé de tout engagement et combat politique »), il ne vise en fait nullement les déformations opportunistes droitières flagrantes visant à affadir la pensée marxiste (puisque lui-même l'a « affadit » magistralement comme nous continuerons de le montrer par la suite), mais les déformations que lui ont fait subir « la secte de ses disciples ». Ecouteons donc notre Docteur ès dogmatisme :

« Cela m'amène à dire un mot à propos du « marxisme ». Pas pour clore le débat, mais pour y inviter. Et par là je n'ai pas en vue le «marxisme-léninisme» — l'ossification doctrinaire opérée par Staline dont j'ai parlé, et sur laquelle je ne reviens pas — mais la notion même de « marxisme » appliquée à la pensée de Marx. On cite souvent la boutade de Marx rapportée par Engels : « Tout ce que je sais, c'est que je ne suis pas marxiste. » On en fait parfois la réflexion d'un penseur ulcéré devant ce qu'il considère comme une caricature de sa pensée. Quelque chose du genre « si c'est ça le marxisme, alors je n'en suis pas ! ». Mais ne peut-on voir dans cette repartie plus loin que l'anecdote ? Plus profond : comme une invitation à ne pas transformer sa pensée en système : en «marxisme» ? (...) Et même si l'on répète que le «marxisme n'est pas un dogme mais un guide pour l'action», la tentation du dogme est visiblement présente en sa dénégation ! Voir « Marx dans ses limites » comme disait Althusser. Il me semble qu'il avait raison. (...) Mais pour ma part, je m'en tiens au nom de Marx et le préfère au « marxisme ». Et je crois qu'il est vain de caresser le rêve d'une pensée globale, d'une sorte de science absolue, même en y ajoutant toute la dialectique qu'on veut comme ciment. » (Robert Hue, *Communisme : La Mutation*, Stock, Paris, 1995, p.309-310.)

Robert Hue se met donc ici à la remorque des libéraux qui clament également à l'occasion que « Marx » était « contre le marxisme ». Soulignons au passage que nous sommes reconnaissants à la bourgeoisie de veiller à ce que les déformations dogmatiques de la pensée de Marx ne se produisent pas.

Toujours est-il que lorsque certains représentants de la bourgeoisie crient au « dogmatisme » des dirigeants du PCF, c'est avec on ne peut plus de raison que Georges Marchais s'insurge : comment en effet ignorer les efforts faits par le PCF pour se libérer de la conception doctrinaire du marxisme ?

« Dans la panoplie des clichés anticommunistes, l'expression « dogmatisme de la pensée » est une valeur sûre. Je pense sincèrement que c'est un des reproches les plus injustes parmi ceux qu'on nous adresse. Car ce n'est pas d'hier que nous avons fait effort pour nous dégager de la conception doctrinaire du marxisme ! L'acte décisif qui marqua cette rupture date, à mon avis, de 1966, avec la tenue d'une réunion du Comité central à Argenteuil, qui définit la politique de notre parti en matière de création et de théorie, en affirmant la pleine liberté de l'une et de l'autre. Ses travaux furent publiés. On peut relire aujourd'hui les interventions de Waldeck Rochet, Aragon, Jean Kanapa, Roger Garaudy, Guy Besse, André Stil, Michel Simon, Lucien Sève, d'autres... « Dogmatisme » ? Allons... » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 29-30.)

Et Georges Marchais de mieux lui préciser sa conception de la liberté d'épanouissement de différents courants idéologiques :

« Nous avons ainsi renoncé à toute idée d'un marxisme officiel, à toute définition d'une « orthodoxie » à laquelle notre parti accorderait son label. Cette conception neuve des rapports entre théorie et politique nous a conduits à créer l'Institut de recherches marxistes, où se développent dans la rigueur et le pluralisme des démarches des travaux d'une grande diversité, à poursuivre le déploiement des éditions Messidor et de nombreuses revues, à organiser des débats et rencontres multiples, à contribuer ainsi à la vitalité¹¹ du marxisme dans la bataille d'idées. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 31.)

Mais de quelle « bataille d'idées », de quelle « liberté » de « création » et de « théorie » peut-il donc s'agir ? A ce sujet, nous laisserons répondre Lénine :

« La « liberté de critique » est sans conteste, de nos mots d'ordre actuels, le plus à la mode, celui qui revient le plus fréquemment dans les discussions entre socialistes et démocrates de tous les pays. Au premier abord, rien de plus étrange que de voir une des parties en litige se réclamer solennellement de la liberté de critique. (...) « Il y a là-dessous autre chose ! » se dira nécessairement tout homme non intéressé à la discussion et qui a entendu ce mot d'ordre à la mode répété à tous les carrefours, mais n'a pas encore saisi le fond du désaccord. » (Lénine, *Que faire ?*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p.75.)

« Ceux qui ne ferment pas sciemment les yeux ne peuvent pas ne pas voir que la nouvelle tendance « critique » n'est, dans le socialisme, qu'une nouvelle variété de l'*opportunitisme*. Et si l'on juge des gens, non pas d'après le brillant uniforme qu'ils ont revêtu ou le nom à effet dont ils se sont affublés, mais par leur façon d'agir et les idées qu'ils propagent effectivement, il apparaîtra clairement que la « liberté de critique » est la liberté de l'opportunisme dans la social-démocratie, la liberté de transformer cette dernière en un parti démocratique de réformes, la liberté de faire pénétrer dans le socialisme les idées bourgeois et les éléments bourgeois. La liberté est un grand mot, mais c'est sous le drapeau de la liberté de l'industrie qu'ont été menées les guerres les plus spoliatrices ; c'est sous le drapeau de la liberté du travail qu'on a dépouillé les travailleurs. L'expression « liberté de critique », telle qu'on l'emploie aujourd'hui, renferme le même mensonge. Des gens vraiment convaincus d'avoir poussé en avant la science ne réclameraient pas pour des conceptions nouvelles la liberté d'exister à côté des anciennes, mais le remplacement de celles-ci par celles-là. Or, les cris actuels de : « Vive la liberté de critique ! » rappellent trop la fable du tonneau vide. » (*Ibidem*, p.76.)

On voit décidément que la bourgeoisie est bien ingrate à l'égard des « communistes » de la trempe d'un Marchais qui oeuvrent à décomposer les rangs communistes ! « *Dogmatisme* » ?¹² Certes, en ce sens que les révisionnistes ont ressorti de leurs vieux cartons poussiéreux les dogmes petits-bourgeois éculés de Bernstein et Kautsky. Mais la bourgeoisie ne peut tout de même demander aux pseudo-communistes de renoncer à leurs illusions réformistes et de prôner des idées ouvertement libérales !!! De toute façon, ce ne serait pas là rendre service à la bourgeoisie étant donné que les partis « communistes » opportunistes constituent son meilleur rempart contre la diffusion des idées du marxisme. La frange la plus éclairée de la bourgeoisie le sait bien et fera tout pour que son masque « communiste » ne soit pas complètement arraché au PCF, et surtout que celui-ci ne disparaîsse pas de la scène politique en tant que Parti de duperie des masses.¹³

B – Attaques contre l'économie politique marxiste

« Il y aurait d'abord beaucoup à dire sur la confusion entre appropriation par l'État et appropriation collective. (...) Et puis la vie a fait litière de cette conception, ignorante au fond du rôle déterminant des hommes, selon laquelle leurs rapports dans la société, les relations entre eux et l'État, les méthodes de gouvernement, etc., changeraient radicalement dès lors que la question de la propriété serait réglée et que le parti se proclamant « de la classe ouvrière » serait au pouvoir. » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.100-101.)

On voit ici les conséquences pratiques des conceptions philosophiques idéalistes de Robert Hue, conceptions qui l'amènent à nier la définition donnée par Marx selon laquelle

« Les rapports sociaux sont intimement liés aux forces productives. En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production, et en changeant le mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent tous leurs rapports sociaux. »¹⁴

Que l'évolution de la forme (c'est-à-dire de la superstructure juridique et politique) puisse retarder sur le contenu (les rapports de propriété formant la base matérielle de l'économie), c'est là quelque chose que Robert Hue ne semble pas soupçonner un seul instant.¹⁵

« Que le contenu soit inconcevable sans la forme, c'est juste. Mais il n'en est pas moins juste que la *forme existante* ne correspond jamais entièrement au *contenu existant* : la première tarde sur le second ; le contenu nouveau revêt toujours, dans une certaine mesure, la forme ancienne, ce qui fait qu'entre la forme ancienne et le contenu nouveau il y a toujours conflit. » (Staline, *Anarchisme ou socialisme*, Edition numérique, p.18.)

Le capitalisme, c'est la domination d'une minorité possédant les moyens de production, tandis que la majorité est forcée de vendre sa force de travail pour subsister. Quand le prolétariat vend à la bourgeoisie sa force de travail, il lui vend la marchandise « travail ». Le prix de la marchandise travail est déterminé par le minimum de marchandises nécessaires à la conservation et à la reproduction de la force de travail auquel s'ajoute un standard de vie social. Le capital, en lutte sur le marché contre les capitaux concurrents, cherche donc à abaisser le prix de toutes les marchandises et tend ainsi à abaisser le salaire au minimum vital (donc à réduire le standard de vie au minimum) et à prolonger la journée de travail afin d'augmenter la partie de la journée où le travailleur fournit un travail gratuit au capitaliste, une fois atteint le temps de travail destiné à compenser la valeur des moyens de subsistance nécessaires à la reproduction de sa force de travail. Mais en diminuant le salaire des travailleurs, la bourgeoisie diminue la demande en bien de consommation et agrave la lutte pour les débouchés sur le marché mondial. C'est alors que parallèlement à la polarisation de la société et à l'accumulation de la richesse en un nombre de mains toujours plus réduit, les séismes des crises économiques ébranlent la société capitaliste en putréfaction.

« Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus la civilisation bourgeoise et le régime de la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui alors leur fait obstacle ; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. » (Karl Marx, *Le manifeste du Parti Communiste*.)

Alors qu'à l'échelle de la société, le capitalisme aboutit la concentration de la production et à la socialisation du travail, l'appropriation des produits du travail social (l'excédent sur le salaire du travailleur : le profit) reste privée, au sens qu'elle se fait au bénéfice de la classe qui possède les moyens de production.

« La socialisation de la production ne peut manquer d'aboutir à la transformation des moyens de production en propriété sociale, à « l'expropriation des expropriateurs ». » (Lénine, *Karl Marx*, Edition numérique, p.15.)

C'est pourquoi Marx avait pour habitude de dire que l'on pouvait résumer le communisme par l'abolition de la propriété privée.

« Le régime de la propriété a subi de continuels changements, de continues transformations historiques. La Révolution française, par exemple, a aboli la propriété féodale au profit de la propriété bourgeoise. Ce qui caractérise le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise. Or, la propriété privée d'aujourd'hui, la propriété bourgeoise, est la dernière et la plus parfaite expression du mode de production et d'appropriation basé sur des antagonismes de classes, sur l'exploitation des uns par les autres. En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée. » (Karl Marx, *Le manifeste du Parti Communiste*.)

Georges Marchais, en révisionniste « classique » qu'il est, déclare franchement être contre l'abolition de la propriété privée. Pour lui, en France, la transformation « socialiste »

« respectera en outre l'existence d'un secteur économique fondé sur le régime de la petite propriété privée – artisanale, commerciale et industrielle – et de l'exploitation agricole familiale, qui permettent dans une série de domaines une meilleure satisfaction des besoins ». (*Ce que veulent les communistes pour la France, Document adopté par le XXII^e Congrès, Cahiers du communisme, Février-mars 1976*, p.376.)

« Cela fait bien longtemps que nous avons expliqué que nous sommes opposés à tout « collectivisme », entendu comme la dépossession de chacun par la contrainte. Et, pourtant, je suis sûr qu'il y a encore des gens, en France, qui sont persuadés que les communistes souhaitent s'en prendre à la propriété personnelle ou à sa transmission par héritage ! J'aurais envie de leur répondre : « Ça nous avancerait à quoi ? En quoi le fait de vous retirer la propriété

de votre pavillon ferait-il progresser d'un millimètre la construction du socialisme en France ? » Nous voulons précisément le contraire : ouvrir à celles et à ceux qui le souhaitent le droit d'acquérir son logement, sa voiture, une maison de campagne sans être, comme aujourd'hui, saigné par les banques. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.211.)

En tant que laquais zélé de la bourgeoisie entretenant les conceptions libérales vulgaires sur la propriété, Georges Marchais embrouille (sciemment ou par ignorance ?) les conceptions communistes (pourtant claires) à propos de deux types de propriété bien distincts : d'une part la propriété privée des moyens de production, et d'autre part la propriété privée des biens de consommation. Les communistes voudraient ils abolir la propriété privée des biens de consommation ? Nullement, rétorquait Marx lui-même, les communistes s'efforceront tout au plus d'abolir le caractère misérable de cette appropriation !

Au-delà de cette confusion grossière entre le mode de propriété des moyens de production et l'appropriation du produit social du travail, on voit bien ici la résurgence du prudhonisme et du socialisme français petit bourgeois du XIX^{ème} siècle qui rêvait de faire de tous les travailleurs des petits propriétaires et voyait dans l'oligarchie financière (et non dans le travail salarié) les causes de l'injustice. Selon Georges Marchais, la « racine du mal », ce n'est pas le travail salarié, mais le règne de « l'oligarchie financière ». A l'heure de l'impérialisme et de la toute puissance de cette oligarchie financière, il était naturel que cette sorte de « socialisme » qui prend racine dans le sein de la petite bourgeoisie (dont l'existence est menacée par le développement du marché concurrentiel) réapparaisse sous une forme ou une autre.

« Nos propositions visent à dégager notre économie de ce véritable cancer financier qui la ronge. Notre programme insiste sur la nécessité de « soustraire l'économie à l'emprise du capital ». » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.194.)

Si nous sommes d'accord avec Georges Marchais pour dire que retirer la propriété de son pavillon au travailleur ne ferait pas progresser d'un millimètre la construction du socialisme en France, en tout cas pas plus que le fait de collectiviser les brosses à dent (Mais le « socialisme » de Georges Marchais laissera-t-il au spéculateur immobilier la propriété de son parc immobilier ?), nous nous étonnons de ne pas voir Georges Marchais s'interroger sur l'utilité de collectiviser les moyens de production en général ! Que la bourgeoisie se rassure donc, le « socialisme » de Georges Marchais ne saura pas sa domination économique ! Ceci d'autant plus qu'il n'y aura pas de « dépossession de chacun par la contrainte » ! Sous le « socialisme » de Georges Marchais, il n'y aura donc pas d'abolition du travail salarié !

Comme Georges Marchais n'entend nullement abolir la domination du capital et le travail salarié, il était fatal de le voir chercher à camoufler la persistance des rapports de propriété bourgeois sous son « socialisme » par une « nouvelle » forme de « participation » des travailleurs à l'entreprise, et c'est là que Tito, le pionnier de « l'autogestion » et du « socialisme à visage humain », intervient !

« Pour assumer leur rôle, des entreprises publiques modernes doivent être gérées de façon souple, décentralisée, grâce à l'intervention des salariés concernés tout comme des usagers. (...) De même, une planification nationale est indispensable. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.194.)

« Nous attachons une grande importance au contrôle, par les salariés eux-mêmes et leurs élus, de l'utilisation des fonds dans chaque entreprise. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.194-195.)

Ainsi pour Georges Marchais, « le communisme est l'autogestion »¹⁶ (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.216.) Il est bon de rappeler qu'Enver Hoxha avait magistralement démontré que la réalité du « socialisme autogestionnaire », c'était le capitalisme :

« La prétendue planification qui se fait dans les entreprises « autogestionnaires » yougoslaves non seulement ne peut être qualifiée de socialiste, mais, du fait même qu'elle suit l'exemple de toutes les entreprises capitalistes, elle conduit aux mêmes conséquences que l'on observe dans toute économie capitaliste, comme l'anarchie dans la production, la spontanéité et une série de contradictions, qui se manifestent de la manière la plus nette et la plus dure dans l'économie et sur le marché yougoslaves. » (Enver Hoxha, *L'« autogestion » yougoslave, théorie et pratique capitalistes*, Œuvres choisies, Tome V, Edition numérique, p.134.).

Robert Hue, qui ne prend même pas la peine de se camoufler avec la fameuse autogestion, déclare pour sa part sans ambages que le communisme signifie

« une économie incluant la propriété et l'initiative privées. Avec un puissant secteur public, rénové et démocratisé. Une nouvelle mixité, à prédominance publique et sociale, faisant prévaloir pour tous les capitaux — privés et publics — des critères privilégiant l'emploi, la justice, la satisfaction des besoins des hommes, le respect de leur environnement. » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.240.)

Robert Hue et Georges Marchais ne proposant aucun modèle de société alternative pour remplacer la société capitaliste, on pouvait s'attendre à ce qu'ils ne s'élèvent pas contre le travail salarié. Une parenthèse s'impose ici : qu'est-ce que le travail salarié ? Le travail salarié ne subsiste-t-il pas sous le socialisme, puisque les ouvriers continuent de percevoir un salaire ? C'est la vieille rengaine des trotskistes et des anarchistes qui méconnaissent les bases de l'économie politique marxiste et qui clament que sous le socialisme persisterait l'esclavage salarié. Nous avons dit plus haut qu'à travers le travail salarié, le prolétariat était forcé de vendre sa force de travail au patronat et que la journée de travail comprenait un certain nombre d'heures de travail « gratuit », c'est-à-dire non rémunéré, appelé « profit » qui allait directement dans la poche du patronat. Dans la société socialiste, le proléttaire *disparaît* et devient ouvrier en ce sens qu'il ne subit plus le joug de l'exploitation capitaliste parce que les moyens de production sont la propriété collective. L'ouvrier perçoit-il pour autant le « produit intégral » de son travail ? Nullement, Marx avait réfuté cette thèse de Lassalle en ce qu'elle méconnaissait le processus de reproduction social qui nécessitait plusieurs défalcations.¹⁷ Extérieurement, le travail revêt toujours la forme du salaire, mais ça n'est plus du travail salarié, c'est-à-dire du travail exploité par autrui.¹⁸

Parce que Georges Marchais et Robert Hue ignorent *tout* de l'économie politique marxiste, ils se placent sur le terrain du réformisme, et plutôt que d'arburer le mot d'ordre de lutte pour l'abolition du salariat, ils lui substituent le mot d'ordre de lutte pour la seule hausse des salaires.

« Car augmenter les salaires permettrait aux gens d'acheter plus, et donc accroîtrait la consommation intérieure. Il s'agit d'une condition indispensable — ce qui ne veut pas dire suffisante — pour relancer nos productions et donc créer des emplois. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.177-178.)

« J'ai montré que la France était devenue un pays de bas salaires. C'est inacceptable du point de vue de la justice, et c'est contraire aux impératifs d'une économie moderne. Si on veut disposer de salariés qualifiés et efficaces, déployant toutes leurs capacités dans leur travail, il faut les payer en conséquence. En France, ce n'est pas le cas. C'est pourquoi nous proposons, comme le fait également la CGT, de fixer le SMIC à 6500 francs et de faire réellement respecter la règle « aucun salaire inférieur au SMIC ». Le Premier ministre a d'abord cru pouvoir ironiser sur cette revendication : « Pourquoi pas 7 000 ou 8 000 francs ? » avait-il déclaré à l'Assemblée nationale. Très drôle ! » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.176-177.)

Mr Marchais, c'est bien là la preuve que votre premier ministre est bien plus « marxiste » que vous ne l'êtes, en ce qu'il reconnaît la nécessité pour la bourgeoisie de disposer de travailleurs à meilleur marché possible sur le marché concurrentiel mondial. Que ce soit contraire à la justice et à la morale, nous voulons encore bien l'admettre, mais que ce soit contraire à la nécessité économique du capitalisme, c'est là en effet une affirmation « très drôle » ! Si vous aviez lu Karl Marx, vous vous seriez aperçu qu'il affirmait sans détour que

« La tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le salaire normal moyen, mais de l'abaisser. » (Karl Marx, *Salaire, prix et profit.*)

Marx, sans nier la nécessité pour la classe ouvrière de lutter afin d'empêcher les empiètements du Capital sur les salaires, était cependant loin d'aboutir à la conclusion réformiste de la seule perspective de l'augmentation des salaires. Marx invitait les ouvriers à ne « pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne » :

« Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal. Ils ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par les escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiètements ininterrompus du capital ou les variations du marché. Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur : «Un salaire équitable pour une journée de travail équitable», ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : «Abolition du salariat». » (Karl Marx, *Salaire, prix et profit.*)

On voit que Georges Marchais est tombé dans l'économisme le plus vulgaire et il semble tout ignorer de l'économie à l'époque de l'impérialisme lorsqu'il déclare que la racine du mal est

« dans le fait que son accélération est conçue comme un moyen d'accentuer la rentabilité des capitaux et que ceux-ci s'accumulent désormais beaucoup plus et beaucoup plus vite en s'investissant dans la finance que la production et ce qui l'accompagne : la formation, la recherche, les salaires, la protection sociale. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.193-194.)

Ainsi, pour ce petit bourgeois kautskiste, la racine du mal n'est pas dans la production marchande, mais dans le fait que la sphère spéculative a pris le pas sur la sphère productive !

« Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles ; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion. » (Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Œuvres choisies, Tome I, Edition numérique, p.360.)

Que cette excroissance de capitaux spéculatifs soit justement un trait *non réformable* de l'impérialisme, c'est ce qui ne vient même pas à l'esprit de Georges Marchais.

« Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des *merchandises*. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des *capitaux*. » (Lénine, *Ibidem*, p.366.)

Quand Georges Marchais critique « l'oligarchie financière » et le terrorisme des banques (et c'est là depuis longtemps un des cheval de bataille du PCF), il critique non pas l'impérialisme comme on pourrait le croire au premier abord, mais son aspect le plus inadmissible : le parasitisme de la sphère spéculatrice. Car pour ce qui est de l'interpénétration des banques et de l'industrie, sans même parler de leurs attaches avec l'Etat bourgeois¹⁹, celles-ci sont soigneusement escamotées dans la « critique » de Georges Marchais.

C'est donc avec une grande perspicacité que Lénine avait défini les traits de la critique kautskiste de l'impérialisme, traits qui s'appliquent admirablement à notre « marxiste » :

« toute cette critique craignait de reconnaître la liaison indissoluble qui rattache l'impérialisme aux trusts et, par conséquent, aux fondements du capitalisme ; elle craignait de s'unir aux forces engendrées par le grand capitalisme et son développement, elle demeurait un «vœu innocent». Telle est aussi la position fondamentale de Hobson dans sa critique de l'impérialisme. Hobson a anticipé sur les thèses de Kautsky, en s'insurgeant contre l'«inéluctabilité de l'impérialisme» et en invoquant la nécessité «d'élever la capacité de consommation» de la population (en régime capitaliste !). C'est aussi le point de vue petit-bourgeois qu'adoptent dans leur critique de l'impérialisme, de l'omnipotence des banques, de l'oligarchie financière, etc., des auteurs maintes fois cités par nous, tels que Agahd, A. Lansburgh et L. Eschwege et, parmi les Français, Victor Bérard, auteur d'un livre superficiel : *L'Angleterre et l'impérialisme*, paru en 1900. Sans prétendre le moins du monde faire œuvre de marxistes, ils opposent tous à l'impérialisme la libre concurrence et la démocratie, condamnent le projet du chemin de fer de Bagdad, qui mène à des conflits et à la guerre, et formulent des «vœux innocents» de paix, etc. » (Lénine, *Ibidem*, p.388.)

Ne comprenant rien à l'analyse économique de l'impérialisme, il n'est pas non plus étonnant que Georges Marchais soit la victime de cette mystification bourgeoise qu'est la nationalisation de certains secteurs de l'économie, ce que l'on appelle le « service public » :

« J'ai évoqué l'importance cruciale pour la modernisation de la France de son secteur public. Les nationalisations datent de 1936, de 1945 et de 1981, trois moments où le mouvement populaire a pu faire entendre sa voix. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.72.)

Le mouvement populaire aurait ainsi fait « entendre sa voix ». Il est vrai que dans le vocabulaire de Georges Marchais, « populaire » n'a pas la même signification que dans le vocabulaire marxiste. En effet, les nationalisations de 1936, 1945 et 1981 correspondent certes à des périodes de lutte sociales, parce que ces périodes se superposaient avec des crises économiques ou des réorganisations économiques du capitalisme. La question primordiale est celle-ci : les nationalisations se sont-elles faites *contre* la bourgeoisie, ou bien *sur son initiative* et donc en accord avec elle ? Sur son initiative, assurément ! La vague de nationalisations des années 30 correspondait à la nécessité de sauver des pans entiers de l'économie de la faillite, consécutivement à la crise de 1929 (en France, la chute de la production industrielle se poursuivit jusqu'en 1935). La vague de nationalisations de 1945 correspondait à la nécessité de la reconstruction de l'économie française d'après-guerre. (Elle engloba Renault, les houillères du Nord, la chimie lourde, le gaz, l'électricité, Air France, les assurances et le crédit, etc.) Enfin la vague de nationalisations de 1981 fut utilisée par la bourgeoisie française afin de renflouer de grands groupes industriels auparavant déficitaires aux frais de l'Etat (CGE, St Gobain, Pechiney Thomson, Bul, etc.) avant de les re-privatiser en 1985-1986, une fois à nouveau bénéficiaires.

Pour illustrer cela, nous laisserons parler Lénine remarquant que

« le monopole de l'électricité viendra au moment où les producteurs en auront besoin, c'est-à-dire quand l'industrie électrique sera au seuil d'une nouvelle grande faillite ; quand les gigantesques centrales électriques si coûteuses, construites partout aujourd'hui par les «consortiums» privés de l'industrie électrique et pour lesquelles ces «consortiums» se voient dès maintenant attribuer certains monopoles par les villes, les Etats, etc., ne pourront plus travailler dans des conditions profitables. Dès lors il faudra avoir recours aux forces hydrauliques. Mais on ne pourra pas les transformer aux frais de l'Etat en électricité à bon marché : il faudra une fois de plus les remettre à un «monopole privé contrôlé par l'Etat», l'industrie privée ayant déjà conclu une série de marchés et s'étant réservé d'importants priviléges... Il en fut ainsi du monopole des potasses ; il en est ainsi de celui du pétrole ; il en sera de même du monopole de l'électricité. Nos socialistes d'Etat, qui se laissent aveugler par de beaux principes, devraient enfin comprendre qu'en Allemagne les monopoles n'ont jamais eu pour but ni pour résultat d'avantager les consommateurs, ou même de laisser à l'Etat une partie des bénéfices de l'entreprise, mais qu'ils ont toujours servi à assainir, aux frais de l'Etat, l'industrie privée dont la faillite est imminente. » (Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Œuvres choisies, Tome I, Edition numérique, p.371-372.)²⁰

Alors, d'accord avec Georges Marchais, nous pouvons affirmer haut et fort le fait que « de tout cela se dégage une leçon incontestable et évidente » :

« c'est quand le Parti communiste a pu influer sur le cours des événements que la justice et la liberté [lisez « les profits de notre bourgeoisie nationale »] ont pu progresser. Et, à chaque fois, la France [lisez « la bourgeoisie française »] s'en est mieux portée. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.72.)

C – Lutte de classe ou conciliation de classes ? – La dictature du prolétariat « dépassée »

« Nous disons à ces millions de Français que l'on désigne du nom de couches moyennes : vous êtes artisans, petits commerçants, petits et moyens entrepreneurs, et c'est bien. Vous jouez un rôle utile, et vous trouverez aussi votre place dans le socialisme que nous voulons car il aura besoin de vous. » (Georges Marchais, *Rapport présenté au 22^{ème} Congrès du PCF*, Cahiers du communisme, Février-mars 1976, p.52.)

Etant donné ce que nous avons dit au paragraphe précédent, nous n'avons absolument pas à être étonnés de ce fait que sous le « socialisme » de Georges Marchais continueront de s'épanouir « artisans », « petits commerçants » et « moyens entrepreneurs ».

« Libérer la société n'implique pas aujourd'hui, on le voit bien, de privilégier les intérêts d'une classe particulière, mais d'agir pour rassembler en vue de cet objectif toutes celles et tous ceux qui subissent, à un titre ou à un autre, une politique qui heurte leurs vies et mutile leurs aspirations. Cela nous conduit donc à renoncer à toute approche en termes d'«alliances» entre catégories sociales. » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.303-304.)

Georges Marchais souligne en effet que cette conception de l'alliance a de sérieux inconvénients politiques car elle

« a souvent été perçu comme un appel au ralliement à la classe ouvrière, qui aurait conduit à l'abandon par les autres couches sociales de leurs propres aspirations, de leur originalité. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 237.)

Certes, il est vrai que la petite bourgeoisie éprouve toujours un sentiment de « mutilation » face à la domination du grand capital, mais la « mutilation » de ses aspirations bourgeoises donne-t-elle à la petite bourgeoisie une conscience communiste ? Nous en doutons fortement. Dès lors, en préservant les « aspirations » et « l'originalité » des moyens entrepreneurs et des petits commerçants, le PCF montre que les idées socialistes ne l'ont même pas effleuré ! Le PCF ressuscite la vienne utopie de Proudhon qui, au XIX^{ème} siècle rêvait d'un « socialisme » d'artisans ! Et voici ce qui nous est présenté aujourd'hui, à l'heure du capitalisme monopoliste, comme du « socialisme » ! Sous le socialisme de Georges Marchais continuera donc de s'épanouir la petite bourgeoisie, et il ne s'agira nullement pour elle d'abandonner ses « propres aspirations » ! Ceci est évidemment en opposition complète avec Lénine pour qui

« il faudra, sous la dictature du prolétariat, rééduquer des millions de paysans, de petits patrons, des centaines de milliers d'employés, de fonctionnaires, d'intellectuels bourgeois, les soumettre tous à l'Etat prolétarien et à la direction prolétarienne, triompher de leurs habitudes et de leurs traditions bourgeoises » (Lénine, *La maladie infantile du communisme : « le gauchisme »*, Œuvres choisies, Tome II, Edition numérique, p.372.)

Cette conception « spécifique » du « socialisme à la française », autorise la pénétration de l'idéologie bourgeoise au sein du Parti et aboutit à sa liquidation totale en tant que Parti du prolétariat. Selon Lénine,

« Le prolétariat des villes, le prolétariat industriel formera immanquablement le noyau central de notre parti ouvrier social-démocrate²¹ ; mais nous devons attirer vers notre parti, instruire, organiser tous les travailleurs et tous les exploités, comme le dit d'ailleurs notre programme, tous sans exception : artisans, pauvres, mendiants, domestiques, vagabonds, prostituées, à la condition expresse, bien entendu, que ce soit eux qui adhèrent à la social-démocratie, et non l'inverse ; que ce soit eux qui adoptent le point de vue du prolétariat, et non le prolétariat qui adopte le leur. » (Lénine, *L'attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p.233.)

« Halte là ! », nous diront alors Georges Marchais et Robert Hue ! « C'est là une conception dépassée ! »

« Si la «dictature du prolétariat» ne figure pas dans le projet de document pour désigner le pouvoir politique dans la France socialiste pour laquelle nous luttons, c'est parce qu'elle ne recouvre pas la réalité de notre politique, la réalité de ce que nous proposons au pays. » (Georges Marchais, *Rapport présenté au 22^{ème} Congrès du PCF*, Cahiers du communisme, Février-mars 1976, p.44.)

Georges Marchais, reprenant les « conseils » de la bourgeoisie « soucieuse » de préserver la bonne image du communisme au sein des masses, n'hésite également pas à affirmer de la dictature du prolétariat que « l'expérience a montré qu'elle n'a pas contribué à rapprocher l'heure du communisme, ni dans les pays où elle a été instaurée, ni — par l'image qu'elle a donnée des pays socialistes — dans les pays capitalistes développés ». (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.217.)

« Tous ces messieurs, qui jouent un rôle considérable et très souvent prépondérant dans l'activité parlementaire et dans les publications du parti, rejettent ouvertement la dictature du prolétariat et pratiquent un opportunisme non déguisé. Pour ces messieurs, la «dictature» du prolétariat «contredit» la démocratie !! Au fond, rien de sérieux ne les différencie des démocrates petits-bourgeois. » (Lénine, *L'Etat et la révolution*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p.130.)

Il nous faut tout d'abord souligner le fait que si le PCF renonce officiellement à la « dictature du prolétariat » en 1976, il y avait en fait renoncé depuis bien plus longtemps. Léo Figuères affirmait ainsi en 1969 que « l'édification du socialisme » devait englober « toutes les couches intéressées au renversement du pouvoir des monopoles et à l'établissement d'un ordre social favorable à l'immense majorité des producteurs ». Il en concluait que :

« De là découle la nécessité de l'unité et de la collaboration confiante des partis qui se prononcent pour un véritable régime démocratique et pour le socialisme. La participation de tous ces partis sur un pied d'égalité à la direction du futur État socialiste, l'émulation qui s'établira entre eux, sera à notre avis un des traits originaux d'une France socialiste. » (Léo Figuères, *Le trotskisme cet antiléninisme*, Editions Sociales – Notre Temps, Paris, 1969, p.222-223.)

Mais peut-on sérieusement parler de « dictature du prolétariat » quand on prône le pluralisme politique ainsi que l'émulation entre le prolétariat et la petite bourgeoisie sous le socialisme ? Quand à Georges Marchais, pour lui le socialisme est caractérisé par ces traits :

« multipartisme, pluralisme de l'information, institutions démocratiques, respect en toute circonstance du suffrage universel, possibilité de l'alternance... C'est parfaitement clair : si notre peuple veut majoritairement revenir en arrière, il aura pleine liberté d'exprimer ce choix et celui-ci sera respecté. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.212.)

En bref, c'est là le tableau idéalisé de la démocratie bourgeoise. Il allait naturellement de soi que la réalité du « socialisme » proposé par Georges Marchais, puisqu'elle englobe la petite bourgeoisie, ne pouvait pas s'accommoder d'une dictature du prolétariat qui menacerait les « aspirations » de la petite bourgeoisie ! Pour tenter de masquer cette « déviation » sans renier ouvertement Marx et Lénine, Georges Marchais affirme qu'il reste fidèle à la « lutte de

classes » et essaie même de se poser en « léniniste » :

« Il existe des lois générales. Leur universalité tient à leur abstraction. Elles ne précèdent pas l'expérience, elles généralisent une expérience multiforme. A ce titre, elles sont historiquement relatives. C'est-à-dire, d'une part, qu'elles n'ont pas d'existence indépendante hors de la réalité concrète des luttes ouvrières, démocratiques, révolutionnaires ; d'autre part, que plus l'expérience se diversifie et s'enrichit, plus le contenu de ces lois se relativise et plus de nouvelles lois s'ajoutent ou se substituent à d'anciennes. » Anciennes « lois » qui disparaissent : Marx et Lénine avaient élevé la notion de dictature du prolétariat au rang de signe distinctif de toute position révolutionnaire ; nous l'avons rejetée en 1976. Nouvelles exigences qui apparaissent : nous avons défini il y a plus de dix ans, en 1979, la démocratisation de toutes les sphères de la société comme une « composante universelle du socialisme». » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.40.)

Robert Hue, lui, plus honnête, affirme carrément que

« Le communisme ce n'est pas, pour moi, l'appel à la revanche sociale. Je l'ai écrit dernièrement dans une tribune libre du *Monde*, «ce que j'appelle de mes vœux, ce n'est pas la victoire d'une France sur une autre. C'est le choix pour la France de développer ce qu'il y a de meilleur en elle. Et c'est le choix d'un changement décidé et mis en œuvre d'abord par l'intervention des citoyens et des salariés. Un choix majoritaire de notre peuple. Son rassemblement dans la richesse de sa diversité, de son pluralisme. Le contraire de sa division». » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.241.)

Nous comprenons parfaitement le fait que la « nouvelle exigence » du ralliement de la petite bourgeoisie devait amener le PCF à l'abandon de la dictature du prolétariat (et même de la notion de lutte des classes chez Robert Hue qui pratique un opportunisme éhonté !), cet abandon de l'idée de l'hégémonie du prolétariat étant comme l'a dit Lénine, l'aspect le plus vulgaire du réformisme. Lénine parlait certes de la relativité de certaines lois du marxisme, en fonction des conditions historiques concrètes de chaque pays, mais il estimait également qu'il existait des lois générales, *absolues* du marxisme. La question se pose donc : Lénine incluait-il la notion de dictature du prolétariat dans ces lois « relativement historiques », ou bien alors dans ces lois générales, valables pour tous les pays et à toutes les époques ? Ecouteons donc Lénine qui a été parfaitement clair sur cette question :

« Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la *dictature du prolétariat*. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance *effectives* du marxisme. » (Lénine, *L'Etat et la révolution*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p.94.)

On voit bien que Lénine, tout comme Marx²² avant lui, a été catégorique sur cette question fondamentale du marxisme. Aussi, c'est en vain que Georges Marchais tente d'embrouiller les choses, pourtant si bien clarifiées par Lénine dans son ouvrage *L'Etat et la révolution*. Cet ouvrage, dont la colonne vertébrale est la défense de la notion de « dictature du prolétariat », a été écrit par Lénine juste après la Révolution de Février 1917 afin de défendre la théorie marxiste de l'Etat contre tous ses altérateurs. On trouve donc dans *L'Etat et la révolution* une dénonciation implacable de l'opportunisme kautskiste, intégralement ressuscité par Georges Marchais :

« L'opportunisme contemporain, en la personne de son principal représentant, l'ex-marxiste K. Kautsky, répond entièrement à la caractéristique, donnée par Marx, de l'attitude *bourgeoise*, car il circonscrit le cadre de la reconnaissance de la lutte des classes à la sphère des rapports bourgeois. (Il n'est pas un seul libéral instruit qui, dans ses limites, ne consente à admettre « en principe » la lutte des classes !) L'opportunisme n'étend pas la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à ce qui est précisément l'essentiel, jusqu'à la période de *transition* du capitalisme au communisme, jusqu'à la période de *renversement* et de *suppression* complète de la bourgeoisie. En réalité, cette période est nécessairement marquée par une lutte des classes d'un acharnement sans précédent, revêtant des formes d'une extrême acuité. L'Etat de cette période-là doit donc nécessairement être démocratique *d'une manière nouvelle* (pour les prolétaires et les non-possédants en général) et dictatorial *d'une manière nouvelle* (contre la bourgeoisie). Poursuivons. Ceux-là seuls ont assimilé l'essence de la doctrine de Marx sur l'Etat qui ont compris que la dictature *d'une classe* est nécessaire non seulement pour toute société de classes en général, non seulement pour le *prolétariat* qui aura renversé la bourgeoisie, mais encore pour toute la *période historique* qui sépare le capitalisme de la « société sans classes », du communisme. Les formes d'Etats bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une : en dernière analyse, tous ces Etats sont, d'une manière ou d'une autre, mais nécessairement, *une dictature de la bourgeoisie*. Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment manquer de fournir une grande abondance et une large diversité de formes politiques, mais leur essence sera nécessairement une : *la dictature du prolétariat*. » (Lénine, *Ibidem*, p.94.)

Dans *L'Etat et la révolution*, Lénine avait synthétisé magistralement la conception marxiste de l'Etat. L'existence de l'Etat démontre que la société est divisée en classes antagonistes, et que ces antagonismes de classes sont inconciliables. L'Etat est un organisme d'oppression d'une classe sur une autre, une machine d'oppression utilisée par la classe dominante pour retirer certains moyens de lutte aux classes exploitées et les soumettre. Lénine montrait ensuite que le prolétariat, lorsqu'il veut marcher vers la révolution et construire le socialisme, doit briser cette machine d'oppression et la remplacer par une nouvelle. Et c'est un fait incontestable que ni Georges Marchais ni Robert Hue (qui nous parlent bien ci et là de l'arrogance du patronat ou de la totipotence des banques, plainte habituelle du petit capital opprimé par le gros et saigné par l'oligarchie financière) ne remettent à aucun moment en cause l'Etat bourgeois et n'en parlent à aucun moment comme d'une « dictature de la bourgeoisie ». Il nous faut souligner que les communistes français ne se sont jamais assimilés la conception marxiste de l'Etat et envisageaient simplement la conquête du pouvoir d'Etat. Robert Hue, lui, va plus loin en niant même la conception kautskiste réformiste de la prise du pouvoir d'Etat autrefois dénoncée par Lénine²³ :

« Cet «étatisme» nous conduisait, à tout focaliser sur la question du «pouvoir d'Etat» qu'il fallait «prendre». » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.197.)

Là où les anarchistes²⁴, veulent d'emblée abolir tout Etat, les marxistes, eux, estiment indispensable pour le prolétariat de se doter d'une machine d'Etat pour réprimer les classes exploiteuses renversées durant toute la période d'édification de la société socialiste. Georges Marchais ne l'entend visiblement pas ainsi puisque selon lui

« pour assurer le succès du socialisme, le problème n'est pas de priver de libertés la minorité que constituent les forces réactionnaires, c'est d'en donner aux travailleurs qui constituent la grande majorité de la nation. » (Georges Marchais, *Rapport présenté au 22^{ème} Congrès du PCF*, Cahiers du communisme, Février-mars 1976, p.50.)

On ne s'étonnera pas encore une fois de voir Georges Marchais s'opposer à Lénine qui affirmait catégoriquement que

« La marche en avant, c'est-à-dire vers le communisme, se fait en passant par la dictature du prolétariat ; et elle ne peut se faire autrement, car il n'est point d'autres classes ni d'autres moyens qui puissent briser la résistance des capitalistes exploiteurs. » (Lénine, *Ibidem*, p.116.)

Mais peut-on pour autant parler d'une dictature au sens où l'entendent couramment les démocrates petit-bourgeois, c'est-à-dire le règne de la terreur et de l'arbitraire illimités ? Très certainement si l'on écoute Robert Hue qui n'hésite pas à affirmer que,

« présentée à l'origine comme provisoire et devant être dépassée, la «dictature du prolétariat» n'a cessé d'être renforcée. Au point de devenir dictature sur le prolétariat. Cette réalité monstrueuse conduisant à la ruine finale du système qui s'en est réclamé montre à mes yeux l'échec définitif du mode de

pensée qui l'engendra et l'imposa comme « modèle » à tous les partis communistes du monde. » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.100.)

C'est la vieille antienne trotskiste qui met sur le compte du « stalinisme » la restauration du capitalisme en URSS ! Que la restauration du capitalisme soit justement le fait de la liquidation de la dictature du prolétariat et des « réformes de marché » initiées par Khrouchtchev, c'est là quelque chose qu'un petit bourgeois imbus de préjugés démocratiques ne peut soupçonner ! Mais revenons-en à la signification de la dictature du prolétariat en tant que

« Démocratie pour l'immense majorité du peuple et répression par la force, c'est-à-dire exclusion de la démocratie pour les exploiteurs, les oppresseurs du peuple, telle est la modification que subit la démocratie lors de la *transition* du capitalisme au communisme. » (Lénine, *Ibidem*, p.117.)

Il est vrai que ce genre de démocratie n'est pas la démocratie à laquelle rêvent la petite et la moyenne bourgeoisie qui « aspirent » également à « s'épanouir » (c'est-à-dire à exploiter les travailleurs...). A travers le rejet de la dictature du prolétariat Georges Marchais et Robert Hue nous offrent une idéalisatoin non déguisée de la démocratie bourgeoise qu'ils fardent de toutes les manières, ne présentant que des revendications à caractère purement économiques et éludant soigneusement les revendications politiques. Pour Georges Marchais, on accèdera ainsi au socialisme à travers le suffrage universel, la majorité des suffrage devant suivre la majorité parlementaire.

« Les démocrates petits-bourgeois, ces pseudo-socialistes qui ont substitué à la lutte des classes leurs rêveries sur l'entente des classes, se représentaient la transformation socialiste, elle aussi, comme une sorte de rêve sous la forme non point du renversement de la domination de la classe exploiteuse, mais d'une soumission pacifique de la minorité à la majorité consciente de ses tâches. Cette utopie petite-bourgeoise, indissolublement liée à la notion d'un Etat placé au-dessus des classes, a abouti pratiquement à la trahison des intérêts des classes laborieuses, comme l'a montré, par exemple, l'histoire des révolutions françaises de 1848 et 1871, comme l'a montré l'expérience de la participation « socialiste » aux ministères bourgeois en Angleterre, en France, en Italie et en d'autres pays à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. » (Lénine, *Ibidem*, p.90.)²⁵

On ne peut nier que les communistes français aient une très longue et « riche » expérience en ce domaine, comme nous le verrons au paragraphe II – D.

Mais revenons-en à la démocratie telle que se la représente Georges Marchais. C'est avec raison que Lénine disait de la «démocratie pure» qu'elle « n'est qu'une phrase mensongère d'un libéral qui cherche à duper les ouvriers ». Le kautskiste Georges Marchais, qui nous offre une dissertation de 300 pages sur cette espèce de « démocratie », élude totalement le fait que sa « démocratie pure » est une démocratie bourgeoise,

« une démocratie étroite, tronquée, fausse, hypocrite, un paradis pour les riches, un piège et un leurre pour les exploités, pour les pauvres. C'est cette vérité, élément constitutif le plus essentiel de la doctrine marxiste, que le «marxiste» Kautsky n'a pas comprise. » (Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p. 213.)

« Voilà pourquoi, par sa position objective et quelles que puissent être ses convictions subjectives, Kautsky s'avère inévitablement un laquais de la bourgeoisie. » (Lénine, *Ibidem*, p. 213.)

Fermons maintenant cette parenthèse dénonçant les *rêves* malades des révisionnistes et ouvrons un instant les yeux sur la *réalité* de l'actuelle démocratie bourgeoise. Nous pouvons alors légitimement nous demander quelle est la valeur de la dissertation « démocratique » que nous offrent les petits-bourgeois Georges Marchais et Robert Hue à l'heure où, dans un contexte de profonde récession économique, l'on enregistre les prémisses d'une crise économique périodique majeure du capitalisme susceptible de s'enchevêtrer avec la crise générale de l'économie impérialiste, à l'heure où la bourgeoisie française renforce son appareil policier et militariste répressif, et enfin à l'heure où dans l'armée professionnalisée, on va jusqu'à interdire aux soldats d'appartenir à un parti politique !

« La crise actuelle s'est étendue aussi à la vie politique, suscitant une agitation fébrile dans les milieux dirigeants des Etats capitalistes et révisionnistes. On en a un clair témoignage dans la fréquence accrue des crises gouvernementales et le renouvellement des équipes au pouvoir. La bourgeoisie et les cliques dominantes sont obligées de changer toujours plus fréquemment les chevaux des attelages gouvernementaux, afin d'abuser les travailleurs et de leur faire espérer que les nouveaux seront meilleurs que les anciens, de leur faire croire que la crise et l'impossibilité d'en sortir sont imputables aux anciens, que les nouveaux amélioreront la situation, et ainsi de suite. Toute cette mystification menée à grande échelle est couverte de slogans mensongers sur la liberté, la démocratie, etc., surtout durant les campagnes électorales. Dans le même temps, la bourgeoisie des pays capitalistes et révisionnistes renforce ses armes féroces de violence, l'armée, la police, les services secrets, les organes judiciaires, elle renforce le contrôle de sa dictature sur tous les mouvements et les efforts du prolétariat. La tendance qui apparaît clairement aujourd'hui dans les pays capitalistes et révisionnistes est à l'accentuation de la violence bourgeoise et à la limitation des droits démocratiques. La tendance à la fascisation de la vie du pays s'affirme toujours davantage et la bourgeoisie se prépare à instaurer le fascisme dès qu'elle trouvera impossible de maintenir sa domination par les méthodes et les moyens «démocratiques». » (Enver Hoxha, *L'impérialisme et la révolution*, Œuvres choisies, Tome V, Edition numérique, p.208-209.)²⁶

D – Le PCF, pionnier de l'euro-constructivisme et de l'altermondialisme

« En apparence, la « sérénité » règne partout : les Etats-Unis d'Amérique ont réduit à la portion congrue l'Europe occidentale, le Japon et autres pays capitalistes ; l'Allemagne (de l'Ouest), la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, le Japon, tombés dans les griffes des Etats-Unis, exécutent docilement leurs injonctions. Mais on aurait tort de croire que cette « sérénité » puisse se maintenir « pour l'éternité » ; que ces pays supporteront sans fin la domination et le joug des Etats-Unis ; qu'ils n'essaieront pas de s'arracher de la captivité américaine pour s'engager sur le chemin de l'indépendance. » (Joseph Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, Edition numérique, p.16.)

En créant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1951, c'est ce but que poursuivait la grande bourgeoisie européenne. En créant la CEE en 1957, c'est la même perspective qui se dégageait : unir les grandes bourgeoisie nationales européennes au sein d'un bloc économique pour mieux s'arracher à la domination américaine.

« Pris individuellement, le bourgeois lutte contre les autres, mais en tant que *classe*, les bourgeois ont un intérêt commun, et cette solidarité, que l'on voit se tourner au-dedans contre le prolétariat, se tourne au-dehors contre les bourgeois des autres nations. C'est ce que le bourgeois appelle sa *nationalité*. » (Karl Marx, *A propos du système national de l'économie politique de Friedrich List*, Edition numérique, p.9.)

La CEE, c'était la création d'un grand marché européen sans barrières douanières entre les pays membres, la mise en place de droits de douane communs concernant les importations des pays hors de la CEE, ainsi que la création d'une politique protectionniste commune de soutien à l'agriculture. Au cours des années 60 à 70, la CEE, en tant qu'union des capitalistes européens, s'est élargie. En 1979 était créé le Système monétaire européen (SME), première étape dans la voie de l'établissement d'une Union monétaire européenne (consolidée en 1999 avec l'adoption de l'Euro et sa mise en circulation en 2002). En 1992 était signé le Traité de Maastricht, institutionnalisant entre autre la coopération intergouvernementale en matière de politique étrangère et de sécurité ainsi que dans les affaires de justice et de police. Mais que nous disent Georges Marchais et Robert Hue devant la réalité de cette construction européenne ? Nous devons tout d'abord souligner que Georges Marchais et Robert Hue partagent une même vision de l'Europe, et qu'ils ne s'opposent nullement à la construction européenne, tout au plus veulent ils lui apporter certains amendements. Robert Hue affirme ainsi que

« Sur le plan européen, la coopération économique et monétaire doit non se substituer aux politiques nationales mais les consolider. Et j'ai proposé, lors de la campagne présidentielle, que l'on développe « un Écu — à vrai dire, le nom à choisir n'est pas la question principale ! — qui soit un instrument monétaire commun de coopération, fondé sur les monnaies nationales et se référant aux richesses produites dans les pays de l'Union européenne ». » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.282.)

Plus loin il affirme également que « l'impulsion pour de vrais changements positifs dans la construction européenne ne peut venir que des citoyens eux-mêmes » qui doivent refuser « l'alignement par le bas » des politiques sociales. Georges Marchais affirme pour sa part qu'il faut « construire l'Europe autrement » :

« En premier lieu, nous voulons une Communauté européenne conçue et construite pour tous les hommes et toutes les femmes. Cela suppose une utilisation radicalement nouvelle des ressources financières ; je m'en suis déjà expliqué. Et cela suppose un progrès des droits sociaux dans toute la CEE : plus on abaisse les barrières entre les pays, plus il faut élever les garanties, les protections, la formation, les possibilités d'intervention des populations. Sinon, c'est la jungle, la loi du plus fort. En deuxième lieu, nous agissons pour une Europe où les coopérations se fassent d'égal à égal. Car non seulement le rapprochement des peuples et les échanges culturels répondent à une aspiration universelle, mais, de nos jours, aucun pays n'est en mesure de maîtriser seul les technologies ou les ressources financières. La coopération excluant toute domination est une nécessité vitale. (...) En troisième lieu, nous voulons une Europe de paix, à l'écoute des peuples du tiers monde et contribuant à la protection des équilibres naturels de la planète. (...) Construire l'Europe autrement serait apporter une contribution au combat pour un nouvel ordre économique mondial. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.205-206.)

On le voit, Georges Marchais et Robert Hue demandent beaucoup à l'Europe. Ils lui demandent d'abord de préserver les acquis sociaux acquis de haute lutte par les travailleurs à l'échelle nationale, et même de les renforcer (Avec la bénédiction des bourgeois des autres pays membres ??? Dans le cadre d'une concurrence internationale acharnée ?). Ils lui demandent ensuite de ne pas remettre en cause la souveraineté nationale, mais de la renforcer à travers une « coopération » européenne excluant la « domination », et partant de là toute violence. Ils demandent donc une Europe « pacifique » capable de contribuer à un « nouvel ordre économique mondial » à l'écoute des pays du « tiers monde » et soucieux des préoccupations écologiques.²⁷ On peut observer là les conséquences pratiques sur la question européenne des conceptions kautskistes de Robert Hue et Georges Marchais sur l'Etat. Pour eux, les institutions supranationales européennes sont là non pas pour opprimer les travailleurs, mais pour les protéger (ou du moins, dans le cadre de la « démocratie représentative », seraient en état de les protéger). Une des conséquences logiques de cette conception réformiste de l'Etat était donc, dans le cadre de la mondialisation des flux de capitaux et de l'hypertrophie de la sphère spéculative, d'aboutir à une conception mondialisée du réformisme. C'est ainsi que Robert Hue demande aux citoyens de faire pression sur les institutions supranationales afin d'agir « en commun pour taxer les mouvements de capitaux qui spéculent contre l'emploi et le progrès social. » En effet,

« Cela dégagerait des moyens considérables pour la promotion des capacités humaines. Un prix Nobel d'économie américain, M. Tobin, a ainsi calculé — c'est le Programme des Nations unies pour le développement qui l'affirme — qu'en taxant seulement de 0,5 pour cent toutes les transactions spéculatives, on libérerait l'équivalent de cinq fois le budget de la France, chaque année ! Les parlementaires communistes à Strasbourg ont proposé à toutes les forces progressistes d'Europe de mener une bataille commune en faveur d'une telle mesure. Prise par un seul pays, elle attirerait sans doute des représailles des «marchés financiers». Mais décidée au niveau de toute l'Union européenne, elle ne laisserait guère d'échappatoires aux spéculateurs, car un marché comme celui des «Quinze» est incontournable. Pour peu qu'ils aient la volonté politique de se mobiliser vraiment pour l'emploi, les dirigeants européens ont le moyen de mettre ensemble les milieux financiers à la raison. » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.281-282.)

Et voilà que Robert Hue, qui se propose par là de réduire l'instabilité et la volatilité des marchés financiers afin de limiter les mouvements purement spéculatifs et de rediriger les capitaux dans la sphère productive, vient sous ses dehors « modestes » d'« inventer » l'altermondialisme avant les altermondialistes !!! C'est ce qui explique qu'aujourd'hui que le PCF ait pratiquement fusionné avec ATTAC ! Mais qu'est-ce que ces conceptions ont donc en commun avec le léninisme ? Absolument rien puisque Lénine affirmait à l'attention des réformistes kautskistes, aujourd'hui relookés en « altermondialistes », que

« Les savants et les publicistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous une forme quelque peu voilée ; ils en dissimulent l'entièvre domination et les racines profondes ; ils s'efforcent de faire passer au premier plan des particularités, des détails secondaires, s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel par de futile projets de « réformes » tels que la surveillance policière des trusts et des banques, etc. Plus rares sont les impérialistes avérés, cyniques, qui ont le courage d'avouer combien il est absurde de vouloir réformer les traits essentiels de l'impérialisme. » (Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p.387.)

Nous voyons donc que ni Georges Marchais, ni bien sur Robert Hue n'ont compris cette simple vérité que la mise en place d'une Europe « unie » était en régime capitaliste, ou bien impossible ou bien réactionnaire, que cette Europe « unie » ne pouvait se mettre que *dans l'intérêt* du capital et *contre l'intérêt* des travailleurs :

« Certes, des ententes *provisoires* sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente de capitalistes *européens*... dans quel but ? Dans le seul but d'étrangler en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées *contre* le Japon et l'Amérique ». (Lénine, *Du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p.336.)

Les dirigeants du PCF, tout imbus de préjugés démocratiques qu'ils sont, nous ressortent donc sous une forme « améliorée » la thèse kautskiste de l'ultra-impérialisme, selon laquelle la « nouvelle phase » de l'impérialisme offrirait la possibilité de développement économique pacifique, et exclurait la politique d'annexions coloniales. Mais que reste-t-il alors des thèses de Lénine sur l'impérialisme ?

« L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique ». (Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p.392.)

A l'époque des agressions impérialistes ouvertes contre tout pays refusant son dépeçage par l'impérialisme, on peut mesurer la clairvoyance politique « géniale » de Georges Marchais qui venait nous parler de la perspective d'une « Europe de paix à l'écoute des peuples du tiers monde » se construisant selon « les principes de la coopération d'égal à égal » !

« Nous avons fait voir ce que c'est que la fraternité que le libre-échange fait naître entre les différentes classes d'une seule et même nation. La fraternité que le libre-échange établirait entre les différentes nations de la terre ne serait guère plus fraternelle. Désigner par le nom de fraternité universelle l'exploitation à son état cosmopolite, c'est une idée qui ne pouvait prendre origine que dans le sein de la bourgeoisie. » (Karl Marx, *Discours sur le libre-échange*, Edition numérique, p.7.)

II – Thorez et Marchais, le « stalinisme » à la française

A écouter les médias bourgeois, on pourrait être tenté de croire que Georges Marchais (secrétaire général du PCF de 1972 à 1994) et à plus forte raison encore Maurice Thorez (secrétaire général du PCF de 1930 à 1964), sont des communistes de type « staliniens ». (Nous avons déjà pu voir à quel point cette assertion était fondée concernant Georges Marchais, d'après sa révision complète des principales questions du marxisme-léninisme...) Les trotskistes s'accordent également sur ceci, et quand ils critiquent le PCF, c'est toujours les « relents » du « stalinisme » qui sont visés. Nous allons démontrer que si ces deux dirigeants historiques du PCF se sont parfois dits *en paroles* (et selon les circonstances historiques) pour le « stalinisme », Maurice Thorez s'étant même affirmé comme le « premier stalinien de France », le PCF n'a jamais été un Parti communiste « stalinien » dans sa *pratique*.

A – L'anti-stalinisme de Georges Marchais

« «Soit, nous dira-t-on, les communistes ont été et sont des gens estimables, dévoués, souvent courageux. Mais ne faites pas l'impasse sur une réalité : vous avez été staliniens. Et puis, au fond, est-ce que vous ne continuez pas à l'être ?» C'est une question grave et, s'il est des gens qui ne la prennent pas à la légère, ce sont bien les communistes. J'ai parfois, malheureusement, l'impression qu'ils sont un peu seuls dans ce cas... (...) Et puis, reconnaissions-le, le mot «stalinisme» est aujourd'hui employé à propos de tout et de n'importe quoi. Des ouvriers se mettent en grève et s'opposent à leur patron ? Ce sont des «pratiques stalinien». Georges Marchais critique telle ou telle déclaration du gouvernement ? C'est un «procès stalinien». Nous agissons pour une société socialiste originale, de bout en bout «à la française» ? Ce ne peut être qu'un «socialisme stalinien». Telle ou telle opinion émise par un communiste est minoritaire au sein de son parti ? C'est la preuve que celui-ci est un «parti stalinien»... Bref, dans le vocabulaire politique courant, est désormais «stalinien» ce qui n'est pas «consensuel», ce qui rompt avec le conformisme ambiant, ce qui ne courtise pas les «centristes» et ne cajole pas les patrons. Tant que nous n'aurons pas accepté de clamer qu'il est normal, juste, stimulant et, pour tout dire, moderne que les pauvres deviennent plus pauvres et les riches plus riches, nous serons traités de «stalinien». C'est ignoble. Mais qu'on n'espère pas nous impressionner par ce véritable terrorisme intellectuel. L'injure ne nous fera renoncer ni à notre combat contre les injustices et les oppressions, ni à notre effort de renouvellement profond qui nous a permis, précisément, d'extirper tout ce qui, chez nous, relevait de la déviation stalinienne. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.22-24.)

On comprend à juste titre que Georges Marchais s'emporte contre la bourgeoisie qui voit du « stalinisme » dans tout ce qui heurte un tant soit peu ses intérêts. Il nous faut d'abord remarquer le fait que pour la bourgeoisie française, il relève de la pathologie grave de voir du stalinisme là où il n'y a en fait que l'opportunisme et le réformisme le plus pur ! Georges Marchais a donc parfaitement raison de souligner qu'il est terriblement injuste « d'injurier » le PCF en usant de l'épithète « stalinien », et que c'est là du « terrorisme intellectuel », puisqu'il affirme qu'au PCF,

« Nous nous sommes totalement affranchis du stalinisme. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 26.)

Et ce ne sont pas là des paroles en l'air, n'en déplaise aux trotskistes qui aiment également à coller l'étiquette « stalinienne » au PCF des années Marchais ! Afin de démontrer à quel point le PCF s'est « totalement affranchi » du stalinisme et à quel point il est « tout simplement dérisoire » de parler du PCF comme d'un « parti stalinien », nous utiliserons donc essentiellement la dénonciation du stalinisme faite par Georges Marchais lui-même (Robert Hue jouant à très peu de choses près sur le même registre²⁸), afin de démontrer qu'elle n'a pas grand-chose à envier à la critique que font du « stalinisme » les anti-communistes déclarés.²⁹

Nous estimons important d'ouvrir d'abord une parenthèse pour souligner le fait qu'il serait faux de dire que l'anti-stalinisme soit nouveau à la direction du PCF. L'anti-stalinisme ne date pas de la critique publique qu'en a fait Georges Marchais en 1975. On en a un bel exemple dans l'ouvrage de Léo Figuères, *Le trotskisme et l'antiléninisme*.³⁰ Au-delà de la dénonciation, la plus souvent juste, des théories trotskistes, Léo Figuères ne peut s'empêcher de calomnier Staline. Ce qu'il reproche à Trotski, au-delà de ses théories anti-léninistes sur la construction du socialisme en URSS, ce n'est pas tant le fait de s'être opposé à Staline, mais de s'être opposé à Staline *grossièrement* et de lui avoir ainsi permis d'établir une « autorité omnipotente » sur le Parti. Ainsi, Léo Figuères, parlant des appels de Trotski à renverser la « couche des bureaucraties » en URSS alors que le fascisme avait proclamé son plan de détruire l'URSS affirme que

« Ses écrits et ses attitudes pratiques donnèrent alors de la crédibilité à l'analyse fausse et dangereuse de Staline selon laquelle la lutte de classe allait sans cesse s'exacerber dans les conditions du socialisme. Ils fournirent une base à l'idée que les ennemis du socialisme se camouflaient désormais en «révolutionnaires» Staline put plus facilement convaincre de la nécessité de renforcer les pouvoirs des services de sécurité et de renseignements et de procéder à des épurations, à des répressions massives et préventives. » (Léo Figuères, *Le trotskisme et l'antiléninisme*, p.171.)

Léo Figuères, parlant des conséquences des luttes menées par Staline pour défendre la théorie léniniste sur l'édification du socialisme en URSS contre les théories capitardes de Trotski sur la « révolution mondiale » remarque que

« Ce qui est vrai, c'est que l'autorité personnelle de Staline sortit considérablement grandie de toutes ces luttes. (...) D'un certain point de vue, on peut avancer que Trotski et ses alliés furent la chance de Staline. Pour en avoir fait la cible de leurs attaques, pour avoir concentré sur sa personne toutes leurs haines, Trotski et ses compagnons de route contribuèrent à personnaliser la direction du Parti et à faire de Staline non plus l'un des leaders, mais *le* dirigeant du Parti. (...) Cela fit oublier les critiques que lui avait adressées Lénine. » (Léo Figuères, *Ouvrage cité*, p.177-178.)

On voit bien là le refrain khrouchtchévien et c'est donc tout naturellement que Léo Figuères parle de l'arbitraire de Staline :

« Le contrôle exclusif qu'il exerça sur les organes de répression, le conduisit à les utiliser de façon arbitraire, hors de la légalité révolutionnaire, y compris contre des militants responsables du Parti. » (Léo Figuères, *Ouvrage cité*, p.221.)

Nous voyons donc que même lorsqu'elle s'attache à combattre le trotskisme, la direction du PCF se fait un devoir de lutter également contre le « stalinisme ». De là à reprendre mot pour mot les attaques des trotskistes et de la bourgeoisie contre « Staline le dictateur », le pas sera vite franchi à la direction du PCF. Cette parenthèse fermée, revenons-en donc à Georges Marchais pour qui le « stalinisme » fut

« tout à la fois une interprétation du marxisme trahissant l'essence de celui-ci en le transformant en quelques préceptes figés auxquels la réalité devait se soumettre ; une conception du socialisme fondé sur l'étatisme, le nivelingement social et les formes les plus extrêmes de la contrainte, qui s'est traduite par des crimes monstrueux ; la transformation de l'expérience singulière de l'Union soviétique en « modèle » pour les autres pays socialistes et pour tous les partis communistes ; l'instauration de rapports autoritaires entre communistes, ainsi qu'entre partis communistes. Bref, un ensemble de « conceptions et de pratiques totalement étrangères à notre idéal et à notre politique », comme je l'avais déclaré en 1975, il y a quinze ans. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 26-27.)

Nous ferons d'abord remarquer au lecteur qu'il nous a largement été donné de voir Georges Marchais trahir le léninisme, non pas « en le transformant en quelques concepts figés » et en instaurant des « rapports autoritaires entre communistes », mais en lui substituant un réformisme et un libéralisme non voilés.

Georges Marchais, pour expliquer cette « trahison du léninisme » par Staline n'estime pas utile de parler des principes fondamentaux défendus par Lénine (car se serait là se démasquer à coup sur). Comment va-t-il donc s'y prendre pour « démontrer » cette trahison ? Georges Marchais commence son argumentaire

ainsi :

« L'histoire du socialisme est l'histoire des pays dans lesquels il s'est construit. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.101-102.)

Jusque-là, nous déclarons être d'accord avec Georges Marchais qui va certainement nous raconter l'histoire économique de la Russie (s'il veut s'en tenir au matérialisme historique, cela s'entend). Nous devrions donc logiquement entendre parler de l'abolition du servage sous le tsarisme, de la différenciation de la paysannerie, de l'introduction de la grande industrie à l'aide des emprunts franco-anglais, de la guerre russo-japonaise avec ses conséquences : la ruine du pays et la révolution de 1905, de la terreur noire de Stolypine contre les bolchéviks, de la guerre impérialiste de 1914-1918 et de ses conséquences : la montée irrésistible du mécontentement contre le tsarisme, de la révolution bourgeoise de Février 1917, de la trahison du gouvernement « socialiste » de Kerenski et des menchéviks prêts à poursuivre la guerre de rapine, de la révolution socialiste d'Octobre 1917, de l'intervention étrangère des 14 Etats contre le jeune pouvoir soviétique, de la réforme agraire et du relèvement de l'industrie, de la création d'une industrie lourde soviétique, de la lutte des classes à la campagne et de la collectivisation de l'agriculture, de la crise économique mondiale de 1929 et de ses conséquences : l'avènement du fascisme et la Seconde Guerre Mondiale, du début de la Guerre Froide et des agressions impérialistes contre la Grèce et la Corée, etc.

Nous serions en effet en droit de nous attendre à un tel rappel, fusse-t-il aussi succinct que celui-ci, des conditions économiques et politiques, intérieures comme extérieures qui ont rendu possible le triomphe du « stalinisme ». Mais il n'en est rien ! Comment Georges Marchais va-t-il donc « prouver » historiquement que le stalinisme n'était pas « contenu en germe dans Lénine, voire dans Marx », ce qui (horreur suprême !), accréditerait les thèses selon lesquelles « les valeurs communistes sont intrinsèquement perverses » ?

« Comment ne pas voir que le stalinisme ne fut pas une « conséquence » du socialisme, mais la continuation, pendant, malgré et contre le socialisme, des traditions les plus ancrées de la vieille Russie ? Je ne suis pas un spécialiste de l'histoire et de la littérature russes, mais j'ai tout de même un peu lu...

Ivan le Terrible, au 16^e siècle, souffrant de mégalomanie et voyant des traîtres partout, qui installa un régime de terreur ; Pierre le Grand, à la charnière des 17^e et 18^e siècles, violemment antisémite, animé par l'idéal du service de l'État, qui se fit attribuer le titre de « Père de la Patrie » et fit exposer mille corps suppliciés de complices présumés ; Nicolas I^{er}, au 19^e siècle, despote obsédé par les complots, entouré de conseillers serviles, qui installa un régime militaire et bureaucratique et imposa une censure implacable sur la presse et la création... Tout cela ne fait penser à rien ? Staline n'eut pas à chercher dans l'essence du marxisme l'autocratie, la violence et la cruauté, les déportations en Sibérie, la méfiance maladive, la toute-puissance d'un État bureaucratique et le sentiment religieux à l'égard de son chef qui caractérisèrent son pouvoir : il lui suffit de puiser dans la longue tradition de la Russie. De même qu'il n'eut pas à inventer la volonté de brûler les étapes et l'aspiration égalitariste à la revanche sociale : il lui suffit de traduire ce qui était fortement ancré dans le peuple russe, si longtemps brimé et réprimé de la manière la plus brutale qui soit. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.101-102.)

Et voici que Georges Marchais « explique » le phénomène « stalinien » comme la perpétuation des « traditions » du tsarisme ! Il est vrai que dans les rêves de Georges Marchais, bercé depuis sa plus tendre enfance politique par les idées de la « coexistence pacifique » khrouchtchévienne, le communisme se doit d'être démocratique « pour tous », y compris pour les anciens exploiteurs. Pour Georges Marchais c'est une évidence que depuis Khrouchtchev, le capitalisme s'est « assagi ». Mais quand bien même cela serait vrai, ne faudrait-il pas là rendre justice à Staline qui n'avait alors en face de lui aucun capitalisme prétendument « assagi » ? (Puisque sous Staline l'URSS s'attirait les foudres de la réaction mondiale du fait qu'on y construisait le socialisme !). Et bien non ! Là encore, Georges Marchais n'en est même pas capable ! Comment va-t-il donc procéder pour expliquer le fait que la « violence », la « cruauté » et la « méfiance maladive » de Staline n'étaient pas une fatalité dans un pays économiquement et culturellement arriéré, placé dans un contexte international d'encerclement capitaliste-fasciste des plus hostiles ? Eh bien il oppose « simplement » Lénine et Staline, comme si avec Lénine à sa tête, l'URSS aurait pu être en de meilleurs termes avec les Etats hostiles et les classes exploiteuses renversées du dedans, en ne recignant pas à faire passer Lénine pour un vulgaire libéral :

« Il fallait la lucidité et la créativité marxiste d'un Lénine pour mesurer les handicaps considérables que constituaient ces éléments d'arriération et comprendre qu'il fallait lutter résolument contre eux pour que le socialisme soit réellement le socialisme en Russie. C'est en ce sens que le stalinisme fut véritablement une trahison du léninisme. Car Lénine appelle au mouvement des masses, Staline se méfie d'elles et les caporalise. L'un enrichit la théorie, l'autre la pétrifie. L'un mise sur l'effort de conviction, l'autre réprime. L'un part en guerre contre la bureaucratie, l'autre la renforce. L'un prône l'intéressement du producteur, l'autre institue le nivelingement social. L'un vante l'esprit d'initiative, l'autre enrégimente l'économie. L'un encourage la diversité dans la création, l'autre confond art et propagande. On ne dira jamais assez à quel point le régime stalinien s'imposa contre le parti et sa direction : en 1939, tout le bureau politique de l'époque de Lénine — à la seule exception de Staline et de Trotski, assassiné un an plus tard — avait disparu et en 1937-1938, 70 % des membres du Comité central furent fusillés ! » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.102-103.)

« On ne dira jamais assez à quel point » Georges Marchais calomnie ici le plus grossièrement du monde Lénine et Staline !!! Georges Marchais n'a d'ailleurs pas oublié de faire bien les préjugés bourgeois les plus vulgaires sur le communisme ni de reprendre les falsifications bourgeois les plus éhontées sur les « purges stalinien », mais a par contre soigneusement « oublié » les vérités historiques les plus élémentaires (Staline s'étant selon lui imposé au Parti comme un dictateur !), ce qui l'amène tout naturellement à avoir une pensée émue pour Trotski « assassiné » ! (Ce contre-révolutionnaire professionnel auquel il doit certainement sa peinture macabre du « stalinisme »³¹) Cette pseudo-argumentation « hurle » si fort contre Georges Marchais qu'il ne vaut pas la peine de nous y arrêter plus longtemps. Quand donc nous voyons Georges Marchais pousser de si grands cris sur la « trahison du léninisme » par Staline, c'est à seul dessein d'essayer de masquer sa propre trahison du léninisme.

« Regardez le genre d'accusations que portent les révisionnistes ! Etant eux-mêmes pourris, ils attribuent aux autres leurs propres maux. »³²

B – Georges Marchais, ardent partisan de l'autogestion, de la Perestroïka et de la Glasnost

« Notre voie vers le socialisme est une voie originale. Comme nous l'avons écrit dans « Le défi démocratique », la politique du Parti communiste français définit une voie française vers le socialisme et un socialisme à la française. (...) Il existe déjà une diversité certaine de la réalité socialiste et il faut la mauvaise foi de la propagande anticomuniste pour l'escamoter. Le socialisme possède des traits différents en Union Soviétique et au Vietnam, en Hongrie et à Cuba, en République démocratique allemande et en Yougoslavie. Et plus nombreux seront les pays socialistes, plus la diversité de la réalité socialiste s'accentuera. Il n'existe donc et il ne peut exister de « modèle » de socialisme, qu'il serait possible de transposer d'un pays à un autre ou de copier. » (Georges Marchais, *Rapport présenté au 22^{ème} Congrès du PCF*, Cahiers du communisme, Février-mars 1976, p.62.)

Là encore, nous sommes parfaitement d'accord avec Georges Marchais pour affirmer qu'il faut faire preuve de la pire « mauvaise foi » pour « escamoter » la « réalité » de la « diversité socialiste » ! Et si Georges Marchais cite la Yougoslavie titiste comme un pays où l'on construit le socialisme, ça n'est pas le fait du hasard.

Avant d'aller plus loin, il nous faut d'abord ouvrir une parenthèse sur les différentes « espèces de révisionnisme » afin de donner au lecteur les repères essentiels lui permettant de ne pas s'égarer dans le dédale révisionniste.

La première espèce de révisionnisme moderne est le titisme, qui s'est opposé ouvertement au marxisme-léninisme dès 1948. Le titisme revendiquait son droit

à édifier un socialisme « spécifique » (intégrant les koulaks dans le « socialisme ») et « autogestionnaire » (capitalisme camouflé derrière les théories anarchosyndicalistes). Le PCY est allé jusqu'à soutenir dès 1950 les américains durant la Guerre de Corée. La Yougoslavie titiste, bien que prétendant au « non-alignement », était liée par mille attaches à l'impérialisme.

Le révisionnisme khrouchtchévien a réhabilité Tito, proclamé caduque la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat, miné l'économie planifiée soviétique et a proclamé la coexistence pacifique avec l'impérialisme. Le révisionnisme Brejnévien, continuation du révisionnisme khrouchtchévien sans Khrouchtchev, a tout fait pour maintenir sa domination au sein du camp révisionniste. Le révisionnisme khrouchtchévien-brejnévien s'est opposé à diverses cliques révisionnistes dont il avait lui-même provoqué l'épanouissement.

Parmi ces tendances « opposées » (en ce qu'elles défendaient chacune un modèle de « socialisme spécifique »), il faut distinguer plusieurs tendances principales : 1^o les polycentristes italiens, aspirant à une autonomie complète vis-à-vis de Moscou et pionniers de l'eurocommunisme ; 2^o les révisionnistes ne prétendant pas s'affranchir de la tutelle des khrouchtchéviens (tel le PCF de Maurice Thorez et les révisionnistes castristes) ; 3^o les révisionnistes d'inspiration titiste, mais soucieux de profiter des crédits impérialistes sans forcément se fâcher avec Moscou (tels Gomulka et Ceausescu) ; 4^o les révisionnistes chinois, s'appuyant sur l'impérialisme US pour lutter contre l'hégémonisme soviétique.

Il pourrait sembler au premier abord que ce sont là des tendances très diverses, mais il est trois points communs fondamentaux sur lesquels s'appuient toutes ces tendances révisionnistes : a) une reconnaissance plus ou moins marquée au père du révisionnisme moderne « spécifique », Tito ; b) la lutte contre le marxisme-léninisme ; c) l'appui sur une bourgeoisie « nationale » (dans le cas des partis révisionnistes n'étant pas au pouvoir) ou sur une caste de fonctionnaires-bureaucrates coupés des masses et liés par des emprunts au système impérialiste (dans le cas de partis révisionnistes au pouvoir).

Que représentent donc Dubček, Gorbatchev et Walesa ? Ils représentent une clique non pas *uniquement* anti-socialiste (ce que sont également les cliques révisionnistes « modérées » au pouvoir dans les années Khrouchtchev-Brejnev), mais une clique anti-nationale aspirant à la liquidation des pays révisionnistes en tant qu'Etats indépendants, une clique visant donc à mettre les pays révisionnistes sous la dépendance *directe* du système impérialiste et à liquider toute trace d'indépendance nationale.³³ C'est dans ce sens qu'Enver Hoxha remarquait que

« l'entrée de capitaux américains en Union soviétique aura pour effet d'éliminer rapidement les moindres vestiges des victoires de la grande Révolution socialiste d'Octobre, elle aura pour effet de désagréger l'Union soviétique en tant qu'union de républiques. C'est là le but de l'impérialisme américain : démanteler l'Union soviétique en tant que dangereuse puissance capitaliste rivale. Les «intelligents» diront : «Cela est difficilement réalisable». Au contraire, cela se réalise facilement lorsque l'autre s'écarte des rails du marxisme-léninisme. Le révisionnisme implique aussi l'exaltation des sentiments nationalistes, et les États-unis souffleront avec zèle sur ce feu. Les «intelligents» diront : «Cela est irréalisable». Mais que disent les faits ? Khrouchtchev a accédé au pouvoir, mais qu'a-t-il apporté avec lui et que s'est-il passé en Union soviétique ? Khrouchtchev est tombé, les Brejnev sont venus, et où en est-on arrivé ? L'Union soviétique a été vendue aux États-Unis. Demain leurs successeurs démantèleront aussi l'Union soviétique en tant qu'État. Que les révisionnistes le veuillent ou non, c'est là où conduit leur voie, et l'aide des États-unis et l'alliance avec eux tendent à cet objectif : «diviser pour régner», car il est absurde de penser que l'impérialisme puisse vous aider pour que vous vous renforciez et creusiez sa tombe. »³⁴

Revenons-en donc à Georges Marchais, maintenant que nous avons dissipé le brouillard révisionniste, afin d'essayer de déterminer la place qu'il occupe dans le panier de crabes révisionniste.

Ce qui attire irrésistiblement Georges Marchais vers Tito, c'est son idée de voie « spécifique vers le socialisme », et en cela, nous devons dire sans ambages à Georges Marchais que lorsqu'il parle de « réalités » « propres » au PCF, on voit la démagogie révisionniste dans toute sa splendeur !!! D'accord avec Khrouchtchev sur la voie d'accession au socialisme par la voie parlementaire et d'accord avec Tito sur une économie « socialiste » « autogestionnaire », Georges Marchais affirme que

« La France socialiste serait une société de liberté, garantissant l'exercice de toutes celles qui existent, les étendant dans toutes leurs dimensions, individuelles et collectives, jusqu'aux formes neuves de l'autogestion. (...) nous pensons que, pour favoriser la transformation socialiste, le pouvoir — démocratisé, décentralisé, débureaucratisé — devra être celui du peuple, et qu'il devra permettre à la force sociale la plus directement intéressée à faire progresser la société, la classe ouvrière, d'accéder à des responsabilités dirigeantes lui permettant d'impulser le processus transformateur. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.212.)

C'est une véritable fascination que Tito exerce sur Georges Marchais qui n'hésite pas à affirmer qu' « en 1968, l'aspiration à un «socialisme au visage humain» souleva le peuple tchécoslovaque » et qu'en France

« Nous consacrons tous nos efforts à aider les gens à prendre eux-mêmes en main leurs propres affaires, à emprunter une voie nouvelle, celle de la démocratisation de la société dans tous les domaines, de la construction d'un socialisme autogestionnaire. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.278.)

Nous avons toutes les raisons de penser que cette fascination pour Tito n'est pas nouvelle chez Georges Marchais lorsqu'il nous raconte comment il a failli être exclu à deux reprises du PCF, la première fois soi-disant « pour être allé voir un match de football entre l'équipe de France et celle de Yougoslavie alors que les dirigeants de ce pays avaient été condamnés par Staline ». (N'y avait-il là que le match ?)

« Dans les deux cas, les choses se sont arrangées, mais, tout de même, quels changements ! Je ne veux pas enjoliver les choses, mais nier les progrès que les communistes ont accomplis en matière de respect mutuel, d'écoute, de liberté de ton, de tolérance, d'absence de formalisme, bref, d'esprit démocratique dans leurs rapports entre eux et avec les gens qui les entourent, parler à leur propos de «parti stalinien» est tout simplement dérisoire. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.28.)

Seule la propagande éhontée des trotskistes et des médias bourgeois peut en effet parler du PCF comme d'un « parti stalinien ». En effet, Georges Marchais a *en commun* avec toutes les espèces de révisionnisme la construction d'un socialisme « spécifique » niant les lois générales du marxisme relatives à la révolution socialiste et à la construction de la société socialiste. Mais reconnaissons que c'est là assurément une « réalité propre » et « spécifique » au PCF que de jouer le rôle d'épouvantail pour détourner les masses « françaises » du communisme et de faire office de larbin de la bourgeoisie « française » et non pas d'une autre bourgeoisie !

Georges Marchais, on l'a vu, est un titiste convaincu, ce qu'il confirme par son jugement très favorable sur Togliatti, lui-même grand ami de Tito :

« Contrairement à d'autres partis, tel le Parti communiste italien de Palmiro Togliatti, qui ont immédiatement fait leurs conclusions du rapport de Nikita Khrouchtchev au 20^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique de 1956 qui dénonçait les crimes de Staline, nous avons minoré la portée — essentielle pour chaque parti communiste — de la critique de cette période, nous n'avons pas saisi l'occasion qui s'offrait alors de procéder au renouvellement nécessaire de notre stratégie et de notre mode de fonctionnement. Nous avons ainsi pris du retard, et celui-ci s'est prolongé une vingtaine d'années puisque ce n'est qu'en 1976, au 22^e Congrès, que nous avons procédé à ces transformations dans toute leur ampleur. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.25.)

Ces transformation « dans toute leur ampleur », c'est le passage d'une ligne franchement opportuniste à une ligne typiquement sociale-démocrate. Il est révélateur de voir Georges Marchais prendre comme référence les togliattiistes, qui furent en effet les plus zélés à propager les thèses révisionnistes de Khrouchtchev en demandant immédiatement après le rapport Khrouchtchev à ce que l'on tire toutes les conclusions qui en découlaient, à savoir la liberté pour chaque parti de créer un « socialisme spécifique » en n'ayant de comptes à rendre à personne. Il est également révélateur d'observer l'attitude de Georges Marchais à l'égard des pays se réclamant du socialisme. Pour lui, ils se divisent en deux camps : d'une part les « staliniens » et d'autre part les « non-staliniens ». Georges Marchais dénonce sans hésiter les régimes « staliniens » :

« Ces régimes qui continuèrent dans la tradition criminelle de Staline, qui s'isolèrent ainsi des autres partis communistes, des autres pays socialistes, firent beaucoup de mal à leur peuple et à la cause du communisme. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.105.)

Pour Georges Marchais,

« La logique de l'histoire a ainsi voulu que la perversion stalinienne aille jusqu'au bout de sa nature monstrueuse. Ce fut, en Chine, la pseudo-« révolution culturelle », qui fit au moins un million de morts et des dizaines de millions de victimes humiliées, déportées, torturées — et, malheureusement, Tiananmen montre que le recours à la violence n'est pas écarté. Ce fut la plongée dans l'horreur absolue avec les Khmers rouges de Pol Pot. Ce fut la tyrannie du clan Ceausescu. Et qui sait ce qui s'est passé et se passe actuellement en Albanie ? Mis à part ce dernier pays, le point commun de tous ces régimes est d'avoir bénéficié d'une extraordinaire complaisance des pays capitalistes. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.104.)

Pourquoi Georges Marchais, qui en appelle encore à « la logique de l'histoire », n'essaie-t-il pas d'expliquer pourquoi *justement* l'Albanie socialiste est le seul pays à n'avoir bénéficié d'aucune « complaisance » de l'impérialisme ? (Ou d'une bourgeoisie « nationale » comme dans le cas des eurocommunistes...) Si Georges Marchais s'abstient de se poser cette question gênante, il ne manque pas en revanche de faire preuve d'une certaine indulgence vis-à-vis du PCC :

« Il est certain, par exemple, que la rupture du Parti communiste chinois avec le reste du mouvement communiste se fit pour une large part en réaction au comportement hégémonique des dirigeants soviétiques qui ne toléraient pas la volonté d'indépendance légitime de Mao Zedong et de son peuple. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.105-106.)

En Bref, Georges Marchais reproche aux révisionnistes soviétiques d'avoir refusé de cautionner la voie « spécifique » des révisionnistes chinois. Et en cela, il a parfaitement raison.

Nous avons donc pu juger amplement du révisionnisme éhonté de Georges Marchais, mais le tableau que nous en donnons ne serait pas complet si nous ne parlions pas de la crise qui a démantelé l'URSS en tant qu'Etat impérialiste indépendant et qui en a fait un Etat capitaliste de second rang. Voyons donc quelle est sa position face aux « révolutions démocratiques »³⁵ en Europe des l'est.

« L'ampleur et la soudaineté des crises qui ont mis à bas les régimes de l'Est étaient pour une large part imprévisibles. Pour autant, cette véritable accélération de l'histoire n'est pas incompréhensible. Car elle n'est pas née de rien. Elle est le résultat d'une situation qui s'est créée années après années. Y voir plus clair suppose donc, comme toujours, de faire retour sur le passé. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.93.)

On a déjà pu juger plus haut des compétences en histoire de Georges Marchais, nous épargnerons donc au lecteur un pénible « retour vers le passé » à travers les élucubrations historiques de Georges Marchais, « retour vers le passé » qui se ramènent en fait à ceci : l'évolution actuelle de ces pays serait due au fait qu'ils se seraient vu imposer de l'extérieur les régimes communistes, ainsi qu'à leur absence de « traditions démocratiques » et leur arriération économique. Georges Marchais synthétise ainsi « sa » pensée :

« **Partout l'arriération et la violence.** Industrie inexistante ou détruite, pauvreté, dictature... » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.95.)

Il nous faut remarquer ici que le rejet du « stalinisme », et donc de la ligne d'industrialisation de Lénine et Staline, aboutit logiquement à ressusciter le trotskisme qui nie lui aussi la possibilité de construire le socialisme dans un pays isolé et à plus forte raison arriéré économiquement. Et ça n'est pas là le seul point important de convergence avec les trotskistes :

« En 1970, la classe ouvrière polonaise se souleva ; on lui fit des promesses qui ne furent pas tenues. En 1980, la crise polonaise éclata dans toute son ampleur ; elle dura près de dix ans avant de trouver une issue politique conforme aux vœux de ce peuple. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.107.)

Conforme aux vœux du peuple polonais ? Le mécontentement de la population devant la ruine économique provoquée par les révisionnistes n'a-t-il pas été instrumentalisé par Solidarnosc³⁶ ? Et ce ne sont pas là des « accidents » ou un aveuglement politique momentané, car Georges Marchais, qui n'hésite pas à affirmer de la Perestroïka qu'elle est une « **seconde révolution** », soutient activement Michaël Gorbatchev !³⁷

« De fait, les réformes enclenchées ces dernières années sont considérables. L'économie ? Elle était entièrement étatisée, planifiée à outrance, souffrant de lourds retards et du manque généralisé de motivation. On débureaucratise, on rompt avec le dirigisme, on diversifie les modes de propriété, on fait renaître le mouvement coopératif, on construit un marché socialiste, on investit massivement dans le secteur des nouvelles technologies, on responsabilise le producteur et l'entreprise, on accorde l'autofinancement aux soviets, on prépare une refonte du système de formation des prix. On introduit ainsi des éléments de souplesse indispensables dans cette économie hier bloquée si on veut qu'elle reparte de l'avant. Le social ? On donne la priorité aux services, à la construction de logements et à la production de biens de consommation, on modernise la formation et le système de santé, on s'attaque aux maux que l'on taisait avant : la délinquance, l'alcoolisme, la toxicomanie. La politique ? On en fait enfin ! La glasnost est l'autre mot russe qui, avec la perestroïka, a fait le tour du monde. On rompt avec le monolithisme et le culte du secret, on libère la presse, on supprime les priviléges de la nomenklatura, on redonne à l'Etat ses prérogatives normales de gestion et aux soviets leur pouvoir de contrôle, on va vers le multipartisme. L'Union soviétique est un pays où il n'y a plus de prisonniers ou d'internés pour leurs opinions politiques. L'idéologie, la culture ? On édite Soljénitsyne et Rostropovitch se produit à Moscou. La censure a été levée. La liberté de conscience, de création, de culte ne sont plus des objectifs proclamés, mais des réalités. Cette brève énumération fait comprendre pourquoi nous soutenons l'œuvre entreprise par Mikhaïl Gorbatchev et les communistes soviétiques, même si elle ne va pas sans tâtonnements, sans contradictions, sans erreurs. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.114-115.)

On comprend désormais sans mal l'engouement de Georges Marchais pour la politique de Gorbatchev dont la ligne politique ressemble à la sienne comme deux gouttes d'eau ! (A ceci près que Gorbatchev est un révisionniste à la tête d'un Etat !) Georges Marchais fait de la Glasnost et de la Perestroïka de Gorbatchev une « **question posée à toutes les sociétés socialistes** » :

« Depuis 1985, le Parti communiste de l'Union soviétique a pris à bras-le-corps cette question de la démocratisation de sa société socialiste. Il le fait en avançant ses propres réponses, et je me garderai bien de leur donner une portée universelle. J'ai écrit « Pas de modèle, jamais plus de modèle » ; je persiste et signe. C'est, d'ailleurs, la démarche même de la perestroïka. La dernière fois que j'ai rencontré Mikhaïl Gorbatchev, en septembre 1989, il m'a dit : « Je répète toujours à nos amis étrangers : « Dans la perestroïka, choisissez vous-mêmes ce qui vous convient et rejetez ce qui ne vous convient pas, car il faut tenir compte de la situation de chaque pays. » L'idée que la perestroïka pourrait convenir partout n'est pas marxiste, ce n'est que balivernes, sottises. Cette démarche est sage, car il n'est pas deux pays socialistes qui aient les mêmes peuples, le même niveau économique et social, les mêmes

besoins. Le problème de la démocratisation de leur société ne se pose pas dans les mêmes termes et les réponses à imaginer ne peuvent être identiques. Pour autant, je suis persuadé que les exigences contemporaines rendent partout cette démocratisation indispensable pour que le socialisme aille de l'avant. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.109.)

On comprend sans mal pourquoi Gorbatchev a pu conquérir à ce point le cœur de Georges Marchais avec ces discours sur la « démocratisation » et la « spécificité » du « socialisme » ! Georges Marchais est sans conteste un gorbatchévien avant Gorbatchev : il affirme ainsi, citant son livre *Parlons franchement* (1977) être parfaitement d'accord avec Gorbatchev pour dire que toutes les leçons n'avaient pas encore été tirées en URSS du fait qu'y persistaient des « méthodes bureaucratiques ou répressives injustifiées ». De la même façon, Georges Marchais s'entend avec Gorbatchev pour qualifier la période Brejnev de période de « stagnation » et « d'occasion manquées ». Georges Marchais, d'accord avec Gorbatchev oppose « l'audace de Khrouchtchev » au « conservatisme » de Brejnev, estimant que ce conservatisme ne pouvait que « saper les fondements » du « socialisme ». C'est injuste quand on sait que Brejnev n'a pas remis en cause les réformes économiques de Khrouchtchev et a persisté dans la voie de la décentralisation de l'économie. Certainement pas à un rythme assez soutenu d'après l'appréciation de Georges Marchais pour lequel,

« l'étatisme, la planification et l'autoritarisme généralisés » « sont profondément inadaptées à toute économie moderne. Elles ont permis à l'Union soviétique de se développer jusqu'au milieu des années soixante-dix, mais, à partir de ces années, elles ont de plus en plus brisé son dynamisme et recommencé à accentuer ses retards. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.108.)

En d'autres termes : *Vive le libre-marché !*, voilà où mènent toutes les conceptions révisionnistes de Georges Marchais ! La bourgeoisie ne contestait pas une telle perception de « l'économie socialiste » ! Notons également que Georges Marchais ne comprend pas que ce sont justement les réformes économiques impulsées par les révisionnistes qui ont provoqué la faillite de l'économie de ces pays, qui sous Staline, se sont développés à un rythme accéléré. Il nous faut enfin reconnaître que Georges Marchais a le nez fin quand il rapproche les idées titistes « autogestionnaires » et « non-alignées » de celles de Gorbatchev :

« Au fond, ce qui donne sa pleine valeur à notre soutien à la perestroïka, c'est qu'il ne provient d'aucun alignement. (...) A la fin de notre conversation, en septembre 1989, Mikhaïl Gorbatchev avait dit à la délégation que je conduisais : « Nous avons pu constater une convergence de nos approches vis-à-vis des problèmes principaux : de l'avenir du socialisme, de l'Union soviétique, de la situation de la France, de l'Europe, du monde, du mouvement communiste. C'est la chose la plus importante qui ait présidé à notre entretien. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.116.)

« Nous attachons une grande importance au contrôle, par les salariés eux-mêmes et leurs élus, de l'utilisation des fonds dans chaque entreprise. Il faut la transparence — la « glasnost » à la française ! — pour combattre efficacement les gâchis et encourager une autre utilisation des ressources. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.194-195.)

Devant un tel aveuglement politique, on ne peut que rester perplexe, d'autant que le leader du SPD, Willy Brandt, avait lui été capable de dire en 1985 à Moscou :

« J'ai déjà vu beaucoup de choses dans ma vie, mais jamais encore un anticomuniste occuper les plus hautes fonctions au Kremlin. »³⁸

Et ça n'était pas exagéré quand on sait ce que Michael Gorbatchev a déclaré en 1999 à l'université américaine d'Ankara que :

« Le but de mon existence était la destruction du communisme qui, pour le peuple, ne signifie rien d'autre qu'une insupportable dictature. Mon épouse me soutenait en m'invitant à assumer des fonctions plus élevées qui m'aurait permis d'en faire plus. Quand j'ai davantage fait connaissance avec l'Occident, ma décision a été prise : je devais faire en sorte d'écartier toute la direction du Parti communiste de l'Union soviétique. Je devais également évincer la direction de tous les Etats socialistes. Mon idéal était la voie des partis social-démocrates. L'économie planifiée avait tellement limité les capacités du peuple qu'elle ne pouvait s'épanouir. Seul le marché peut mettre ce développement sur la bonne voie. »³⁹

C'est là assurément également « l'idéal » de Georges Marchais qui hurle contre tout ce qui rappelle la dictature du prolétariat, qui prône une sociale-démocratisation complète du parti ainsi que le pluralisme politique et qui peste contre l'économie planifiée. En conclusion, nous pouvons donc dire que Georges Marchais représente une étape de transition entre le révisionnisme pro-soviétique de Maurice Thorez, vers le révisionnisme sans gants des eurocommunistes et de Gorbatchev, stade qui caractérise la phase terminale de dégénérescence du révisionnisme et sa transformation en allié direct de la bourgeoisie : Dans un pays capitaliste, le révisionnisme d'un Georges Marchais aboutit à la transformation d'un parti communiste en un parti typiquement social démocrate tandis que dans un pays socialiste, ce type de révisionnisme aboutit à liquider l'indépendance nationale et tout ce qui subsistait des acquis sociaux non encore démantelés par les révisionnistes.

C – La « mutation » : le communisme transformé en humanisme bourgeois

« Chômage, précarité, bas salaires, fins de mois difficiles, crise du logement, crise urbaine, « exclusion », avenir bouché pour les jeunes... Il y a la dure réalité, les difficultés — souvent les drames — les inquiétudes — souvent les angoisses — et aussi les interrogations, les révoltes devant l'injustice. C'est que les inégalités n'ont cessé de s'accroître en France, à compter du milieu des années quatre-vingt. Inégalités dans les revenus du travail. Inégalités entre les revenus salariaux qui stagnent ou reculent, et les revenus issus de placements financiers ou immobiliers qui « explosent ». Inégalités des fortunes et des patrimoines : entre les 10 pour cent des Français les mieux pourvus et les 10 pour cent les moins dotés, l'écart tient dans un rapport moyen de 1 à 86 ! Inégalités des chances face à l'éducation. Inégalités face au chômage qui frappe davantage ceux qui déjà sont les moins favorisés. Inégalités entre les sexes, entre les générations... » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.204-203.)

Georges Marchais et Robert Hue ne manquent pas, du moins en apparence, de critiquer les disfonctionnements de la société capitaliste. Mais par quoi veulent-ils remplacer cette société et par quels moyens ? Certainement pas par une société socialiste, et certainement pas à travers la révolution, comme nous l'avons vu.

Remarquons d'abord que selon Robert Hue, jusque vers le milieu des années 80 tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes ! Il est vrai que développement de la petite bourgeoisie avait connu son apogée jusque vers le début des années 70. Mais le premier choc pétrolier en 1973 agrava la profonde crise énergétique mondiale et vint troubler cette situation idyllique. Le deuxième choc pétrolier en 1979-1980, vient encore aggraver la crise. De 1973 au début des années 80, l'inflation était passée de 3-4 % par an à 11,5 %. Pour préserver ses profits, la grande bourgeoisie (qui avait depuis les années 30 largement utilisé les politiques keynésiennes), fit retomber le poids de la crise sur les travailleurs et lança de vastes attaques contre le secteur public et les acquis sociaux, fatiguée qu'elle était de financer les déficits de sa machine d'Etat. Dans le même temps, la bourgeoisie monopoliste initia une vague de délocalisations du tissu industriel dans les pays où la main d'œuvre était meilleur marché, afin de rester dans la course aux profits sur un marché mondial toujours plus féroce, où c'est le plus gros capital qui l'emporte.

Ce sont ces éléments pris dans leur ensemble qui expliquent pourquoi, dès le début des années 80, les « néo-libéraux » accéderont au pouvoir, avec à leur tête Reagan et Thatcher, encouragés par la Perestroïka de Gorbatchev qui annonçait le démantèlement de l'URSS en tant qu'Etat indépendant. Dans ce contexte de récession économique, de crise finale des pays révisionnistes et de réorganisation de la structure de production, les quelques miettes accordées jusque-là par la grande bourgeoisie à la petite et à la moyenne bourgeoisie se réduisirent. De larges couches petites-bourgeoises, qui avaient jusque-là été relativement

épargnées commencèrent à tomber dans la ruine. Aujourd’hui, ce phénomène, non seulement ne se dément pas, mais prend des proportions toujours plus gigantesques. C'est cette réalité économique où de larges masses petites-bourgeoises subissent la crise et le joug de l'oligarchie financière liée aux entreprises monopolistes qui constituent la base des revendications altermondialistes. C'est cette histoire économique et sociale « bassement » matérielle, qu'il nous faut avoir en vue lorsque l'on traite de la résurgence actuelle de l'influence petite-bourgeoise au sein de « l'extrême gauche » française en général, et dans le cas qui nous importe ici en particulier, c'est-à-dire au sein du PCF.

On a vu au paragraphe I – C qu'il n'y a là rien d'étonnant ni de nouveau dans le fait que l'influence de la petite bourgeoisie ait pu pénétrer aussi profondément au sein du PCF au point de le submerger complètement et de lui ôter toute trace d'idéologie marxiste. Car aujourd'hui, nous devons dire haut et clair le fait que le PCF, lors de sa « mutation », s'est transformé de parti communiste franchement opportuniste, sous Maurice Thorez, en un parti typiquement social-démocrate « de gauche », sous Georges Marchais et Robert Hue, Georges Marchais ayant assuré la « transition » entre ces deux types de formation politique.

Quand le PCF réclame la hausse des salaires mais pas l'abolition du salariat, quand le PCF réclame la nationalisation des grandes entreprises monopolistes et des banques, mais affirme que sous son « socialisme » la petite propriété privée sera « utile », quand le PCF déclare que le temps de l'alliance des masses exploitées sous la direction du prolétariat est révolu et qu'il faut unir sur un pied d'égalité toutes les couches sociales opprimées par le capital monopoliste, quand le PCF déclare que la notion de dictature du prolétariat est révolue et qu'il appelle à l'élargissement de la démocratie bourgeoise, ce sont là les revendications et les « aspirations » typiques de la petite bourgeoisie. Sous quelle forme se manifestent les « aspirations » exploiteuses de la petite bourgeoisie ? C'est Georges Marchais qui nous donne la réponse :

« Si on veut que la France réduise sa dépendance vis-à-vis des pays qui la dominent et qu'elle se donne les atouts nécessaires à une véritable coopération d'égal à égal, il lui faut une industrie puissante et moderne : industries de base, d'équipement, automobile, électronique, industrie aéronautique et spatiale, secteur énergétique, industries de consommation, bâtiments et travaux publics. Il n'y a qu'ailleurs qu'on serait apte à réussir dans ces secteurs ? Les ouvriers, les techniciens, les cadres de notre pays en seraient incapables ? S'il est un mot d'ordre du Parti communiste qui reste d'actualité, c'est celui-ci : il faut produire français ! » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.180.)

A l'exemple du terme « coopération », nous pouvons remarquer comment la petite bourgeoisie sait travestir son matérialisme vulgaire en s'aidant de la phraséologie idéaliste. Aujourd'hui, la petite et moyenne bourgeoisie française sont exploitées par la bourgeoisie monopoliste de la même façon qu'au XIX^e siècle la bourgeoisie allemande était dominée par ses homologues française et anglaises, plus puissantes. C'est pourquoi, d'accord avec Marx, nous pouvons affirmer au sujet de Georges Marchais :

« Il a honte de parler des vilaines valeurs d'échange qu'il convoite, il parle forces productives ; il craint de parler de concurrence et parle d'une confédération nationale des forces productives nationales ; il a peur de parler de son intérêt privé, il parle d'intérêt national. » (Karl Marx, *A propos du système national de l'économie politique de Friedrich List*, Edition numérique, p.1.)

L'idéalisme de la petite bourgeoisie française se manifeste également par son attachement aux « valeurs républicaines », par sa foi aveugle dans l'expression idéalisée des idées de la révolution bourgeoisie de 1789, par l'idée d'un contrat social unissant les classes, et enfin, par l'humanisme bourgeois.⁴⁰

C'est Robert Hue, qui nous donne la forme la plus achevée de cet humanisme abstrait au dessus des classes. Il commence d'abord par définir la société socialiste comme « une société de solidarités nouvelles, de dignité reconnue : un humanisme vrai », une société caractérisée par les termes « coopération, entraide, solidarité, fraternité. » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.241.) Il ajoute également que « pour les communistes français de 1995, communisme rime avec humanisme. » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.155.) On voit donc que la négation des lois générales du marxisme-léninisme par le PCF et sa dégénérescence idéologique complète, l'amènent à critiquer le capitalisme d'un point de vue strictement « humanitaire et moral » :

« J'ai parlé de l'inhumanité du capitalisme comme système social, de son caractère profondément « amoral », en ce sens que toute finalité humaine lui est par essence extérieure, totalement étrangère. » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.146.)

Cette espèce de « critique » a-t-elle quelque chose de commun avec le communisme scientifique ? Nullement, puisqu'elle ignore les lois scientifiques du renversement de la société capitaliste et du développement de la société socialiste, puisqu'elles aboutissent à la négation de la lutte des classes et de la nécessité de la dictature du prolétariat. Ces conceptions aboutissent donc à liquider l'idéologie du communisme scientifique et à ressusciter les conceptions d'une espèce de communisme utopique. A quoi peut donc aboutir cette ligne politique sinon à semer le désarroi au sein des masses et à les priver d'une direction prolétarienne armée de la théorie marxiste-léniniste ?

Ce désespoir et cette déroute idéologique vont même jusqu'à se traduire par des affirmations comme quoi dans le mot communisme, Robert Hue dit entendre « communion ». (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.239.) Et ça n'est pas là un écart de langage malheureux :

« Dans «communisme», j'entends aussi bien des valeurs que les chrétiens mettent par exemple dans le mot «partage». » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.241.)

Cette dérive est loin d'être imputable au seul Robert Hue :

« La diversité n'est pas seulement sociale. Elle est aussi philosophique et politique. Nous concevons l'Union du peuple de France comme le rassemblement dans le respect de leur libre expression des multiples courants de pensée, des familles spirituelles, qui reflètent l'histoire et la réalité de la nation française et concourent à son progrès. Le projet de document indique à ce propos que le rapprochement des communistes et des chrétiens prend une importance nouvelle. Je voudrais souligner qu'il ne s'agit pas là d'une clause de style. » (Georges Marchais, *Rapport présenté au 22^{ème} Congrès du PCF*, Cahiers du communisme, Février-mars 1976, p.54).⁴¹

Nous pouvons donc voir qu'à travers la dénonciation des « crimes de Staline », la découverte de « thèses périmées » de Lénine et le prétendu « retour à Marx », les révisionnistes idéalisent en fait la démocratie bourgeoise et transforment le communisme en humanisme bourgeois, allant jusqu'à fusionner avec le « communisme » chrétien.⁴² Le PCF n'est donc plus qu'une caricature de « socialisme vrai » :

« Le «socialisme vrai», qui ne se soucie plus des hommes réels, mais de «l'Homme», a perdu toute passion révolutionnaire et proclame à sa place la philanthropie universelle. Il ne s'adresse donc pas aux prolétaires, mais aux deux classes de gens les plus nombreuses de l'Allemagne, aux petits-bourgeois avec leurs illusions philanthropiques et aux idéologues de ces mêmes petits-bourgeois, les philosophes et leurs émules ». (Karl Marx, *Le « socialisme vrai »*, 1846.)

D – Les « mérites » historiques du « stalinien » Maurice Thorez

« Oui, c'est vrai, le Parti communiste français s'est lui-même proclamé « stalinien », à une époque — des années trente aux années cinquante — où tous les partis communistes l'étaient. » (...) Et c'est un fait : ce n'est pas sans mal, ni sans retard, que nous avons pris la mesure de l'ampleur du mal que

constituait le stalinisme. (...) Pourquoi les communistes français, et notamment leurs principaux dirigeants, ont-ils réagi ainsi, alors qu'ils avaient su montrer en d'autres circonstances une réelle capacité d'innovation politique ? » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.24-25.)

Au-delà de la remarque très pertinente de Georges Marchais selon laquelle *tous* les partis communistes des années 30-50 étaient staliniens, dans ce sens que la ligne révolutionnaire du PCUS et les consultations entre partis frères au sein du Komintern puis du Kominform influaient positivement sur eux en refoulant les tendances opportunistes les plus flagrantes, nous allons voir dans ses grandes lignes en quoi consistait la « réelle capacité d'innovation politique » de Maurice Thorez. C'est Georges Marchais, membre du Comité Central du PCF depuis 1956, qui nous rappelle les « mérites historiques » de Maurice Thorez dans la lutte contre les « dogmatiques » au sein du PCF qui dit

« se guérir du «gauchisme», cette «maladie infantile du communisme», selon les termes de Lénine. Vers 1929-1930, l'autoritarisme à l'intérieur du parti, l'étroitesse et le sectarisme à l'extérieur prirent le dessus. Maurice Thorez, à qui notre parti doit tant, contribua pour une part décisive à vaincre ce fléau en en appelant en 1931, dans une série d'articles, à l'intervention des communistes. «Les remèdes, écrivait-il, sont avant tout dans la réponse quotidienne aux préoccupations de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, et dans la possibilité pour chacun de nos adhérents de dire franchement son opinion sur la politique du parti dans le cadre régulier de nos organisations.» Des «remèdes» que nous continuons aujourd'hui à appliquer. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 17.)

... pour prolonger l'agonie de la société capitaliste, aurait du avouer Georges Marchais qui essaye de faire passer en contrebande sa marchandise « économiste » en se posant en léniniste !!! Remarquons d'abord que l'accession de Maurice Thorez à la tête du PCF en 1930 marquait, comme le reconnaît à sa manière Georges Marchais (qui on l'a vu amplement n'a aucune sympathie pour le « stalinisme »), non pas un pas vers la bolchévisation du parti, mais un pas vers le triomphe d'une ligne opportuniste au sein du PCF, une ligne spontanéiste misant davantage sur les luttes quotidiennes à « résultats concrets et tangibles » que sur la perspective révolutionnaire.

Sans doute nous dira-t-on que Maurice Thorez a malgré tout eu de grands mérites et qu'il faut faire une analyse « dialectique » de ses mérites et de ses erreurs. Soit ! Mais alors ne faisons pas cette analyse dans l'esprit « *aprioriste* » du mao-thorézisme en mettant dans chaque plateau de la balance « marxiste » d'un côté ses *points positifs*, et de l'autre, ses *erreurs* ! (Car c'est là une conception prudhonienne de la dialectique qui voit d'un côté le bon côté des choses, et de l'autre leur mauvais côté). On nous dira d'abord que le PCF de Maurice Thorez a initié le Front Populaire *pour le pain, pour la paix et pour la liberté* (encore que ce front ait été utilisé de manière opportuniste comme nous le verrons ensuite), ou qu'il a mené une lutte d'avant-garde dans la résistance au fascisme, ou bien encore qu'il a soutenu les indochinois contre l'impérialisme français. Certes, nous trouverons là des points positifs, mais ces points font-ils pour autant du PCF de Maurice Thorez un parti communiste marxiste-léniniste ?⁴³ Répondre par l'affirmative à cette question serait commettre une grave erreur : certes on doit souligner que Georges Marchais et Robert Hue représentent la transformation du PCF en un pur parti bourgeois, mais on ne doit pas oublier que cette dégénérescence était contenue en germe dans la ligne politique de Maurice Thorez. Critiquer Georges Marchais et Robert Hue comme des anti-marxistes fiefs n'autorise nullement à idéaliser le PCF de Maurice Thorez, mais doit au contraire nous pousser à jeter un coup d'œil critique sur une ligne politique opportuniste qui se fit jour parfois même du vivant de Staline. Robert Hue nous invite à cette approche en remarquant à juste titre que

« Les historiens montrent que l'Internationale communiste d'abord, puis le «Kominform» (ou Bureau d'information) créé à sa suite en 1947 ne ménagèrent pas leurs efforts pour «discipliner» le Parti communiste français qui avait la réputation d'être «remuant», «brouillon», «défensif». » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.105.)

Parmi les conceptions « brouillonnes » du PCF de Maurice Thorez nous critiquerons : 1° les conceptions philosophiques et l'attitude du PCF à l'égard de l'intelligentsia ; 2° les conceptions petite-bourgeoises sur l'économie politique ; 3° l'utilisation opportuniste du Front Populaire ; 4° la non assimilation de la doctrine marxiste de l'Etat.

Nous allons donc montrer succinctement en quoi consistaient les grandes lignes de la politique thorézienne et en quoi elles ont grandement facilité la social-démocratisation totale du PCF. Remarquons d'abord que ni le social-démocrate Robert Hue, ni le gorbatchevien Georges Marchais ne tiennent véritablement rigueur à Maurice Thorez de s'être proclamé « stalinien ». En effet, Georges Marchais parlant des « conceptions et pratiques stalinianes » souligne le fait que

« Prétendre que le Parti communiste français les fit siennes sans nuances ne serait pas conforme à la vérité. J'ai déjà indiqué que, depuis toujours, il avait été partie prenante de toutes les luttes pour la liberté. Et il lui est arrivé de résister aux pressions des dirigeants du mouvement communiste. Ce fut le cas à l'automne 1934, lorsqu'il lança le mot d'ordre de «Front populaire», vivement critiqué par l'Internationale, et encore en 1946, lorsque Maurice Thorez exprima publiquement sa conviction que le peuple français saurait emprunter «d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes» — réflexion malheureusement arrêtée par la suite. Je pourrais aussi évoquer les rapports qu'il développa avec les intellectuels à partir d'une politique culturelle originale dont l'affirmation commença dans les années trente. Nous avons ainsi pu prendre appui sur ces traditions, ces réalités qui sont propres à notre parti pour procéder à un profond renouvellement de sa conception du socialisme et de la voie qui y mène, de sa politique, de sa pratique, de son mode de fonctionnement. Cela dit, constater que des éléments préexistants ont facilité cet effort ne saurait conduire à en diminuer l'ampleur. Le changement de tout ce qui fait la vie du Parti communiste français a été considérable. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 27-28.)

Ce qui est le plus important dans ce passage, outre les premiers éclaircissements sur le « socialisme spécifique » de Maurice Thorez, c'est Georges Marchais affirmant que les grandes lignes de la politique thorézienne constituaient les « éléments préexistants » qui ont facilité la « mutation »⁴⁴ du PCF. C'est là un avou précieux qu'il ne nous faudra pas perdre de vue pour comprendre la dérive réformiste du PCF.

1° les conceptions philosophiques et l'attitude à l'égard de l'intelligentsia

« Le Parti communiste est le continuateur de la France, l'héritier légitime de ses meilleures traditions, l'authentique représentant de sa culture, un parti dans la lignée des esprits puissants qui, de Rabelais à Diderot et à Romain Rolland, ont lutté pour l'émancipation de l'homme. Ainsi, se réclamant du passé dont il a assimilé les conquêtes, le Parti communiste entraîne le pays vers des destinées plus hautes. » (Maurice Thorez, *Fils du peuple*, p.253).⁴⁵

Maurice Thorez parle également des communistes français comme les héritiers des encyclopédistes et du « matérialisme philosophique » d'Helvétius, de Diderot et d'Holbach, en passant sous silence le fait que leur conception du matérialisme philosophique, mécaniste en fait, était loin d'être achevée. Nous ne nous attarderons pas sur cet aspect que nous avons déjà explicité au paragraphe I – A et qui amène logiquement chez Maurice Thorez à la conclusion suivante :

« Nous aimons notre France, terre classique des révolutions, foyer de l'humanisme et des libertés. » (Maurice Thorez, *Fils du peuple*, p.87.)

Ce qui ouvre sans conteste la voie à l'humanisme abstrait dont nous avons parlé au paragraphe précédent. C'est dans ce cadre que s'inscrivent Georges Marchais et Robert Hue qui n'hésitent pas à pousser cet humanisme bourgeois jusqu'à sa conclusion logique, la *conciliation* de classes au sein d'une république démocratique bourgeoise idéalisée.

L'ensemble de ces conceptions philosophiques, héritées des encyclopédistes, a naturellement pesé sur l'attitude du PCF à l'égard de l'intelligentsia. Lénine et Staline avaient clairement mis en garde sur les dangers d'une politique libérale à l'égard des intellectuels en tant que facteur d'instabilité et de décomposition

du Parti.⁴⁶ L'attitude du PCF face aux intellectuels communistes équivalait en fait à leur créer un statut particulier, ce qui amenait par une voie détournée à exacerber leur esprit d'indiscipline et à conférer à leur organisation au sein du Parti un caractère purement formel. Les larges vagues de désertion d'intellectuels communistes connues par le PCF sont à ce sujet révélatrices. La bourgeoisie et les révisionnistes, qui ne manquent pas de louer cet aspect de la politique « originale » du PCF des années Thorez à l'égard des intellectuels, ont bien compris l'intérêt de ce type de politique à l'égard de l'intelligentsia.

« Nul n'osera nier que ce qui caractérise, d'une façon générale, *les intellectuels en tant que couche particulière* dans les sociétés capitalistes contemporaines, c'est justement *l'individualisme* et l'inaptitude à la discipline et à l'organisation (...). C'est ce qui entre autres distingue désavantageusement cette couche sociale d'avec le prolétariat ; c'est aussi ce qui explique la mollesse et l'instabilité des intellectuels, dont le prolétariat a si souvent à se ressentir. » (Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p.154.)

Georges Marchais et Robert Hue, ont donc pris appui sur ces traditions léguées par le PCF de Maurice Thorez lequel, bien que reconnaissant le fait que les intellectuels communistes doivent se mettre au service du prolétariat, leur accordait en fait une large autonomie vis-à-vis des statuts du parti. Ceci ne doit pas faire le fait que les successeurs de Maurice Thorez sont allés beaucoup plus loin : c'est ainsi que la direction du PCF reconnut la totale « liberté de création » en 1966 à Argenteuil, ou que Robert Hue s'empessa de réclamer, à travers l'abandon de la notion d'alliance du prolétariat avec les intellectuels communistes (qui impliquait selon lui un rapport de dépendance inadmissible), une totale autonomie des intellectuels vis-à-vis du prolétariat, c'est-à-dire *en fait* la liberté totale pour l'idéologie bourgeoise de pénétrer et d'étendre son influence au sein du parti.

2° la non assimilation de la doctrine marxiste de l'Etat

« La marque propre du Parti communiste français, c'est l'attachement aux libertés de la République et à la démocratie. Il y a une pensée communiste française marquée par une réflexion sur les liens entre démocratie et nation, démocratie et union du peuple travailleur. Et l'originalité communiste française, c'est aussi le choix de l'union lors de la préparation du Front populaire. C'est dans la foulée des combats et des valeurs de la Résistance, la déclaration de Maurice Thorez au *Times* [en 1946] : «Les progrès de la démocratie à travers le monde permettent d'envisager pour la marche du socialisme d'autres chemins que ceux suivis par les communistes russes [...] Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès, de justice sociale.» » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.110-111.)

Et ces affirmations de Maurice Thorez ne sont pas un accident. Cela se ressent également quand Maurice Thorez s'appuie sur Engels et Lénine pour dire que la République est « la meilleure forme de gouvernement pour le prolétariat, sous le capitalisme » (Maurice Thorez, *Fils du peuple*, p.86.). Certes, c'est ce que disaient Engels et Lénine, en ce sens que la république parlementaire bourgeoise offre au prolétariat les meilleures conditions de lutte possibles sous le règne du capital. Mais est-ce une raison pour idéaliser la démocratie bourgeoise ? Pour Lénine, il n'était nullement question d'idéaliser la république bourgeoise qui restait *malgré tout* une dictature de la bourgeoisie.

Face à la crise économique qui exacerbe les contradictions du capital et qui pousse la bourgeoisie à passer aux méthodes fascistes (c'est-à-dire à la dictature terroriste de la bourgeoisie monopoliste) en réduisant à néant les droits des travailleurs, les communistes ne doivent nullement avancer le mot d'ordre qu'avançait Maurice Thorez, en détachant la lutte contre le fascisme de la lutte pour le socialisme :

« Le problème n'est pas de choisir entre le communisme et le fascisme, mais entre le fascisme et la démocratie. » (Maurice Thorez, *Fils du peuple*, p.87.)

C'est la ni plus ni moins que le rêve (kautskiste) de retour vers une démocratie bourgeoise « pacifique » ! (Dans les conditions de l'impérialisme, qui comme le soulignait Lénine est caractérisé par les tendances à la réaction, quelles que soit la forme du gouvernement). Or l'histoire a prouvé que devant la crise économique et la montée du fascisme, le prolétariat est confronté à deux choix : ou bien se mettre à la remorque de la social-démocratie « de gauche » et de ses chefs corrompus qui, en dernier ressort, opteront *toujours* pour le fascisme (et ainsi s'exposer au danger fasciste), ou bien démasquer la collusion de ces chefs corrompus avec le fascisme afin de détacher autant que possible les masses placées sous leur influence (avec la perspective de passer au socialisme). Ce serait là la seule ligne juste, mais cette ligne s'oppose à la conception thorézienne d'ascension au socialisme. Ce « socialisme », accessible à travers la « démocratie » en tant que « création continue » est, est-il besoin de le souligner, fondamentalement incompatible avec le saut qualitatif révolutionnaire, et ne peut évidemment être synonyme ni de destruction de la machine d'Etat bourgeoise ni de dictature du prolétariat ! En effet,

« pour Maurice Thorez en 1947, il ne s'agit pas seulement de dire que «le chemin est nécessairement différent pour chaque pays» — ce qui déjà nous éloigne du «modèle», mais d'affirmer haut et fort que, pour lui, en France, ce chemin ne peut être que la démocratie. » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.124-125.)

Il nous faut affirmer que Robert Hue est indéniablement doué d'un flair « révisionniste » extrêmement aiguisé, lorsqu'il oppose aux « analyses péremptoires » du « modèle soviétique » le chemin thorézien « spécifique » vers le « socialisme ».

« Imagine-t-on après cela le trouble, le déchirement, que pourront provoquer des analyses péremptoires, tranchées au couteau, sur les «libertés bourgeoises», la «démocratie bourgeoise», directement tirées du modèle soviétique ? » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.111.)

On comprend dès lors comment les social-démocrates « purs » n'hésitent pas à s'appuyer les conceptions révisionnistes de Maurice Thorez pour embrouiller un peu plus encore les principales questions du marxisme et tenter de justifier leur trahison complète du marxisme :

« J'ai montré que nous avions totalement extirpé de nos têtes la conception d'une société socialiste qui succéderait en bloc à la société capitaliste, d'une révolution qui se ferait un « grand soir ». (...) Progresser toujours plus dans le sens de la justice, de la liberté, de la paix, oui, c'est ce qui nous semble devoir être la transformation socialiste chez nous, le socialisme à la française. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.209-210.)

Si l'on met ces revendications en parallèle avec celles du PCF du temps de Maurice Thorez, on remarquera aisément qu'il n'y a pas de rupture. Une question légitime se pose dès lors : quelle est donc la force qui a permis de contenir une déviation latente pendant les années 1930-1940, sinon la ligne révolutionnaire du PCUS (b), du Komintern puis du Kominform ? Faisant référence à l'influence du Kominform sur le PCF, Robert Hue nous rapporte qu'il y eut alors « comme une «ossification» de la pensée du Parti » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.126.)

« L'Élan avait été donné dans les années du Front populaire à une recherche originale sur la démocratie «création continue», elle avait été relancée en 1947, puis une sorte de chape de plomb se mit à peser sur tout cela. Que mes camarades qui vécurent cette époque ne s'y méparent pas : nous savons, nous communistes des générations suivantes, qu'ils n'ont pas alors cessé de réfléchir ; nous voyons bien, en lisant les textes — quelquefois «entre les lignes» comme on dit —, en prenant connaissance de ce qui se disait dans telle ou telle réunion (...). Mais le fait est là : la pensée communiste française, marquée par l'importance prioritaire accordée à la démocratie, est alors mise en sommeil, voire refoulée. Sans doute est-ce là un des traits principaux de ce Parti des années cinquante, se proclamant lui-même «stalinien», que je viens d'évoquer. Et plus que du seul «modèle», c'est, me semble-t-il, de cela que nous avons tardé à nous dégager. » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.125-126.)

Ce dont le PCF a ainsi mis du temps à se dégager, ce n'est pas tant du stalinisme lui-même, mais plutôt de sa fascination pour le grand frère soviétique. Alors que les titistes, les togliattiistes et les autres espèces de révisionnisme « spécifique » précoces n'avaient pas hésité à fanfaronner leur voie spécifique au

socialisme après le rapport Khrouchtchev, les dirigeants du PCF, eux, avaient quelque peu hésité à s'engager totalement sur la voie du socialisme spécifique et de la « [social-] démocratisation ». Malgré ce « retard », Georges Marchais parlant des « progrès démocratiques » dans la lutte pour affranchir complètement le PCF du stalinisme reconnaissait que, même s'il y en avait beaucoup à faire,

« même à l'époque de Staline, on n'a pas rencontré chez nous l'obsession des complots et la méfiance maladive entre communistes, l'arbitraire le plus total, la coupure complète des dirigeants avec la réalité. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.279.)

S'il est certain que le PCUS (b) a exercé une forte attraction et une influence positive sur le PCF des années 1930-1940, il est non moins vrai que l'attachement du PCF au PCUS était bien plus sentimental que doctrinal, car le PCF a toujours considéré le socialisme soviétique davantage comme un socialisme « spécifique » à la Russie, que comme un modèle de socialisme que l'on pouvait appliquer dans les conditions de la France. Et Maurice Thorez, s'il a clamé avoir été le « premier stalinien de France » n'en a pas moins en fin de compte, et malgré quelques hésitations, suivi le gaillard Khrouchtchev sur le chemin du « socialisme » spécifique, chemin dans lequel prend sa source l'affirmation de Maurice Thorez en 1963 selon lequel « l'existence d'un parti unique « n'est pas une condition du socialisme » et qu'elle ne correspond pas aux réalités de la France. »⁴⁷

Voici ainsi la dictature du prolétariat liquidée !⁴⁸ Voilà où mènent l'idéalisatoin de la démocratie bourgeoise et l'affirmation selon laquelle la « démocratie est une création continue » !

« Les «communistes» italiens et français se firent de grandes illusions sur la démocratie bourgeoise et la voie parlementaire. Ces deux partis participèrent également aux gouvernements bourgeois des lendemains de la Seconde Guerre mondiale. C'était là encore une tactique de la bourgeoisie pour conjurer les grèves et le chaos, redresser l'économie, et surtout pour consolider ses positions non seulement économiques, mais aussi militaires et policières. La participation des communistes aux gouvernements bourgeois ne fut qu'un feu de paille. La bourgeoisie chassa les communistes du pouvoir, les désarma, les rejeta dans l'opposition et fit adopter des lois électorales en vertu desquelles, malgré le grand nombre de voix obtenues par les communistes, le nombre de leurs députés au parlement était réduit au minimum. » (Enver Hoxha, *Les khrouchtchéviens — Souvenirs*, Edition numérique, p.78-79.)

On voit ainsi que la dégénérescence du PCF, qui se laissa très tôt prendre aux hochets du parlementarisme bourgeois, si elle fut assurément amplifiée par l'influence de la thèse khrouchtchévienne du passage au communisme par la voie parlementaire, n'était cependant pas nouvelle et avait déjà des antécédents profonds.

3° les conceptions petite-bourgeoises sur l'économie politique

« Les communistes veulent socialiser les grands moyens de production ; ils n'entendent nullement supprimer la petite propriété agraire, commerciale ou industrielle. Ils estiment que l'organisation de la vie économique, dont les bases seront constituées par la socialisation des grands moyens de production, ne pourra se réaliser que par une collaboration librement consentie des paysans petits et moyens, des petits commerçants et industriels avec la classe ouvrière. » (Maurice Thorez, *Fils du peuple*, p.242.)

Ce qui est en totale opposition avec les thèses de Lénine qui n'hésite pas à affirmer que

« La petite bourgeoisie s'oppose à *toute* intervention, à tout enregistrement ou contrôle effectué par le capitalisme d'Etat ou le socialisme d'Etat. Fait réel, absolument indéniable, dont la méconnaissance constitue la source de toute une série d'erreurs économiques. Le spéculateur, le commerçant accapareur, le saboteur du monopole, tel est notre principal ennemi «intérieur», l'ennemi des mesures économiques du pouvoir des Soviets. » (Lénine, *Sur l'impôt en nature*, Œuvres choisies, Tome II, Edition numérique, p.407.)

Cette seule conception de Maurice Thorez nous montre à quel point le mouvement communiste français a été influencé par les théories prudhonniennes et n'est jamais parvenu à totalement s'en affranchir. C'est de là que provient l'acharnement du PCF à lutter contre les seules « 200 familles » et l'oligarchie financière, thème que l'on retrouve abondamment chez Maurice Thorez et dont nous avions déjà parlé au paragraphe I – B.

Maurice Thorez se fait également de graves illusions concernant la nationalisation d'entreprises monopolistes dans le cadre de l'économie impérialiste. (Nationalisations dont nous avons parlé plus haut) Pour lui,

« Les nationalisations stimuleraient la reprise économique ; elles protégeraient les petits producteurs et les consommateurs. » (Maurice Thorez, *Fils du peuple*, p.200.)

Cette fable des économistes bourgeois, dénoncée par Lénine, serait bien belle *en théorie*, mais *dans la pratique*, qu'en est-il ? Le PCF a exposé son plan de nationalisations durant l'été 1945. La bourgeoisie l'a évidemment accepté, *parce que c'était là son intérêt*. En a-t-il donc résulté une baisse des prix pour le consommateur ou bien la sauvegarde des petites entreprises privées ? Tout au contraire ! La vague de nationalisations des années 1945 et 1947 a au contraire favorisé l'inflation, accéléré la ruine des petits industriels et nécessité la marshallisation de la France afin de créer un important secteur du capitalisme d'Etat ! Quelles sont ces manières de farder l'impérialisme en tentant de faire passer le capitalisme d'Etat pour un capitalisme régulé ?

Selon Maurice Thorez, les nationalisations permettraient aux « principales sources de richesses du pays » de « faire retour à la nation » et d'être « exploitées dans l'intérêt du peuple ». Certes, il se défend de vouloir faire passer cela pour du socialisme, mais il n'en affirme pas moins que les nationalisations sont des « mesures de caractère démocratique » avant d'ajouter que

« La nationalisation des banques, des assurances, des houillères, de l'électricité, de l'industrie sidérurgique, à condition que la classe ouvrière prenne à la direction des affaires une part toujours plus grande, permettrait de rationaliser et de développer la production, de libérer de nouvelles forces de travail. » (Maurice Thorez, *Fils du peuple*, p.201.)

Dès lors que l'on considère les nationalisations bourgeois comme une extension de la « démocratie » et comme une possibilité pour la classe ouvrière de prendre une part active à la direction des affaires, n'ouvre-t-on pas en grand la porte aux conceptions autogestionnaires ?

4° l'utilisation opportuniste du Front Populaire

« Le gouvernement des octobristes et des cadets, des Goutchkov et des Milioukov, *ne peut donner* — si même ils le désiraient sincèrement — ni la *paix*, ni le *pain*, ni la *liberté*. Il ne peut donner la paix, parce que c'est un gouvernement de guerre, un gouvernement qui continue la boucherie impérialiste (...) Il ne peut donner le pain, parce que ce gouvernement est bourgeois. (...) Il ne peut donner la liberté parce que ce gouvernement est celui des grands propriétaires et des grands capitalistes, et *qu'il a peur* du peuple. » (Lénine, *Lettres de loin*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p.405-406.)

C'est pourquoi Lénine affirmait à la suite de cette démonstration (dont nous n'avons donné que les grands axes), que *seul le socialisme* « donnera aux peuples

martyrisés par la guerre, la *paix*, le *pain*, et la *liberté* ». C'est cette vérité élémentaire que Maurice Thorez n'a pas compris et c'est de là dont découlent les déboires du PCF avec le Front Populaire. On pourrait au premier abord considérer le Front Populaire comme une réussite, si l'on a en vue les acquis sociaux qu'il a permis d'obtenir. Il ne s'agit pas là de nier ces acquis, mais de montrer que le PCF a sacrifié la politique révolutionnaire à la politique du Front Populaire et a fait passer au premier plan les seules revendications immédiates, le plus souvent à caractère économique.⁴⁹

Le PCF a souvent mis en avant l'affirmation de Marx selon lequel le prolétariat se ravalerait et ne serait plus qu'une masse informe s'il laissait de côté les revendications sociales et salariales, mais si le PCF met autant cette affirmation en avant, c'est pour mieux tenter de masquer sa déviation vers « l'économisme ». En effet, si Maurice Thorez a soigneusement appris cette thèse de Marx, il semble par contre avoir fait l'impasse sur cette autre thèse de Marx affirmant que le prolétariat ne devait pas laisser absorber toutes ses énergies par ces « escarmouches » avec le Capital et devait lutter pour l'abolition du salariat.

Or la ligne politique du PCF de Maurice Thorez est exclusivement celle d'une lutte en vue de l'augmentation des salaires, afin de « faire payer la crise aux riches », mais il ne lutte aucunement pour l'abolition du salariat ! De même, c'est à travers le Front Populaire que le PCF a entamé son rapprochement avec les chrétiens, non qu'il faille interdire à un croyant de devenir membre du Parti, mais de là à faire du rapprochement des communistes et des chrétiens l'un des mots d'ordre du Parti, il y a un gouffre :

« Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère, et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis. (...) Nous sommes le grand Parti communiste, aux militants dévoués et pauvres, dont les noms n'ont jamais été mêlés à aucun scandale et que la corruption ne peut atteindre. Nous sommes les partisans du plus pur et du plus noble idéal que puissent se proposer les hommes. » (Maurice Thorez, *Fils du peuple*, p. 101.)

Et cela n'était pas là une *tactique temporaire* propre à l'époque du Front Populaire et destinée à faire bloc contre la menace du fascisme, mais une *ligne politique* qui fut poursuivie après la libération :

« Nous devons rassembler les travailleurs, tous les résistants, tous les républicains, croyants ou non. Nous devons défendre l'école laïque, l'école de la République, sans sombrer dans un anticléricalisme vulgaire. Pour nous la défense de la laïcité est inséparable de notre juste politique de la main tendue aux travailleurs catholiques. » (*Cahiers du communisme*, mai 1949, p. 641-642.)

Mais dès lors qu'on affirme ceci, n'a-t-on pas fait sienne sans restriction la conception bourgeoise de la laïcité, n'a-t-on pas capitulé devant l'idéalisme philosophique et n'a-t-on pas ouvert en grand la porte à la pénétration de l'idéologie bourgeoise dans le Parti ? (Faits illustrés sans conteste par les successeurs de Maurice Thorez !)

Que Maurice Thorez ait utilisé le Front Populaire dans le cadre de la lutte pour faire barrage au fascisme, particulièrement après le coup d'Etat fasciste manqué de 1934, cela se conçoit, mais ne fallait-il pas utiliser parallèlement ce Front Populaire comme une tribune pour montrer que le fascisme naissait des entrailles de la démocratie bourgeoise en putréfaction et que la lutte pour le *pain*, la *paix* et la *liberté*, ne pouvait passer que par le *socialisme* ? Peut-on dire également que le Front Populaire, tel qu'il a justement été utilisé par le PCF ait permis de faire barrage au fascisme ? Nullement, de l'aveux même des dirigeants du PCF de l'époque :

« Le défaut capital du Front Populaire, dont nous avions eu l'heureuse initiative et qui a eu des côtés très positifs, c'est qu'il était devenu une simple entente de sommet. Nous avions préconisé l'élection démocratique de Comités dans les usines et les localités. Nous avions préconisé la tenue d'un Congrès national, composé de délégués élus dans les assemblées populaires de base. Le Congrès aurait lui-même élu un Comité national chargé de veiller à l'application du programme du Front Populaire. Des Comités de Front Populaire ont bien été élus en de nombreuses usines et localités ; mais nous ne sommes pas parvenus à vaincre l'opposition irréductible des socialistes et de nos autres partenaires à ces comités élus et à la convocation d'un Congrès souverain. Les socialistes, les radicaux ont vidé peu à peu le Front Populaire de son contenu de lutte pour le pain, la liberté et la paix. En raison de la formule exclusive d'entente par le sommet, nous avions admis dans le Front Populaire la présence d'individus qui ne songeaient qu'à trahir le mouvement à la première occasion, tels Daladier et Paul Faure. Voilà pourquoi le Front Populaire a été impuissant contre la « non-intervention » et contre la « pause » dont Léon Blum et le Parti Socialiste prirent l'initiative. Voilà pourquoi le Front Populaire a été impuissant contre la trahison de Munich perpétrée par Daladier, avec l'approbation des dirigeants socialistes. Voilà pourquoi le Front Populaire s'est peu à peu désagrégé pour s'effondrer complètement à l'approche de la guerre. » (*Cahiers du communisme*, novembre 1947, p. 1118.)

Mais était-ce là étonnant qu'en créant un Front « Populaire » incluant les chefs corrompus de la social-démocratie, on en arrive à le « vider de son contenu » et à le rendre « impuissant » ? Etais-ce là étonnant que le PCF ne soient pas parvenu à « vaincre l'opposition irréductible des socialistes » et à en faire d'honnêtes communistes ? N'est-ce pas là une désillusion des plus pathétiques ? Mais alors comment expliquer l'acharnement du PCF à vouloir perpétuer cette politique d'union avec la social-démocratie après la libération, lors de la reconstruction du pays ?

« Dans ces conditions, la situation de la classe ouvrière deviendra toujours plus pénible ; il en sera de même pour les classes moyennes, les commerçants, les petits industriels, les petits paysans. Les masses populaires seront inévitablement entraînées à lutter pour leurs revendications, en même temps, que pour la liberté, pour la paix et pour l'indépendance nationale. Elles réclameront plus que jamais un gouvernement d'union démocratique, comme l'a prouvé le succès, à Grenoble et à Issy-les-Moulineaux, des listes d'union démocratique, comprenant des socialistes unitaires et des chrétiens progressistes à côté de communistes. » (*Cahiers du communisme*, mai 1949, p. 641.)

Comment expliquer cet acharnement du PCF à vouloir faire bloc à tout prix avec les chefs corrompus de l'aile gauche de la social-démocratie, y compris après la libération, alors que l'histoire avait prouvé que les chefs de cette « aile gauche » préféraient en général les fascistes aux communistes ? C'est Robert Hue qui nous expose les racines historiques de cet acharnement :

« pendant toute une période de notre histoire, la question de l'union entre deux partis, communiste et socialiste, issus d'une « scission », ne pouvait manquer de renvoyer au « rêve » d'une « réunification ». Ce fut le cas à l'époque du Front populaire, où la question de l'« unité d'action » fut inscrite dans la perspective de l'« unité organique », du retour des deux partis de gauche en un seul. Ce fut encore le cas à la Libération : l'« unité d'action » issue du combat libérateur devait devenir le vecteur d'une « unité organique » ultérieure. Fin 1944, un comité d'entente socialo-communiste fut mis sur pied pour étudier « les modalités de la réalisation de l'unité politique de la France laborieuse ». Et en 1945, le Parti communiste proposa « l'union des communistes et des socialistes au sein d'un grand Parti ouvrier français »... » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 316.)

Nous pouvons affirmer qu'aujourd'hui, les dirigeants du PCF ont pu réaliser leur rêve d'unité organique avec la social-démocratie « de gauche » ! La bourgeoisie a donc raison de garder de Maurice Thorez, qui a posé les fondements de la *mutation*, l'image positive de « l'un des plus grands leaders du PCF qui, sans lui, n'aurait sans doute jamais été le grand parti qu'il a été jusque dans les années 1980 » ; de Georges Marchais, l'image d'un « personnage haut en couleur de la vie politique française » et enfin de Robert Hue celle d'un dirigeant « attaché à rénover l'image du PCF ».

III – Conclusion : Le révisionnisme, rempart de la bourgeoisie contre le communisme

« Les révisionnistes de pays capitalistes, entre autres les révisionnistes italiens, français et espagnols, propagent l'idée d'un grand et unique parti démocratique ouvert à tous et à n'importe qui, d'un parti qui marcherait dans la voie de la collaboration de classe ; ils s'inclinent devant la démocratie bourgeoise et, en son nom, ils rejettent la grande doctrine sur la dictature du prolétariat ; ils parlent de « compromis historique » et de « pluralisme politique » ; ils offrent donc à la classe ouvrière comme voie de « salut » non pas la voie de la lutte contre la bourgeoisie, mais la voie des réformes, se faisant ainsi ouvertement les propagandistes de l'idée de la réconciliation et de la collaboration de classes, les défenseurs les plus zélés du réformisme bourgeois, précisément à un moment historique où le réformisme bourgeois a fait faillite dans le monde entier en convertissant les partis ex-communistes de ces pays de partis du « poing levé » en partis de « la main tendue », c'est-à-dire de partis de la révolution en partis du compromis, en instruments du capitalisme. » (*Aspects de l'édification du socialisme en RPS d'Albanie et la crise du capitalisme*, Edition numérique, p.14-15.)⁵⁰

Voici donc le portrait-type de nos révisionnistes, qui ne sont en effet rien de moins que des instruments de duperie des masses au service du capitalisme.⁵¹
C'est pourquoi nous observons que

« La bourgeoisie et sa presse ont accordé et accordent toujours une grande place aux propagateurs de l'anticommunisme depuis Marcuse et Garaudy jusqu'à Djilas et Fischer. Un peu partout on voit fleurir les théories anarchistes prudhoniennes contre la révolution et le communisme, cependant que le trotskisme est devenu à la mode. » (Enver Hoxha, *Rapport présenté au VII^e congrès du PTA le 1^{er} novembre 1976*, CEDAS, Edition numérique, p. 33.)

C'est là une peinture des plus fidèles de la situation politique actuelle. Les révisionnistes du PCF ont en effet aujourd'hui perdu au profit de la phraséologie radicale des trotskistes une très grande partie de l'influence qu'ils avaient au sein des masses qui ont bien senti que le PCF n'était maintenant guère plus « à gauche » que les social-démocrates du Parti Socialiste ! Aujourd'hui, le PCF a même abandonné toute trace de la phraséologie marxiste pour lui substituer une phraséologie idéaliste et l'humanisme au dessus des classes parfaitement illustrée par le slogan « *Dans un monde idéal, l'Humanité n'existerait pas* ». Le PCF a donc perdu la quasi-totalité de son électorat traditionnel. Les ouvriers ont aujourd'hui dans leur immense majorité déserté un parti qui a achevé sa « mutation » et au sein duquel plus rien ne subsiste désormais des idées communistes.⁵²

« D'une façon générale, le réformisme consiste en ceci : les gens se contentent de faire de l'agitation pour des changements qui ne réclament pas la suppression des bases essentielles de la vieille classe dominante, pour des changements *compatibles* avec le *maintien* de ces bases. » (Lénine, *Questions en litige*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 267.)

Et en effet, il nous a amplement été donné de voir que

« Dans leur activité pratique, les révisionnistes s'en tiennent aux revendications quotidiennes. Tous leurs efforts tendent à donner de l'extension à la démocratie bourgeoise, à en perfectionner les institutions et ils sacrifient le but final aux intérêts de ce régime. Cela ressort parfaitement aujourd'hui de toute l'activité des révisionnistes italiens, français et autres, qui se sont transformés en valets de la bourgeoisie, en rempart de son système » (Enver Hoxha, *Rapport présenté au VI^e congrès du PTA le 1^{er} novembre 1971*, Edition numérique, p. 71.)

Dans le contexte actuel, où le révisionnisme soviétique s'est effondré, où la crise de l'impérialisme s'approfondit, où la social-démocratie est complètement discredited et où il n'existe pas de parti communiste marxiste-léniniste d'envergure nationale, le radicalisme qui monte ne pouvait pas ne pas s'exprimer sous la résurgence de courants de contestation « spontanés » : anarchistes, trotskistes et altermondialistes. On observe ainsi que

« les éléments des groupes trotskistes s'efforcent de mettre à profit la dégénérescence bourgeoise du socialisme dans les pays où les révisionnistes sont au pouvoir pour répandre contre le socialisme leurs calomnies, que les révisionnistes eux-mêmes ont encouragées par leurs théories et pratiques anti-marxistes. » (Enver Hoxha, *Ibidem*, p. 73.)

Placés devant cette situation de crise grave, devant laquelle le danger du fascisme se fera toujours plus menaçant, il y a urgence pour les marxiste-léninistes à construire un véritable parti marxiste-léniniste affranchi des multiples influences révisionnistes qui ont traversé le mouvement communiste français et international. C'est en s'appuyant sur le marxisme-léninisme et sur rien d'autre que l'on parviendra à sortir le mouvement communiste du bourbier révisionniste qui le domine depuis un demi siècle. D'aucuns, les révisionnistes et la bourgeoisie, affirment que le marxisme-léninisme aurait vieilli et qu'il ne correspondrait plus aux conditions économiques de notre époque. En fait, il suffit d'étudier l'analyse que fit Lénine de l'impérialisme, pour constater qu'hier comme aujourd'hui cette analyse reste des plus pertinentes et que le capitalisme n'est nullement entré dans une nouvelle phase de développement. Sous l'impérialisme en effet,

« La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus. Le cadre général de la libre concurrence nominalement reconnue subsiste, et le joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus tangible, plus intolérable. » (Lénine, *L'impérialisme, stade supérieur du capitalisme*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 350.)

« L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également : tel est le résultat de ces tendances. De même se renforcent particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions, c'est-à-dire à la violation de l'indépendance nationale ». (Lénine, *Ibidem*, p. 392.)

Il suffit d'étudier même sommairement Lénine pour comprendre que l'impérialisme *reste* le stade supérieur du capitalisme, et que nos « marxistes créateurs » ne sont rien d'autre que des néo-kautskistes qui, effrayés par les tendances à la réactions, idéalisent la démocratie bourgeoise « pacifique ».

Si Georges Marchais estimait encore que la « démocratisation du parti » était un « impératif » pour « rassembler tous les communistes », Robert Hue, lui, en tant que capitaine ayant hérité du navire en flamme, affirme désormais qu' « il y a urgence à promouvoir » « une conception renouvelée de la démocratie » ! C'est là en effet une urgence pour la bourgeoisie, si elle veut contenir le mécontentement grandissant. Mais s'il y a bien une chose que nous ont prouvé Georges Marchais et Robert Hue, c'est qu'il est extrêmement difficile d'élaborer une telle « conception renouvelée » de la démocratie bourgeoise : tout au plus peuvent-ils essayer de présenter sous un jour « nouveau » les fables de Bernstein et Kautsky sur la démocratie « pacifique », en n'hésitant pas à l'occasion à couvrir leur trahison du nom de Lénine ! C'était là une tactique révisionniste éprouvée que de se poser en léninistes, tout en révisant les fondements philosophiques, économiques et politiques du léninisme.⁵³

C'était là la tactique de Khrouchtchev, l'homme du « retour à Lénine », qui présentait la dictature de prolétariat en URSS comme une ère révolue de « violations démocratiques » et de « terreur stalinienne », ou qui affirmait possible la voie parlementaire au socialisme pour les partis communistes des pays capitalistes ! Le triomphe du révisionnisme au sein du PCUS n'a évidemment pas été sans incidence sur le mouvement communiste international, particulièrement dans les pays capitalistes développés où l'opportunisme possède une base économique plus large, ce qui faisait affirmer à Lénine qu'

« Evidemment, sous la domination de la bourgeoisie, il est très « difficile » de vaincre les habitudes bourgeoises dans notre propre parti, c'est-à-dire dans

le parti ouvrier : il est «difficile» de chasser du parti les chefs parlementaires de toujours, irrémédiablement corrompus par les préjugés bourgeois ; il est «difficile» de soumettre à la discipline prolétarienne un nombre strictement nécessaire (même très limité) d'hommes venus de la bourgeoisie ; il est «difficile» de créer dans le parlement bourgeois une fraction communiste parfaitement digne de la classe ouvrière ; il est «difficile» d'obtenir que les parlementaires communistes ne se laissent pas aller aux jeux futilles du parlementarisme bourgeois mais s'emploient à un travail absolument vital de propagande, d'agitation et d'organisation dans les masses. Tout cela est «difficile», c'est certain, c'était difficile en Russie, mais c'est encore incomparablement plus difficile en Europe occidentale et en Amérique, où la bourgeoisie est beaucoup plus forte, plus fortes les traditions démocratiques-bourgeoises, etc. » (Lénine, *La maladie infantile du communisme : « le gauchisme »*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p. 372.)

Staline, détaillant les raisons qui avaient déterminé la victoire assez facile de la révolution socialiste en Russie, soulignait une autre force des bourgeoisies occidentales :

« La Révolution d'Octobre avait en face d'elle cet ennemi relativement faible, mal organisé, peu expérimenté en politique qu'était la bourgeoisie russe. (...) Elle n'avait pas l'expérience des combinaisons et des mystifications politiques d'envergure que possède, par exemple, la bourgeoisie française ; elle n'avait pas non plus été à l'école des compromissions malhonnêtes de grand style, qui est celle, par exemple, de la bourgeoisie anglaise. » (Staline, *Histoire du Parti Communiste Bolchévik de l'URSS*, Edition numérique, p.173.)

On a en effet eu l'occasion de prendre connaissance de quelques-unes de ces « mystifications politiques d'envergure » qui ont pour but de faire passer pour du stalinisme ce qui n'est que le réformisme le plus plat et le révisionnisme le plus éhonté. Dans ces campagnes de mystifications, la bourgeoisie française et ses alliés révisionnistes s'entendent toujours afin de dénigrer le marxisme-léninisme aux yeux des travailleurs. Or l'histoire a prouvé que *seul* le marxisme-léninisme peut assurer au prolétariat l'unité et la cohésion de ses rangs dans les grandes batailles de classes, batailles durant lesquelles la bourgeoisie, elle, sait se présenter unie. En dénigrant le marxisme-léninisme et en le déformant, la bourgeoisie et les révisionnistes visent à ôter au prolétariat la claire conscience de sa position de classe et ainsi à le désorienter. Ainsi,

« Tout le travail de la social-démocratie consiste à faire pénétrer dans l'esprit des ouvriers le doute, le scepticisme à l'égard de leurs propres forces et de leurs possibilités de victoire sur la bourgeoisie. » (Staline, *Rapport politique du C.C. au XIV^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S.*, Les questions du léninisme, Tome I, Edition numérique, p.188.)

Sans anéantir l'influence social-démocrate au sein du prolétariat, il ne saurait être question de penser à renverser le capitalisme :

« *Dans les conditions capitalistes*, la déviation de droite, dans le communisme, est une tendance qui se fait jour parmi des communistes, tendance imprécise, il est vrai, et dont les représentants ne se rendent pas encore bien compte, à abandonner la ligne révolutionnaire du marxisme pour la social-démocratie. Lorsque certains milieux communistes contestent l'utilité du mot d'ordre : «classe contre classe» dans la bataille électorale (France), ou s'affirment contre la présentation par le Parti communiste d'une liste indépendante (Angleterre), ou bien se refusent à envisager à fond la question de la lutte contre la «gauche» de la social-démocratie (Allemagne), etc., cela prouve qu'à l'intérieur des partis communistes il y a des gens qui entendent assimiler le communisme au social-démocratie. La victoire de la déviation de droite dans les partis communistes des pays capitalistes signifierait la débâcle idéologique des partis communistes et un renforcement intense du social-démocratie. Or, que signifie le renforcement intense du social-démocratie ? Cela signifie renforcement et consolidation du capitalisme, la social-démocratie étant le principal rempart du capitalisme au sein de la classe ouvrière. Ainsi, la victoire de la déviation de droite dans les partis communistes des pays capitalistes entraînerait les conditions multiples nécessaires à la conservation du capitalisme. » (Staline, *Le danger de droite dans le P.C. de l'U.R.S.S.*, Les questions du léninisme, Tome II, Edition numérique, p.101.)

Ces remarques faites il y a trois quart de siècle, loin d'avoir vieilli, prennent au contraire aujourd'hui tout leur sens à l'heure de l'effondrement du révisionnisme qui se décompose littéralement sous nos yeux. Le PCF, lui, a achevé sa « mutation » en parti typiquement social-démocrate. Or aujourd'hui,

« nous assistons dans les pays capitalistes, à l'élosion d'un nouvel élan révolutionnaire. De là, la nécessité d'intensifier la lutte contre la social-démocratie et, avant tout, contre son aile «gauche», rempart social du capitalisme. De là la nécessité d'intensifier la lutte contre les éléments de droite, agents de l'influence social-démocrate dans les partis communistes. De là, la nécessité d'accentuer la lutte contre la conciliation envers la déviation de droite, refuge d'opportunisme dans les partis communistes. De là, le mot d'ordre qui proclame la nécessité de débarrasser les partis communistes des traditions social-démocrates. (...) Pour mener avec succès la lutte contre la social-démocratie, il faut aiguiller son attention sur le problème de la lutte contre l'aile dite de «gauche» de la social-démocratie ; contre cette aile «gauche» qui, jouant avec des phrases radicales pour duper habilement les ouvriers, entrave l'abandon par ces derniers de la social-démocratie. Il est évident que sans porter un coup aux social-démocrates de «gauche», il sera impossible de vaincre la social-démocratie. » (Staline, *Discours prononcé au Plénum du Comité central du P.C. de l'Union soviétique, avril 1929*, Les questions du léninisme, Tome II, Edition numérique, p.135-137.)

A la vue de la pertinence de ces remarques de Staline, on comprend à quel point ses enseignements demeurent actuels. Aussi Robert Hue, dont la sensibilité révisionniste lui fait très bien sentir le danger représenté par le marxisme-léninisme, a-t-il parfaitement raison de conclure de la sorte son chapitre intitulé « *Stalinisme : la cicatrice encore brûlante* » :

« Oui, nous nous sommes alors fait à nous-mêmes beaucoup de mal. Quelle blessure ! Et la cicatrice est encore brûlante... » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.116.)

V.G. — 25/03/2005

IV – Notes :

(1) Georges Marchais, *Démocratie*, Messidor – Editions Sociales, Paris, 1990.

(2) Robert Hue, *Communisme : La Mutation*, Stock, Paris, 1995.

(3) Cité par Staline dans *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*.

(4) On remarquera au passage le fait que la dénonciation de l'aspect «absolu» de la dialectique marxiste-léniniste n'est pas propre à Robert Hue. La dénonciation par les tenants de la philosophie idéaliste et agnostique de la «dérive scientiste» de la philosophie marxiste est en effet la cible des attaques de tous les anticomunistes et n'est pas sans nous rappeler un certain Jacques Généreux. Voir le paragraphe II du troisième texte de la page [suivante](#).

(5) Ces conceptions philosophiques, anciennes au PCF, expliquent son attitude libérale-pragmatiste envers la religion dans le sens de l'acceptation de la conception bourgeoise de la laïcité (« L'État socialiste sera laïque et respectera les croyances des uns comme l'incroyance des autres. » Léo Figuières, *Ouvrage cité*, p.223.) et sa politique de main-tendue aux chrétiens. Voir également les notes n° 41 et 42 ainsi que le dossier sur la [laïcité](#) :

« L'agnosticisme dit : J'ignore s'il existe une réalité objective reflétée, représentée par nos sensations, et je déclare impossible de le savoir (...). D'où la négation de la vérité objective par l'agnosticisme et la tolérance petite-bourgeoise, philistine, pusillanime envers la croyance aux loups-garous, aux lutins,

aux saints catholiques et à d'autres choses analogues. » (Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, Edition numérique, p.60.)

(6) Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, Edition numérique, p.44.

(7) Pour plus de détails sur ce point, voir le paragraphe III de la première partie [suvante](#).

(8) L'anti-stalinisme est l'un des credo des intellectuels de « gauche » français qui aiment à marcher sur les pas d'André Gide « déçu par le stalinisme » (*Retour de l'URSS*, 1936). Cette « tradition » s'est perpétuée avec le livre *Albanie, la sentinelle de Staline* de Jean Bertolino, Seuil, 1979.

« Sur des centaines de millions d'hommes règne aujourd'hui le gouvernement des philosophes dont la tradition occidentale a tant rêvé. Mais voilà, les philosophes n'ont pas la tête qu'on croyait. C'est que, pour régner, la philosophie a dû passer par la police, et elle y a perdu un peu de son objectivité et de sa bienveillance. (...) La révolution faite par des travailleurs a triomphé en 17 et ce fut alors vraiment l'aube de la liberté réelle et le plus grand espoir que ce monde ait connu. Mais cette révolution, encerclée, menacée à l'intérieur comme à l'extérieur, s'est armée, s'est munie d'une police. Héritière d'une formule et d'une doctrine qui par malheur lui rendaient la liberté suspecte, la révolution alors s'est peu à peu éssoufflée pendant que la police se renforçait, et le plus grand espoir du monde s'est sclérosé dans la dictature la plus efficace du monde. » (Albert Camus, *Philosophie contemporaine*, Editions France Loisirs, p.719 et 736.)

Georges Marchais et Robert Hue ont repris ces conceptions pourtant autrefois dénoncées :

« Pour ces messieurs, de même que pour Mounier qui, on s'en souvient, avait consacré à ce sujet un numéro spécial de la revue *Esprit*, le marxisme est devenu « une scolastique ». J.-P. Sartre et Rousset tirent d'ailleurs plus franchement leurs conclusions et parlent de la nécessité d'une « révision théorique ». Ils nous montrent ainsi très clairement que les accusations de cet ordre visent purement et simplement à s'affranchir du marxisme. (...) Des gens comme J.-P. Sartre et David Rousset reprennent, dans leur lutte contre le Parti de la classe ouvrière, les calomnies éculées du trotskisme et rejoignent le vaste front antisoviétique, où ils se trouvent en compagnie des chefs droitiers de la social-démocratie et même du R.P.F., qu'ils prétendent combattre. Sur le problème de l'U.R.S.S. et de ce qu'ils appellent le Stalinisme, il n'y a pas de différence entre leur position et celle d'un Blum ou d'un Malraux. » (*Cahiers du communisme*, novembre 1948, p.1304.)

(9) Jean Meslier, dit *le curé Meslier* était mort en 1729 léguant un manuscrit dans lequel il démontrait l'imposture du christianisme et où, un siècle avant Marx, il dénonçait le rôle de la religion comme opium du peuple. Il appelait également celui-ci à se révolter et prônait un communisme utopique où la famille et la propriété privée étaient abolies. — Jean-Paul Marat prit la défense du peuple contre les classes aisées durant la Révolution française de 1789 et en appelait à la violence révolutionnaire du peuple pour qu'il établisse sa dictature suprême sur les classes nanties. — On peut dire que dans le cadre des conditions historiques de leur époque (durant laquelle la bourgeoisie essayait de s'arracher aux chaînes du féodalisme et le prolétariat moderne, lui, n'existe pas encore), Jean Meslier et Jean-Paul Marat ont poussé la critique sociale aussi loin qu'elle était possible.

« Lorsque par une suite de rapines et de brigandages, par l'avarice des uns et la prodigalité des autres, les fonds de terre sont passés en peu de mains, ces rapports changent nécessairement : les richesses, cette voie sourde d'acquérir la puissance, en deviennent une infaillible de servitude ; bientôt la classe des citoyens indépendant s'évanouit, et l'état ne contient plus que des maîtres et des sujets. (...) Un moyen de soumettre le peuple, c'est de le faire vivre dans l'oisiveté, et de ne point contrôler ses goûts. Alors, sans sollicitude pour la liberté, il ne prend plus de part aux affaires publiques, il ne songe qu'à ses besoins et à ses plaisirs. Une fois affectionné à l'argent, faut-il pour s'en procurer renoncer à ses droits ? il présente sa tête au joug, et attend tranquillement son salaire. Si d'ailleurs les princes prennent soin de le fêter, il va même jusqu'à bénir ses tyrans. » (Jean-Paul Marat, *Les chaînes de l'esclavage*)

(10) Notre historien en herbe et Georges Marchais, nous expliquent avec gravité que Staline utilisait « les méthodes, les « traditions » venues pour certaines du fond des âges, qui avaient assuré précédemment la domination des tsars » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.101.)

(11) Et combien de générations de « marxistes » remarquables et pleines de vitalité cette « conception neuve » n'a-t-elle pas formé !!!

(12) Sur les accusations de dogmatisme ainsi que le rapport entre la « liberté de critique » et l'opportunisme, voir également l'annexe n°1.

(13) A ce sujet, Lénine citait le discours « d'une franchise digne d'éloge » d'un opportuniste déclaré avertissant qu'il serait très dangereux pour la bourgeoisie de voir la social-démocratie dériver encore plus à droite :

« Elle (la social-démocratie) doit conserver son caractère de parti ouvrier avec ses idéals socialistes, car le jour même où elle le perdra, surgira un nouveau parti qui reprendra, sous une forme plus radicale, le programme abandonné. » (Lénine, *L'opportunisme et la faillite de la II^e Internationale*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p.339.)

Dans un rapport sénatorial, le sénateur UMP Louis de Broissia, s'inquiétant de la situation financière difficile de *l'Humanité*, affirmait que sa « *disparition porterait un rude coup au pluralisme de la presse française* ». L'Etat impérialiste français, a versé 9,7 millions d'euros à *l'Humanité* de 1999 à 2002 au titre de « l'aide au maintien du pluralisme de la presse ». Le groupe « Société Humanité Investissements Pluralisme » (Hachette – TF1 – Caisse d'Epargne) possède actuellement 20 % du capital de *l'Humanité*. C'est dire comment la grande bourgeoisie française tient à sauver de la faillite le quotidien de ce pompier de la révolution qu'est le PCF.

(14) Cité par Staline dans *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*.

(15) La forme retarde d'autant plus sur le contenu tout au long de la période de transition de la société capitaliste à la société communiste, que la société socialiste doit faire face à l'encerclement capitaliste-révisionniste qui tend par ses menées subversives à retarder l'évolution des consciences et donc l'évolution de la superstructure juridique et politique, alors même que les rapports de propriété bourgeois ont été liquidés.

(16) Sur les conceptions prudhonniennes et titistes de Georges Marchais, voir le paragraphe « Les successeurs de Proudhon en France » de l'ouvrage d'Enver Hoxha *L'eurocommunisme c'est de l'anticommunisme* (Cf. Œuvres choisies, Tome V, Edition numérique, p.411-418.).

(17) Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, Edition numérique, p.7-10.

(18) Cela est vrai aussi longtemps que les fonctionnaires assignés à la gestion de la production et à l'appareil d'Etat restent révocables et ne s'octroient pas des priviléges (Lénine, *L'Etat et la révolution*), car alors, dès ce moment une partie du produit du travail social est détournée et le travail redevient du travail salarié.

(19) « L'«union personnelle» des banques et de l'industrie est complétée par l'«union personnelle» des unes et des autres avec le gouvernement. » (Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Œuvres choisies, Tome I, Edition numérique, p.358.)

(20) « Lorsque, en 1931, commença la série des faillites des grandes banques, des trusts et des konzerns le capital monopoliste se mit à utiliser de façon intensive le trésor de l'Etat pour sauver les entreprises en faillite et pour prévenir de nouvelles banqueroutes. L'Etat accorde à ces entreprises d'énormes subventions sous la forme d'achat d'une partie de leurs actions, et il se procure les moyens de le faire par l'augmentation des impôts, par la réduction des secours aux chômeurs et aux invalides, par la compression des dépenses pour l'instruction publique, etc... Ce pillage des masses travailleuses au profit de l'oligarchie financière est présenté par les chefs social-démocrates comme une intervention de l'Etat (qui, selon la théorie social-démocrate, n'est pas un Etat de classe, mais un Etat « au-dessus des classes », l'Etat « de tout le peuple ») dans les affaires des capitalistes ; en achetant une partie des actions, l'Etat, paraît-il, devient un des associés des entreprises sauvées et obtient le contrôle de ces entreprises qui cessent d'être capitalistes et deviennent prétendument des organismes de capitalisme d'Etat ne se distinguant en rien des organismes socialistes. Mais même si ces entreprises passaient entièrement entre les mains de l'Etat, même si elles devenaient vraiment des organismes de capitalisme d'Etat, elles ne seraient pas socialistes parce que, dans la société bourgeoise, l'Etat n'est que l'organe exécutif de la classe des capitalistes. » (Louis Ségal, *Principes d'économie politique*, Edition numérique, p.160.)

(21) En 1905, quand Lénine écrivait ces lignes, le terme « social-démocrate » n'avait alors pas encore la signification péjorative qu'il a aujourd'hui : ce n'est qu'au moment de la trahison des chefs de la II^e Internationale lors de la 1^{ère} Guerre Mondiale qu'il sera remplacé par le terme « marxiste ».

(22) Voir [ici](#).

(23) « La révolution ne doit pas aboutir à ce que la classe nouvelle commande et gouverne à l'aide de la *vieille* machine d'Etat, mais à ceci, qu'après l'avoir *brisée*, elle commande et gouverne à l'aide d'une machine *nouvelle* : c'est cette idée *fondamentale* du marxisme que Kautsky escamote ou qu'il n'a absolument pas comprise. » (Lénine, *L'Etat et la révolution*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p.128.)

(24) Les thèses des anarchistes sur l'Etat (qui influencent sous une forme ou une autre tous les démocrates petits-bourgeois et les trotskistes) nient la nécessité de la dictature du prolétariat : ils hurlent à l'autoritarisme et à la violation de la légalité révolutionnaire quand la dictature du prolétariat se trouve instituée, faisant en cela écho aux classes exploiteuses renversées, elles aussi mécontentes... On comprend alors aisément quels éléments servent les slogans relatifs à la « démocratisation » des sociétés socialistes.

(25) Lénine disait de la « participation socialiste » aux gouvernements bourgeois qu'elle « consiste à former un ministère dit de « coalition », c'est-à-dire réunissant les représentants de la bourgeoisie et les transfuges du socialisme. Dans les pays où la liberté et la démocratie existent depuis plus longtemps qu'ailleurs, à côté du mouvement ouvrier révolutionnaire, en Angleterre et en France, les capitalistes ont maintes fois usé de ce procédé avec grand succès. Les chefs « socialistes » entrés dans un ministère bourgeois ne manquaient pas de se révéler des hommes de paille, des marionnettes, qui servaient de paravent aux capitalistes, d'instrument de mystification des ouvriers. » (Lénine, *Les enseignements de la révolution*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p.43.)

(26) On rappellera également la généralisation brillante que Staline fit de la signification historique du fascisme :

« Il faut regarder la victoire du fascisme en Allemagne, non seulement comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et le résultat des trahisons perpétrées contre celle-ci par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme. Il faut la considérer également comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que cette dernière n'est plus en état d'exercer son pouvoir au moyen des anciennes méthodes de parlementarisme et de démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir, dans sa politique intérieure, aux méthodes de domination par la terreur, comme un signe prouvant qu'elle n'a plus, la force de trouver une issue à la situation actuelle sur la base d'une politique extérieure de paix, ce qui l'oblige à recourir à la politique de guerre. » (Staline cité par L. Ségal dans *Principes d'économie politique*, Edition numérique, p.172.)

(27) On remarquera [ici](#) que la teneur euro-constructiviste de ces revendications est une constante au sein du PCF.

(28) « Le stalinisme est d'abord, bien sûr, un drame humain : les millions de victimes, l'horreur des camps, la monstruosité des procès, un régime criminel. Avec les archives qui s'ouvrent à Moscou, les historiens ajoutent sans cesse la cruauté des révélations à la poursuite de leurs analyses. » ; « Le Parti communiste français a clairement, nettement et fermement condamné le stalinisme et toutes les pratiques attachées à ce mot. J'ai rappelé en quelques termes Georges Marchais l'avait fait en 1975. À peu près à la même époque, un historien comme Jean Ellenstein s'est efforcé d'étudier ce qu'il appelait alors « le phénomène stalinien ». » (Robert Hue, *Ouvrage cité*, p.97 et 121.)

(29) Selon Georges Marchais, les années stalinianes, si « elles ont permis l'industrialisation de l'URSS en un temps record, un rattrapage indéniable des pays capitalistes, la victoire sur le nazisme, l'expansion du camp socialiste », n'en furent pas moins des années « de grandes avancées et de terribles régressions. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.103-104.) On aura amplement l'occasion de voir comment Georges Marchais liquide en un tour de main les « grandes avancées » pour ne parler que des « terribles régressions ». Même chose pour Robert Hue qui reconnaît que l'URSS sous Staline s'est industrialisée.

(30) Léo Figuères, *Le trotskisme cet antiléninisme*, Editions Sociales – Notre Temps, Paris, 1969.

(31) Et ce n'est pas la seule chose que Georges Marchais ainsi que Robert Hue ont empruntée à l'arsenal trotskiste. Georges Marchais, dont on connaît l'attachement sans borne à la liberté de critique, lorsqu'il traite de la « déviation stalinienne » affirme ainsi que :

« Le schéma qui rendait possible cette déviation était, sommairement, le suivant : le Parti communiste étant l'avant-garde, sa direction était l'avant-garde de l'avant-garde. Par voie de conséquence, le fait d'être un véritable révolutionnaire se reconnaissait à l'accord a priori avec ce que décidait cette direction. La moindre critique ou idée personnelle était considérée comme un indice de « faiblesse politique » ; et si quelqu'un combattait de front une opinion ou une décision émanant d'*«en haut»* — pas seulement du Comité central, mais aussi de sa direction fédérale ou de section —, c'est qu'il épousait, sans même en être conscient, les conceptions de l'adversaire. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.279-280.)

Sur ces convergences philosophique et politiques « troublantes », voyez le paragraphe « Trotski : petit bréviaire et prophéties » (on se souviendra également que Robert Hue parlait du stalinisme comme d'une « dictature sur le prolétariat ») de la page [suivante](#).

(32) Enver Hoxha, *Réflexions sur la Chine*, Tome II, Edition numérique, p.145.

(33) Cette liquidation s'accompagne également de la liquidation de tout ce qui rappelle le socialisme, et donc également des vestiges de la superstructure juridique et politique du socialisme qui n'avaient pas encore été liquidées par les révisionnistes khrouchtchéviens. De même que l'évolution de la conscience des hommes retarde sur leurs conditions matérielles, de même l'évolution de la superstructure juridique et politique retarde sur les rapports de production. Dans le cas de la restauration du capitalisme, des acquis sociaux du socialisme demeurent longtemps après la liquidation des rapports de production socialistes. Appeler cela du socialisme équivaudrait à dire de la France que sa législation sociale en fait un pays socialiste !

(34) Enver Hoxha, *Réflexions sur la Chine*, Tome II, Edition numérique, p.28.

(35) C'est ainsi qu'elles sont appelées par la bourgeoisie et ses alliés révisionnistes.

(36) Syndicat prétendument ouvrier, Solidarnosc était en fait mouvement réactionnaire ayant à sa tête Lech Walesa et derrière lui l'Eglise catholique polonaise et le Vatican. Il visait à faire sortir la Pologne du Pacte de Varsovie pour la rapprocher de l'Occident.

(37) Le soutien à Solidarnosc et à Gorbatchev est encore un point de convergence essentiel avec les trotskistes : Ernest Mandel, le chef de la « IV^{ème} Internationale » trotskiste affirmait que « ce que nous vivons en RDA et en Tchécoslovaquie est une véritable révolution, avec une ampleur et une profondeur sans précédent depuis la révolution russe de 1917. » (Rood, 26 décembre 1989, p. 5). Voir également Ludo Martens, *Le trotskisme au service de la CIA contre les pays socialistes*. (Cf. Lien note n°31.)

(38) *L'Humanité*, 10 octobre 1992.

(39) *De Dialog*, Prague, octobre 1999.

(40) Nous avons justement vu au paragraphe I – A comment Georges Marchais et Robert Hue « enrichissaient » l'héritage philosophique des théoriciens du communisme scientifique, à l'aide de l'héritage des penseurs éclairés de la bourgeoisie nationale. On voit nettement ici qu'il ne s'agit pas d'un « enrichissement » mais d'une substitution.

(41) Georges Marchais détaille ainsi ce qu'il entend par le « rapprochement des communistes et des chrétiens » :

« Les conséquences économiques et sociales de la crise entraînent ensemble travailleurs chrétiens et athées dans les luttes quotidiennes. Parallèlement, ce qu'il y a d'aspiration à la justice, de souci de solidarité et d'exigence de dignité humaine dans la foi d'innombrables chrétiens prend un aspect plus concret, plus engagé dans le contexte social. Comment ceux-là ne se retrouveraient-ils pas aux côtés des travailleurs, des démunis, des exploités ? Leur réflexion, leur recherche sur ce qu'ils estiment devoir être la présence du christianisme dans la société les conduisent de plus en plus souvent à donner à leur foi une expression ou un prolongement politique qui les fait participer à l'action pour un changement démocratique, pour une société socialiste. Un nombre désormais significatif de ces hommes et de ces femmes, sans rien abandonner de leur croyance, non plus que de leur pratique religieuse, fait même le choix de militer dans notre Parti. (...) Sans doute, certains de ses représentants lancent-ils encore parfois l'anathème aux marxistes, aux communistes. Nous n'en poursuivons pas moins nos efforts pour favoriser toutes les formes de rapprochement, depuis la simple rencontre jusqu'à l'action unie, entre les communistes et les chrétiens. » (Georges Marchais, *Rapport présenté au 22^{ème} Congrès du PCF*, Cahiers du communisme, Février-mars 1976, p.54-55.)

(42) Au sujet du communisme à teinte sentimentale et chrétienne, on rappellera les charges de Marx et Engels contre Hermann Kriege. Ces charges, on peut en résumer la substance ainsi :

« La foi, et plus précisément la foi dans «l'esprit-saint de la communauté» est bien la dernière chose qui soit exigée pour la réalisation du communisme. » (Karl Marx, *Circulaire contre Hermann Kriege*, Edition numérique, p.5.)

Car ce que nous donnent Georges Marchais et Robert Hue n'est au fond que cette « image lâche et hypocrite d'un communisme, qui ne serait pas la « destruction » mais l'« accomplissement » des mauvaises conditions sociales existantes et des illusions que les bourgeois entretiennent à leur égard », image qui « compromet au plus haut degré le parti communiste » et ne peut « que démoraliser au dernier point les travailleurs, si d'aventure ils [la] font leur ». (Karl Marx, *Ibidem*.)

(43) Nous rappellerons que même Tito avait travaillé honnêtement au sein du Komintern dans les années 30 et qu'il avait eu de grands mérites dans la lutte contre le fascisme. Ce n'est que lorsqu'il a été confronté à une âpre lutte de classe après la libération, au moment où il lui fallut choisir entre la voie socialiste et la voie capitaliste, qu'il capitula devant les forces de la réaction intérieure et passa ouvertement dans le camp de l'impérialisme.

(44) Le terme « mutation », désignant la social-démocratisation totale du PCF, n'est pas une « invention » de Robert Hue, puisque Georges Marchais l'employait déjà pour définir ce phénomène :

« On peut parler à ce propos d'une véritable mutation. J'y ai fait allusion dans le premier chapitre de ce livre, lorsque j'ai expliqué en quoi et comment le Parti communiste s'était totalement affranchi du stalinisme. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.279.)

(45) Maurice Thorez, *Fils du peuple*, Editions Sociales, Paris, 1949.

(46) Voir Staline, *Histoire du Parti Communiste Bolchévik de l'URSS*, Chapitre II – paragraphes n° 2 et 4. (On retrouve également le pendant de la politique « thorézienne » à l'égard des intellectuels chez Mao.)

(47) Georges Marchais prend évidemment appui sur cette thèse révisionniste avancée par Maurice Thorez afin de justifier le pluralisme des partis sous le socialisme :

« C'est en 1963, il y a vingt-sept ans, que Maurice Thorez déclarait que l'existence d'un parti unique «n'est pas une condition du socialisme» et qu'elle ne correspond pas aux réalités de la France. » (Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p.33.)

(48) C'est là encore une « spécificité » commune avec le révisionnisme de Mao que le fait de prétendre avancer sur la voie du « socialisme » et même soi-disant « sous la dictature du prolétariat », tout en consacrant le pluripartisme !

(49) Les revendications à caractère politique du PCF se cantonnaient en effet tantôt à lutte contre la menace du danger fasciste (du temps du Front Populaire), tantôt à la lutte pour la paix (après la Seconde guerre Mondiale). Le PCF dénonçait bien des clans de la grande bourgeoisie française, mais pas la bourgeoisie française dans son ensemble, c'est pourquoi il ne remettait pas fondamentalement en cause la démocratie représentative bourgeoise dans son ensemble et n'en parlait pas comme d'un « paradis pour les riches » et un « piège pour les exploités » (Lénine). Si le PCF de Maurice Thorez a pendant un temps parlé de « dictature du prolétariat », ce ne fut que pour ne pas fâcher le grand frère soviétique. (Voir le paragraphe II – D – 2.)

(50) Aujourd'hui, nous pourrions également reprendre à la lettre les remarques de Staline à l'égard des « économistes » :

« En dressant le bilan de toutes ces erreurs des «économistes» Lénine en arrive à conclure qu'ils veulent avoir, non pas un parti de révolution sociale pour libérer la classe ouvrière du capitalisme, mais un parti de «réformes sociales» impliquant le maintien de la domination du capitalisme ; et que les «économistes» sont, par conséquent, des réformistes qui trahissent les intérêts vitaux du prolétariat. (...) Lénine a montré enfin que l'«économisme» n'est pas un phénomène accidentel en Russie ; que les «économistes» servaient de véhicule à l'influence bourgeoise sur la classe ouvrière ; qu'ils avaient des alliés dans les partis social-démocrates de l'Europe occidentale, en la personne des révisionnistes, partisans de l'opportuniste Bernstein. Dans la social-démocratie d'Occident, un courant opportuniste s'affirmait de plus en plus ; il se manifestait sous le drapeau de la «liberté de critique» par rapport à Marx, et exigeait la «révision» de la doctrine de Marx (d'où le nom de «révisionnisme») ; il exigeait que l'on renonçât à la révolution, au socialisme, à la dictature du prolétariat. » (Staline, *Histoire du Parti Communiste Bolchévik de l'URSS*, Edition numérique, p.33.)

(51) Voir la note n°13.

(52) Voir l'annexe n°5.

(53) « Il arrive aujourd'hui à la doctrine de Marx ce qui est arrivé plus d'une fois dans l'histoire aux doctrines des penseurs révolutionnaires et des chefs des classes opprimées en lutte pour leur affranchissement. Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes ; inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur *nom* d'une certaine auréole afin de «consoler» les classes opprimées ; et de les mystifier ; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son *contenu*, on l'avilit et on en émousse le tranchant révolutionnaire. C'est sur cette façon d'«accommoder» le marxisme que se rejoignent aujourd'hui la bourgeoisie et les opportunistes du mouvement ouvrier. On oublie, on refoule, on altère le côté révolutionnaire de la doctrine, son âme révolutionnaire. On met au premier plan, on exalte ce qui est ou paraît être acceptable pour la bourgeoisie. » (Lénine, *L'Etat et la révolution*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p. 82.)

V – Annexes :

Annexe n°1

« « Le dogmatisme, le doctrinariisme », « l'ossification du parti, châtiment inévitable de la compression forcée de la pensée », tels sont les ennemis contre lesquels entrent en lice les champions de la « liberté de critique » du *Rabotchéié Diélo*. Nous sommes très heureux que cette question soit mise à l'ordre du jour ; seulement nous proposerions de la compléter par cette autre question : — Mais qui sont les juges ?

Nous avons devant nous deux prospectus d'éditions littéraires. Le premier : le « Programme du *Rabotchéié Diélo* organe périodique de l'*Union des social-démocrates russes* » (tirage du n° 1 du *Rab. Diélo*). Le second : l'annonce de la reprise des éditions du groupe *Libération du Travail*. Tous deux sont datés de 1899, époque à laquelle la « crise du marxisme » était depuis longtemps déjà à l'ordre du jour. Pourtant, dans le premier ouvrage, on chercherait en vain des indications sur cette question et un exposé précis de la position que compte prendre le nouvel organe à cet égard. Du travail théorique et de ses tâches essentielles à l'heure présente, ce programme non plus que ses compléments adoptés par le III^e congrès de l'*Union* (en 1901) ne disent pas un mot (*Deux congrès*, pp. 15-18). Durant tout ce temps, la rédaction du *Rabotchéié Diélo* a laissé de côté les questions théoriques, quoiqu'elles émussent les social-démocrates du monde entier.

L'autre prospectus, au contraire, signale tout d'abord un relâchement de l'intérêt pour la théorie au cours de ces dernières années ; il réclame instamment « une attention vigilante pour le côté théorique du mouvement révolutionnaire du prolétariat » et exhorte à la « critique implacable des tendances anti-révolutionnaires, bernsteiniennes et autres », dans notre mouvement. Les numéros parus de la *Zaria* montrent comment ce programme a été exécuté.

Ainsi donc, l'on voit que les grandes phrases contre l'ossification de la pensée, etc., dissimulent l'insouciance et l'impuissance à faire progresser la pensée théorique. L'exemple des social-démocrates russes illustre d'une façon particulièrement frappante ce phénomène commun à l'Europe (et signalé depuis longtemps par les marxistes allemands) que la fameuse liberté de critique ne signifie pas le remplacement d'une théorie par une autre, mais la liberté à l'égard de tout système cohérent et réfléchi ; elle signifie éclectisme et absence de principes. Ceux qui connaissent tant soit peu la situation de fait de notre mouvement ne peuvent pas ne pas voir que la large diffusion du marxisme a été accompagnée d'un certain abaissement du niveau théorique. Bien des gens, dont la préparation théorique était infime ou nulle ont adhéré au mouvement pour ses succès pratiques et sa portée pratique. On peut juger du manque de tact que montre le *Rabotchéié Diélo* lorsqu'il sort d'un air triomphant cette définition de Marx : « Tout pas réel du mouvement pratique importe plus qu'une douzaine de programmes. » Répéter ces mots en cette époque de débandade théorique équivaut à clamer à la vue d'un cortège funèbre : « Je vous souhaite d'en avoir toujours à porter ». D'ailleurs, ces mots sont empruntés à la lettre sur le programme de Gotha, dans laquelle Marx condamne catégoriquement

l'éclectisme dans l'énoncé des principes. Si vraiment il est nécessaire de s'unir, écrivait Marx aux chefs du parti, passez des accords en vue d'atteindre les buts pratiques du mouvement, mais n'allez pas jusqu'à faire commerce des principes, ne faites pas de « concessions » théoriques. Telle était la pensée de Marx, et voilà qu'il se trouve parmi nous des gens qui, en son nom, essayent de diminuer l'importance de la théorie !

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. On ne saurait trop insister sur cette vérité à une époque où l'engouement pour les formes les plus étroites de l'action pratique va de pair avec la propagande à la mode, de l'opportunisme. Pour la social-démocratie russe en particulier, la théorie acquiert une importance encore plus grande pour trois raisons trop souvent oubliées, savoir : Tout d'abord, notre parti ne fait encore que se constituer, qu'élaborer sa physionomie et il est loin d'en avoir fini avec les autres tendances de la pensée révolutionnaire, qui menacent de détourner le mouvement du droit chemin. Ces tout derniers temps justement, nous assistons, au contraire (comme Axelrod l'avait prédit depuis longtemps aux économistes), à une recrudescence des tendances révolutionnaires non social-démocrates. Dans ces conditions, une faute « sans importance » au premier abord peut entraîner les plus déplorables conséquences, et il faut être myope pour considérer comme inopportunes ou superflues les discussions de fraction et la délimitation rigoureuse des nuances. De la consolidation de telle ou telle « nuance » peut dépendre l'avenir de la social-démocratie russe pour de longues, très longues années. » (Lénine, *Que faire ?*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, pp. 81-82.)

Annexe n°2

« Dans les articles intitulés : « La scission de la social-démocratie russe » et « Le triomphe du bon sens» (*Osvobojdénie* n° 72), les représentants de la bourgeoisie libérale formulent sur la social-démocratie un jugement très précieux pour les prolétaires conscients. Nous ne saurions trop recommander à tout social-démocrate de lire ces articles *in extenso* et d'en méditer chaque phrase. Voyons d'abord les principales thèses de ces deux articles :

« Il est assez difficile pour un observateur non initié, dit *l'Osvobojdénie*, de saisir le sens politique réel de la divergence de vues qui a scindé le Parti social-démocrate en deux fractions. Il n'est pas tout à fait exact, il n'est pas suffisant en tout cas de dire de la « majorité » qu'elle est plus radicale et plus intransigeante que la « minorité », laquelle admet dans l'intérêt de la cause certains compromis. Du moins les dogmes traditionnels de l'orthodoxie marxiste sont peut-être observés avec plus de zèle encore par la fraction minoritaire que par la fraction de Lénine. La définition suivante nous paraît donc plus exacte : la « majorité » est surtout caractérisée en politique par un révolutionnisme abstrait, par l'esprit de rébellion, le désir de provoquer par tous les moyens le soulèvement de la masse populaire et de s'emparer aussitôt du pouvoir au nom de cette masse ; ceci rapproche dans une certaine mesure les « léinistes » des socialistes-révolutionnaires et donne dans leur conscience la priorité à l'idée d'une révolution populaire russe sur celle de la lutte de classe. Récusant en pratique bien des étroitesse de la doctrine social-démocrate, les « léinistes » sont d'autre part profondément marqués de l'étroitesse du révolutionnisme ; ils se refusent à tout travail pratique autre que la préparation immédiate de l'insurrection ; ils méconnaissent par principe toutes les formes de l'agitation légale et semi-légale et tous les modes de compromis d'utilité immédiate avec les autres courants d'opposition. La minorité, au contraire, s'en tenant avec fermeté au dogme marxiste, sauvegarde en même temps les éléments réalistes de la conception marxiste du monde. L'idée maîtresse de cette fraction, c'est l'opposition des intérêts du « prolétariat » aux intérêts de la bourgeoisie. Mais, d'autre part, elle conçoit la lutte du prolétariat — naturellement dans certaines limites dictées par les dogmes immuables de la social-démocratie — avec une lucidité réaliste et la claire conscience de toutes les conditions et tâches concrètes de cette lutte. Les deux fractions n'appliquent pas leur point de vue essentiel avec un esprit de suite rigoureux, étant liées dans leur œuvre créatrice, idéologique et politique par les formules rigoureuses du catéchisme social-démocrate qui empêchent les « léinistes » d'être des révoltés véritables à l'instar de certains au moins des socialistes-révolutionnaires, et les « iskristes » d'être les guides pratiques du mouvement politique réel de la classe ouvrière. »

Et l'écrivain de *l'Osvobojdénie*, après avoir résumé le contenu des principales résolutions, précise par quelques remarques concrètes à leur sujet, ses « idées » générales. Comparée au III^e Congrès, dit-il, « la conférence de la minorité adopte une attitude tout à fait différente envers l'insurrection armée ». « L'attitude envers l'insurrection armée » conditionne la divergence des résolutions sur le gouvernement provisoire. « Le même désaccord se manifeste en ce qui concerne l'attitude envers les syndicats ouvriers. Les « léinistes » dans leurs résolutions n'ont pas mentionné une seule fois ce point de départ essentiel de l'éducation politique et de l'organisation de la classe ouvrière. La minorité, au contraire, a élaboré une résolution très sérieuse. » A l'égard des libéraux, les deux fractions seraient unanimes ; mais le III^e Congrès « répète à peu près textuellement la résolution de Plékhanov, adoptée au II^e Congrès, sur l'attitude à l'égard des libéraux, et repousse la résolution de Starover, plus favorable aux libéraux, adoptée par le même congrès ». Si les résolutions du congrès et de la conférence sur le mouvement paysan sont dans l'ensemble à peu près du même ordre, « la « majorité » souligne davantage l'idée de la confiscation révolutionnaire des terres seigneuriales et autres, tandis que la « minorité » entend faire de la revendication des réformes démocratiques, dans l'administration et dans l'Etat, la base de son agitation ».

L'Osvobojdénie cite enfin une résolution menchévique, publiée dans le n° 100 de *l'Iskra*, dont le paragraphe principal porte : « Considérant que le seul travail clandestin n'assure pas en ce moment à la masse une participation suffisante à la vie du Parti, et qu'il conduit dans une certaine mesure à opposer la masse, comme telle, au Parti en tant qu'organisation illégale, il faut que ce dernier prenne en main la conduite de l'action syndicale des ouvriers sur le terrain légal, en rattachant étroitement cette action aux tâches de la social-démocratie. » Et *l'Osvobojdénie* de s'exclamer, à propos de cette résolution : « Nous nous félicitons vivement de cette résolution, qui est un triomphe du bon sens, le dessillement d'une partie de la social-démocratie en matière de tactique. »

Le lecteur connaît maintenant toutes les opinions essentielles de *l'Osvobojdénie*. Ça serait naturellement une très grande faute que de les considérer conformes à la vérité objective. Tout social-démocrate y découvrira aisément, à chaque pas, des erreurs. Il serait naïf d'oublier que toutes ces appréciations reflètent profondément les intérêts et le point de vue de la bourgeoisie libérale ; que dans ce sens, elles sont absolument partiales et tendancieuses. Elles reflètent les idées de la social-démocratie de la façon dont un miroir concave ou convexe réfléchit les objets. Mais ce serait une erreur plus grande encore d'oublier que ces jugements déformés au gré de la bourgeoisie traduisent, en définitive, les intérêts véritables de la bourgeoisie, laquelle, en tant que classe, comprend certainement à merveille quelles tendances de la social-démocratie lui sont avantageuses, proches, chères, sympathiques, et quelles autres lui sont nuisibles, indifférents, étrangères, antipathiques. Le philosophe ou l'écrivain bourgeois ne comprendra jamais bien la social-démocratie ni menchévique ni bolchevique. Mais si c'est un observateur tant soit peu intelligent, son instinct de classe ne le trompera pas et il saisira au fond toujours avec justesse — encore qu'il présente les choses à contresens — la portée que revêtent pour la bourgeoisie les diverses tendances qui se manifestent au sein de la social-démocratie. C'est pourquoi l'instinct de classe de notre ennemi, son jugement de classe méritent toujours de retenir l'attention la plus sérieuse de tout proléttaire conscient.

Que nous dit donc, par la bouche des gens de *l'Osvobojdénie*, l'instinct de classe de la bourgeoisie russe ? Il marque d'une façon absolument précise la satisfaction que lui procurent les tendances du néo-iskrisme ; il le loue pour son réalisme, sa lucidité, pour le triomphe du bon sens, le sérieux de ses résolutions, le dessillement en matière de tactique, le sens pratique, etc. ; et il se montre mécontent des tendances du III^e Congrès dont il blâme l'étroitesse, le révolutionnisme, l'esprit de rébellion, la répudiation des compromis d'une utilité immédiate, etc. L'instinct de classe de la bourgeoisie lui suggère justement ce qui a été démontré maintes fois dans nos écrits, à l'aide des données les plus précises, à savoir que les néo-iskristes forment l'aile opportuniste, et leurs adversaires l'aile révolutionnaire de la social-démocratie russe d'aujourd'hui. Les libéraux ne peuvent pas ne pas se montrer sympathiques aux tendances des premiers, ils ne peuvent pas ne pas condamner les tendances des seconds. » (Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, pp. 218-220.)

Annexe n°3

« Le coup d'Etat fasciste au Chili a démenti de façon éclatante, au même titre que les événements d'Indonésie d'il y a quelques années, les théories des révisionnistes sur la voie pacifique et parlementaire. Il a montré que les lois de fer de la lutte de classes, de la révolution et de la contre-révolution ne se modifient pas selon les rêves malades et les désirs subjectifs des révisionnistes.

Après les événements du Chili, les révisionnistes italiens, en serviteurs zélés de la bourgeoisie qu'ils sont, ont élaboré encore plus à fond leurs « théories », en

s'engageant plus profondément dans la voie de la trahison. Ils ont avancé la thèse que pour aller au socialisme, «dans les conditions nouvelles» il ne suffit plus que les communistes obtiennent la majorité au parlement, mais qu'il leur faut d'abord conclure aussi une alliance générale avec les principaux partis bourgeois. Ainsi est né «le compromis historique» avec le parti démocrate-chrétien italien, le parti du Vatican et de la FIAT, de l'OTAN et du Marché commun. Les révisionnistes togliattiistes, en se débattant dans les théories réformistes, quêtent aujourd'hui obstinément de la social-démocratie et des démocrates chrétiens une portion des profits que le Capital spéculateur tire de la sueur du peuple italien.

C'est un malheur que ces renégats, qui cherchent à devenir les gestionnaires des affaires de la bourgeoisie, continuent de tromper encore le prolétariat italien. Mais nous exprimons la conviction que la classe ouvrière d'Italie se secouera de l'apathie dans laquelle l'ont plongée les révisionnistes et leurs syndicats réformistes antirévolutionnaires et qu'elle comprendra que la situation que traverse son pays la place devant l'alternative ou bien d'empoigner le drapeau rouge de Marx, Engels, Lénine et Staline et de marcher vers la révolution, ou bien de voir venir le fascisme avec les si lourdes conséquences qu'elle a elle-même bien connues.

Les révisionnistes français, qui se sont faits les héritiers zélés de la bourgeoisie pour attaquer et dénigrer le marxisme-léninisme, marchent du même pas que les révisionnistes italiens.

Le parti révisionniste français s'est maintenant transformé en un parti de la bourgeoisie. Cela est apparu très clairement notamment à son XXIIe Congrès, où son secrétaire, Georges Marchais, a exposé sa «stratégie» de passage au socialisme. Les révisionnistes français ont jeté bas tous leurs masques. Ils ont attaqué le marxisme sur un large front, et sur les questions les plus fondamentales. Ils ont déclaré publiquement qu'ils abandonnaient la révolution et la dictature du prolétariat, et que l'accession à leur socialisme se réalisera sans lutte de classe ni expropriation de la bourgeoisie, sans que s'affirme nécessairement le rôle dirigeant du parti prolétarien. Le révisionniste Marchais a qualifié ce socialisme de «socialisme aux couleurs de la France». Mais à ce «socialisme» de toutes les couleurs, il en manque pourtant une, le rouge, le marxisme-léninisme, la couleur qui met en furie et épouante la bourgeoisie et les traîtres.

Selon Marchais, on accédera au socialisme à travers le développement de la démocratie et des libertés bourgeoises. Sous ce socialisme, tous vivront en paix, les loups comme les brebis. Soutenir la thèse de la démocratie et des libertés bourgeoises, en tant que voie vers le socialisme, c'est mystifier les masses, c'est donner comme un lustre à la société capitaliste. Chacun sait qu'à l'époque de l'impérialisme, il ne peut jamais y avoir, dans le cadre de la société bourgeoise, un développement progressif des libertés et de la démocratie pour les masses. Ce qui croît et s'accentue au contraire au cours de cette période ce sont les forces de la réaction, la militarisation de la production et des autres aspects de la vie, l'oppression du prolétariat et des nations, pour en arriver à la forme la plus féroce et la plus barbare, celle du fascisme. Seule la révolution violente et l'instauration de la dictature du prolétariat assurent les conditions nécessaires pour l'épanouissement de la liberté et de la démocratie pour les larges masses populaires.

Dans son rapport au XXIIe Congrès du Parti révisionniste français, le petit-bourgeois Georges Marchais, faisant siennes les théories réactionnaires des idéologues, bourgeois, selon lesquelles dans la société industrielle se produit soi-disant un nivellement des classes, a déclaré que maintenant «en France on ne peut plus parler de prolétariat, mais de classe ouvrière». Mais le révisionniste Georges Marchais ne peut liquider le prolétariat d'un trait de plume. Ce prolétariat existe et il lutte pour ensevelir le capitalisme et le révisionnisme.

Si les révisionnistes modernes et les idéologues de la bourgeoisie changent le nom du prolétariat, ce n'est pas sans un dessein déterminé. Il ne s'agit pas ici d'une question de pure dénomination, mais de la négation de la nécessité impérieuse de renverser les rapports sociaux par la révolution, par la violence. Les révisionnistes savent bien que si l'on parle de prolétariat, alors que celui-ci, sous le capitalisme, ne possède que la force de ses bras, il en découlerait logiquement qu'il doit lutter contre ses exploiteurs et ses oppresseurs, qu'il doit rompre ses chaînes. C'est précisément cette lutte, qui a pour objectif la destruction de fond en comble de l'ancien pouvoir du capital, qui épouante la bourgeoisie. Aussi ses idéologues et ses serviteurs, du type de Georges Marchais, s'évertuent-ils à faire croire que le prolétariat n'est plus tel que l'a défini Marx, c'est-à-dire exploité par les capitalistes, que ce n'est plus la force de ses bras qui crée la plus-value et le capital, que les moyens de production ne sont soi-disant plus aux mains des capitalistes, mais des gestionnaires, des technocrates.

En niant l'existence du prolétariat en tant que principale force révolutionnaire de la société et fossoyeur du capitalisme, les révisionnistes veulent aussi frayer la voie à d'autres thèses antimarxistes. Du moment qu'il n'y a pas de prolétariat il ne saurait, non plus, y avoir de dictature du prolétariat. Sur ce problème-clé de la théorie du socialisme scientifique, en fait, tous, dans le camp révisionniste, s'alignent sur les mêmes positions. Mais pour des raisons de tactique, pour la frime, certains, en paroles, défendent la «dictature du prolétariat», comme le font les révisionnistes soviétiques et les partis des pays de la soi-disant «famille socialiste», alors que d'autres comme Marchais, Berlinguer et Carillo, jettent bas leur masque. En fait, de la part des révisionnistes de Moscou, c'est là un bluff, car la dictature du prolétariat n'existe plus ni en Union soviétique ni dans les pays de l'Europe de l'Est. Il n'y existe qu'une dictature, la dictature capitaliste, fasciste.

Dans le «bloc» révisionniste soviétique on parle également de la théorie de la lutte de classes, mais cela aussi juste pour la forme, à des fins de mystification, car il ne se livre de lutte de classes, dans le sens marxiste-léniniste, ni en Union soviétique, ni dans les autres pays de l'Europe de l'Est. Marchais, Berlinguer et autres, pour leur part, prônent «la fraternisation dans les divergences», la fraternisation et l'union, pour aller «au socialisme par des réformes», tous ensemble, bourgeois, capitalistes, ouvriers, police et armée bourgeoise etc. Il y a longtemps que les khrouchtchéviens ont déclaré que la lutte de classes est éteinte en Union soviétique. Mais, en fait, il y existe la lutte que mène la nouvelle bourgeoisie contre la classe ouvrière. Là et dans les autres pays révisionnistes, existe et se développe la lutte du prolétariat contre la féroce exploitation exercée par la nouvelle bourgeoisie et, comme c'est le cas dans les républiques soviétiques, en Pologne et ailleurs, la classe ouvrière se dresse en révolte contre l'exploitation. A coup sûr, cette lutte ne cessera de gagner encore en vigueur.

En élaborant la théorie du socialisme scientifique, Marx a rejeté toutes les anciennes formes de socialisme prônées par les utopistes et d'autres avant eux. Il a appris au prolétariat mondial à s'organiser et à lutter pour établir le nouvel ordre social fondé sur le socialisme scientifique. Marx a démasqué et rejeté le «socialisme féodal», le «socialisme clérical», le «socialisme petit-bourgeois», «bourgeois» et le «socialisme conservateur». Il a dénoncé et démasqué sévèrement «la Philosophie de la misère» de Proudhon et il a écrit à cette fin son oeuvre connue «la Misère de la philosophie».

Actuellement, Georges Marchais, ce nouveau Proudhon, cherche à imposer au prolétariat français, une telle philosophie, mais sous un autre habit. Tous les pseudo-marxistes comme lui, par leurs théories du «marxisme créateur», s'efforcent de tromper le prolétariat, en privant le socialisme scientifique de ses bases. Lorsqu'ils prétendent être objectifs dans la connaissance des lois du développement de la société, c'est là une pure mystification. En vérité, ce sont des laquais de la société de consommation créée par la bourgeoisie capitaliste et impérialiste. » (Enver Hoxha, *Rapport présenté au VII^e congrès du PTA le 1^{er} novembre 1976, CEDAS, Edition numérique, pp. 36-38.)*

« A mesure que s'aggravent les contradictions du capitalisme et de l'impérialisme et que s'approche la vague de la révolution, se découvre toujours plus le visage antimarxiste et contre-révolutionnaire de l'autre courant révisionniste, de l'eurocommunisme. »

L'eurocommunisme est le produit de la dégénérescence des partis communistes qui se sont engagés dans la voie du révisionnisme, de la scission qui s'est produite dans le camp révisionniste, par suite de la prépondérance que le nationalisme bourgeois a acquise en son sein.

C'est l'idéologie de l'aristocratie ouvrière nourrie de quelques miettes des profits de la bourgeoisie. L'eurocommunisme, l'idéologie la plus pure du réformisme bourgeois, joue un rôle de «cinquième colonne» au sein du mouvement ouvrier.

Les eurocommunistes, qui étaient parmi les plus fervents adeptes de la campagne contre Staline, pour soi-disant revenir à Lénine, se sont maintenant unis ouvertement au chœur de la bourgeoisie et des sociaux-démocrates pour mettre en cause Lénine et le léninisme. Le terme même d'«eurocommunisme» est une expression qui implique un écart par rapport au marxisme-léninisme, la négation des lois générales de la révolution et de l'édification de la société socialiste.

Les eurocommunistes ont exhumé et remis en circulation les vieilles théories opportunistes de Lassalle et de Bernstein, de Kautsky et de la II^e Internationale, qu'ils vantent comme étant le dernier mot du développement créateur du marxisme de nos jours. L'attaque frontale et ouverte, menée à partir de positions anticomunistes, contre les enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme est l'aboutissement logique de tout le révisionnisme moderne, de tous ses courants.

Les thèses des eurocommunistes sur l'Etat capitaliste au-dessus des classes, sur la démocratie pour tous, sur la voie pacifique, parlementaire, démocratique vers le socialisme, sur les réformes de structure dans le cadre de la constitution bourgeoise, etc., ont pour seul but de saboter la révolution, de défendre et de

perpétuer l'ordre capitaliste. Lorsque les révisionnistes italiens, français, espagnols parlent de « compromis historique », de « bloc historique des gauches », etc., ou lorsqu'ils s'efforcent d'entrer dans les gouvernements bourgeois, ils le font non pas pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie, non pas pour liquider l'ordre capitaliste, mais pour le préserver de la révolution et pour assumer eux-mêmes la gestion des affaires de la bourgeoisie. Ils cherchent à se substituer dans ce rôle à la social-démocratie, désormais compromise et discréditée aux yeux des masses comme la servante déclarée de la bourgeoisie.

Alors qu'ils fardent le capitalisme, les eurocommunistes manifestent une hostilité ouverte contre le socialisme. Selon eux, il n'a pas existé à ce jour et il n'existe toujours pas de socialisme véritable. Pour eux, le « vrai socialisme » est celui qu'ils ont inventé eux-mêmes, ce qu'ils appellent « socialisme démocratique », « socialisme pluraliste », ou « troisième voie ».

Le « socialisme », tel que l'imaginent les eurocommunistes, est un socialisme sans dictature du prolétariat, sans direction indivisible du parti communiste, sans théorie marxiste-léniniste. Dans ce socialisme, le pouvoir appartiendra à toutes les classes, divers partis accéderont à la direction selon les suffrages qu'ils auront recueillis aux élections, l'idéologie marxiste cohabitera avec toutes les autres idéologies bourgeois, petites-bourgeoises et religieuses. Dans ce socialisme des eurocommunistes existeront diverses formes de l'économie, la propriété socialisée et l'initiative privée, les capitaux impérialistes et les sociétés multinationales.

Dans cette société donc, qualifiée de pluraliste, s'entrelaceront et coexisteront dans une paix et une harmonie parfaites diverses classes, diverses idéologies, divers types de propriété, des éléments socialistes et capitalistes dans l'économie et la politique, à la base et à la superstructure, dans toute la vie de la société. Mais une telle société hybride capitaliste-socialiste n'a jamais existé et elle ne peut jamais exister. Elle ne peut exister que dans l'imagination des eurocommunistes. Le socialisme et le capitalisme sont deux ordres sociaux qui s'excluent mutuellement. La société nouvelle prônée par les eurocommunistes n'est rien d'autre que la société capitaliste actuelle teintée de socialisme.

L'apparition de l'eurocommunisme a été vantée à grand bruit par la bourgeoisie, qui espérait voir son idéologie réformiste reléguer dans l'ombre l'idéologie révolutionnaire du marxisme-léninisme. Elle espérait que l'eurocommunisme connaîtrait une grande diffusion, qu'il deviendrait un drapeau sous lequel s'uniraient tous les révisionnistes, de l'Ouest et de l'Est. Mais l'échec a été complet. Au sein même de chaque parti eurocommuniste, les fractions et les divisions se sont accrues, et les divers partis ont engagé entre eux la lutte pour le leadership. Les querelles et les divisions avec les autres partis révisionnistes se sont encore accentuées. Le parti de Marchais a abandonné le camp eurocommuniste et il se rapproche davantage des révisionnistes soviétiques. Le Parti communiste d'Espagne est divisé en diverses fractions, en communistes orthodoxes et hétérodoxes, en prosoviétiques et antisoviétiques. Quant au parti de Berlinguer, il traverse une grave crise idéologique et politique. Qui plus est, les partis eurocommunistes ont beaucoup perdu de l'influence qu'ils avaient parmi les masses, ce qui se constate aussi dans les défaites qu'ils ne cessent de subir dans les consultations électorales, qu'ils considèrent comme leur cheval de bataille. » (Enver Hoxha, *Rapport présenté au VIII^e congrès du PTA le 1^{er} novembre 1981*, Edition numérique, pp. 88-89.)

Annexe n°4

Le PCF et la révolution algérienne

Maurice Thorez et le PCF adoptèrent une position franchement anti-communiste vis à vis de la question de l'indépendance de l'Algérie, faisant ainsi le jeu de l'impérialisme français :

Le PCF déclarait que

« Les communistes ont toujours affirmé pour chaque nation le droit de libre disposition, allant jusqu'au droit de se séparer de la métropole si elle le désire. Mais le droit au divorce n'implique pas l'obligation de divorcer : les communistes ne soutiennent la séparation que si elle est progressive » (*Cahiers du communisme*, septembre 1947, p.869.)

Et de justifier sa position de la sorte

« Dans le moment présent, et pour les raisons déjà indiquées, « l'indépendance » de l'Algérie constituerait à la fois un leurre et une consolidation des bases de l'impérialisme en Algérie et dans le monde : les communistes condamnent cette position fausse. Par contre, ils soutiennent non seulement le Parti Communiste Algérien mais aussi les autres mouvements algériens dans tout ce que leur position comporte de progressif, à l'égard notamment de l'Union Française. Nous sommes en effet convaincus que l'Union Française, malgré toutes les imperfections que les députés communistes ont soulignées au cours du vote de la Constitution, donne actuellement aux peuples d'Outre-mer la seule possibilité de marcher sûrement à la conquête de la liberté et de la démocratie. Il appartient à ces peuples et au peuple de France d'en faire, par leur action conjuguée, une Union libre et fraternelle de peuples. C'est donc, comme toujours, par une lutte persévérente et lucide que seront renversés les obstacles à une telle Union, y compris ceux qui ont empêché le vote d'un statut progressiste de l'Algérie. » (*Cahiers du communisme*, septembre 1947, p.869.)

Belle logique en vérité : si l'Algérie proclamait son indépendance, elle tomberait dans les bras de l'impérialisme américain ! En outre, la conception de « nation modèle française », autrefois dénoncée par Marx ressort ici clairement. Le chauvinisme du PCF s'exprime pleinement et dissimile mal les visées de l'impérialisme français en Algérie (« pudiquement » laissé de côté), malgré les phrases sur « l'union fraternelle des peuples » :

« Il y a une nation algérienne qui se constitue historiquement, dans le mélange de 20 races, et dont l'évolution peut être facilitée, aidée par l'effort de la République française. » (Maurice Thorez : *le Peuple algérien uni autour de la France*, p. 12.)

« Les communistes ont tout fait pour jeter les bases d'une entente sincère et durable entre les deux peuples : ils feront tout, demain, pour que cette entente indispensable devienne une réalité. En agissant ainsi et pour reprendre une formule de Maurice Thorez au XI^e Congrès : « Nous avons la conviction absolue, en présence des difficultés que la réaction colonialiste et vichyste suscite dans les territoires de l'Union Française, de nous comporter en prolétaires honnêtes pour qui l'Internationale n'est pas un vain mot, en bons républicains qui veulent donner vie à la formule de leurs ancêtres : « Liberté, Égalité, Fraternité », et en bons Français soucieux de l'avenir et de la grandeur de leur pays. » » (*Cahiers du communisme*, septembre 1947, p. 870.)

1937 : IX^{ème} Congrès du PCF : « Dans l'intérêt de ces peuples et dans l'intérêt de la France, il faut s'assurer contre le fascisme qui provoque à la rébellion et à la guerre civile dans les colonies, l'union libre, confiante, fraternelle des peuples coloniaux et de la France démocratique. » (Jacques Jurquet, *Mouvements communiste et nationaliste en Algérie — Chronologie commentée 1920-1962*, page 54.)

1945 : Le PCF est membre du gouvernement pendant le massacre du 8 mai, à Sétif (45 000 morts). « Le 10 mai, une délégation du PCF et du PCA se rendit chez le gouverneur général pour lui désigner du doigt les responsables : le PPA et les Amis du Manifeste. La délégation « s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du PPA et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques » dit le compte rendu de l'audience tel que le publia le quotidien *Alger Républicain*, le 12 mai 1945. Les délégués avaient réclamé « le châtiment rapide et impitoyable des provocateurs ». Le communiqué concluait : « Ces mesures [proposées par la délégation] appliquées sans délai contribueraient réellement à ramener le calme. » (*Alger Républicain* 12 mai 1945.). » (Grégoire Madjarian, *La question coloniale et la politique du Parti Communiste Français 1944-1947 — Crise de l'impérialisme colonial et mouvement ouvrier*, 1977, Editions François Maspero, page 106-107.)

1958 : « Si le FLN se propose d'alerter l'opinion, il se trompe. Il dresse l'opinion contre lui. » (Jacques Jurquet, *Ibidem*, page 154.)

C'est ainsi que par ces prises de positions monstrueuses, et chauvines à l'extrême, le PCF avait oublié ces aspects fondamentaux du marxisme-léninisme que sont l'internationalisme prolétarien, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes et le soutien des luttes de libération des peuples coloniaux.

« En ce qui concerne le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, il existe deux nuances principales parmi les social-chauvins, c'est-à-dire les

opportunistes et les kautskistes, qui maquillent et idéalisent la guerre impérialiste, réactionnaire, en lui appliquant la notion de «défense de la patrie». D'une part, nous voyons les serviteurs déclarés de la bourgeoisie, qui défendent les annexions sous prétexte que l'impérialisme et la concentration politique sont progressistes, et qui nient le droit d'autodétermination en le déclarant utopique, illusoire, petit-bourgeois, etc. Ce groupe comprend : Cunow, Parvus et les ultra-opportunistes en Allemagne, une partie des fabiens et des chefs des trade-unions en Angleterre, les opportunistes en Russie : Semkovski, Liebmann, Iourkévitch, etc. D'autre part, nous voyons les kautskistes, auxquels se rattachent également Vandervelde, Renaudel et beaucoup de pacifistes d'Angleterre et de France, etc. Ils sont pour l'unité avec les premiers et, en fait, ils les rejoignent pleinement en défendant d'une façon purement verbale et hypocrite le droit d'autodétermination : ils estiment «exagérée» («zu viel verlangt» : Kautsky dans la *Neue Zeit* du 21 mai 1915) la revendication du droit de séparation politique ; ils n'affirment pas la nécessité d'une tactique révolutionnaire des socialistes des nations opprimes, mais estompent au contraire leurs obligations révolutionnaires, justifient leur opportunitisme, les aident à mystifier le peuple, éludent comme par hasard la question des *frontières* des Etats qui maintiennent de force dans leur sein des nations lésées dans leurs droits, etc. » (Lénine, *Sur les questions nationale et coloniale*, Edition numérique, p.7-8.)

« Le mouvement révolutionnaire des pays avancés ne serait en fait qu'un leurre sans l'union complète et la plus étroite des ouvriers en lutte contre le capital d'Europe et d'Amérique, avec les centaines et les centaines de millions d'esclaves «coloniaux» opprimés par ce capital. » (Lénine, *Le II^{ème} Congrès de l'Internationale communiste*, (Œuvres choisies, Tome II, Edition numérique, p.382.)

« Les Européens oublient souvent que les peuples coloniaux sont aussi des nations, mais tolérer un tel «oubli», c'est tolérer le chauvinisme. » (Lénine, *Une caricature du Marxisme et à propos de «l'Économie impérialiste»*, (Œuvres, tome 23).

Gardons-nous bien de sombrer dans cet « anti-impérialisme sélectif » que pratiquent massivement les social-chauvins et les médias bourgeois. (Les social-chauvins taisent aujourd'hui « pudiquement » les menées de l'impérialisme français en Afrique de l'Ouest, à l'exemple des rivalités inter-impérialistes qui se dessinent en Côte d'Ivoire.)

Annexe n°5

Résultats électoraux du PCF de 1945 à 2002 : la dégringolade révisionniste

PARTI COMMUNISTE : RÉSULTATS ÉLECTORAUX DEPUIS 1945

DATE	TYPE D'ÉLECTION	RÉSULTATS (1 ^{er} tour ou tour unique) ¹	NOMBRE DE DÉPUTÉS OU ÉLUS ²	COMMENTAIRE
21/10/1945	Première Assemblée constituante	26,1	159	Le Parti communiste devient le premier parti de France.
02/06/1946	Seconde Assemblée constituante	25,9	153	Le Parti communiste gagne 100 000 voix, mais recule en pourcentage.
10/11/1946	Législatives	28,2	182	Le Parti communiste redevient la première force politique française en devançant le Mouvement républicain populaire (MRP). Il obtient l'un des scores les plus importants de l'histoire électorale française.
17/06/1951	Législatives	25,7	103	Le Parti communiste perd 500 000 voix et 47 sièges à cause du système des apparentements.
02/01/1956	Législatives	25,4	150	Le Parti communiste gagne 47 sièges tout en restant quasiment stable car les apparentements ne le défavorisent pas comme en 1951.
23/11/1958	Législatives	19,2	10	Pour la première fois, le Parti communiste passe en-dessous de 25 p. 100 des suffrages, et même en-dessous de 20 p. 100. Les socialistes et les communistes maintiennent leurs candidats au second tour, ce qui réduit considérablement leur nombre respectif de députés.
18/11/1962	Législatives	21,7	41	Le Parti communiste connaît une reprise.
05/12/1965	Présidentielle			François Mitterrand, candidat unique de la gauche, est soutenu par le Parti communiste.
05/03/1967	Législatives	22,5	73	La Parti communiste continue de progresser.
23/06/1968	Législatives	20	34	Au lendemain des événements de 1968, le Parti communiste recule, comme l'ensemble de la gauche (à l'exception du Parti socialiste unifié).
01/06/1969	Présidentielle	21,3		Jacques Duclos, dirigeant historique du Parti communiste obtient un grand succès.
04/03/1973	Législatives	21,4	73	Le Parti communiste et le Parti socialiste sont presque à égalité.
05/05/1974	Présidentielle			François Mitterrand, candidat unique de la gauche, est soutenu par le Parti communiste.
12/03/1978	Législatives	20,6	86	Le Parti communiste est, pour la première fois, devancé par le Parti socialiste, et arrive même en dernière position parmi les quatre grandes formations politiques désormais représentées (UDF, RPR, PS, PC).
10/06/1979	Européennes	20,6	19	Georges Marchais est la tête de liste du Parti communiste.
26/04/1981	Présidentielle	15,3		Le Parti communiste, dont Georges Marchais est le candidat, enregistre son score le plus faible depuis la Libération.
14/06/1981	Législatives	16,1	44	Le Parti communiste améliore son pourcentage de suffrages exprimés à cause du taux très élevé d'abstention (presque 30 p. 100).
17/06/1984	Européennes	11,2	10	Le Parti communiste chute.
16/03/1986	Législatives	9,7	35	Le Parti communiste passe en-dessous de la barre des 10 p. 100 des suffrages exprimés.
16/03/1986	Régionales	10,3	178	Le Parti communiste se maintient autour de 10 p. 100 des suffrages exprimés.
24/04/1988	Présidentielle	6,8		André Lajoinie est le candidat du Parti communiste. Il obtient un score très faible.
05/06/1988	Législatives	11,3	27	Le Parti communiste se redresse par rapport à l'élection présidentielle.
18/06/1989	Européennes	7,7	7	Francis Wurtz est tête de liste du Parti communiste.
22/03/1992	Régionales	8	140	Le Parti communiste recule par rapport aux précédentes élections régionales.
21/03/1993	Législatives	9,1	24	Le Parti communiste obtient son score le plus faible aux élections législatives depuis 1945.
23/04/1995	Présidentielle	8,6		Robert Hue est le candidat du Parti communiste.
25/05/1997	Législatives	9,9	37	Le Parti communiste améliore son score, un peu plus élevé qu'en 1986 et 1993, mais pas autant qu'en 1988.
13/06/1999	Européennes	6,78	6	Robert Hue conduit une liste ouverte à des non-communistes. Le Parti communiste perd un élu au Parlement européen, et sa liste est devancée de trois points par celle des Verts.
21/04/2002	Présidentielle	3,37		Robert Hue obtient le score le plus bas jamais réalisé par un candidat communiste. Il est devancé par deux candidats trotskistes (LO et LCR).
09/06/2002	Législatives	4,8	21	Le Parti communiste poursuit son déclin en réalisant son score le plus bas au premier tour d'élections législatives.

¹ Pourcentage des suffrages exprimés, pour la France métropolitaine ; ² Communistes et apparentés, y compris les députés d'Outre-mer.

Source : Collection Microsoft ® Encarta ® 2004. © 1993-2003 Microsoft Corporation. Tous droits réservés.

Ces statistiques illustrent les conséquences du triomphe de l'opportunisme au sein du PCF (qui avait eu la bride libérée par la proclamation du « passage parlementaire » par les traîtres soviétiques). La dégénérescence idéologique progressive et l'abandon officiel, pan par pan, des principes fondamentaux du communisme vont de pair avec des revers électoraux de plus en plus marqués ; en bref, la liquidation idéologique du PCF s'accompagne de sa décomposition matérielle et aboutit à sa liquidation physique. Ecoutez ce que dit une encyclopédie bourgeoise [*Encarta 2004 de Microsoft, encyclopédie à laquelle on ne saurait reprocher son pro-communisme...*] de cette dégénérescence :

« Le PCF, sous la direction de Waldeck-Rochet (1964-1970) puis de Georges Marchais (1970-1994), engage une politique de rapprochement avec les socialistes. Signant en 1972 le Programme commun de gouvernement avec le Parti socialiste, le Parti communiste se lance dans une stratégie d'Union de la gauche, partiellement remise en cause après l'échec des législatives de 1978. [...] Robert Hue, élu secrétaire national le 29 janvier 1994, procède à un assouplissement des structures et des discours (abandon du principe du centralisme démocratique), relance le dialogue avec l'ensemble des forces de gauche et entame une stratégie d'union avec le Parti socialiste [...] Lors du 31^e Congrès du PCF en octobre 2001, la « mutation » du parti est impulsée par une modification de ses statuts, et notamment par la mise en place d'une direction bicéphale : Marie-George Buffet, ministre de la Jeunesse et des Sports, succède à Robert Hue au poste de secrétaire national tandis que celui-ci devient président du parti, une fonction qui n'existe pas jusqu'alors. Rejetée par 15 fédérations, cette transformation ne se fait toutefois pas sans un certain malaise parmi les militants. Lors du premier tour de l'élection présidentielle de mai 2002, Robert Hue obtient le score le plus bas jamais réalisé par un candidat communiste (3,37 p. 100 des suffrages exprimés). Ce résultat confirme la forte désaffection de l'électorat traditionnel, qui semble due au décalage entre les aspirations d'ouverture manifestées par la direction du parti et les attentes ancrées à gauche de ses électeurs. »

Non contents d'avoir sabordé le PCF, les révisionnistes porteront un rude coup à ceux qui, scandalisés par l'autodafé honteux des khrouchtchéviens français qui expurgèrent l'oeuvre de Staline, avaient quitté le parti et venaient de créer le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (PCMLF). Crée en décembre 1967, il fut interdit le 12 juin 1968 par la bourgeoisie, de connivence avec Georges Marchais qui, réglant ses comptes avec les marxistes-léninistes, déclara : « Il n'y a de place en France que pour un seul Parti Communiste » [*lisez Parti Révisionniste*]. Aussi, il nous faut affirmer sans ambages que

« [...] si, maintenant, s'appuyant sur les phrases de ces gens, des journaux gouvernementaux [...] prétendent que c'est [...] le gouvernement qui représente les intérêts du prolétariat, les communistes déclarent n'avoir rien en commun ni avec les premiers, ni avec les derniers. On a voulu, certes, rendre les communistes responsables de tout cela ; on leur a prêté le dessein de s'allier avec le gouvernement. Cette accusation est ridicule. Le gouvernement ne peut pas s'allier aux communistes, les communistes ne peuvent pas s'allier au gouvernement, pour la simple raison que les communistes sont, de tous les partis révolutionnaires [...], le parti le plus révolutionnaire, et parce que le gouvernement sait cela mieux que quiconque. Imagine-t-on que les communistes puissent s'allier à un gouvernement qui les a déclarés coupables de haute trahison et qu'il traite comme tels ? Imagine-t-on que le gouvernement puisse propager dans ses organes des principes qui sont considérés en France comme anarchiques, incendiaires, dissolvants pour toutes les institutions sociales, et auxquels ce même gouvernement ne cesse d'attribuer précisément les mêmes qualificatifs ? C'est absurde. Voyons le prétexte communisme [en question], et nous constaterons qu'il est bien innocent. » (Karl Marx, *Le Communisme du « Rheinischer Beobachter »*, Deutsche Brüsseler-Zeitung, 12 septembre 1847.)

[Retour à la page idéologie](#)